

Les chiffres clefs de l'enseignement catholique



Portrait

Philippe
Bancon
L'équilibre
éducatif

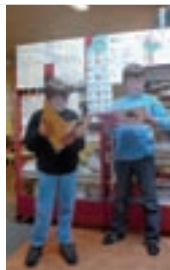
Actualités

Cneap : anticiper pour mieux s'adapter



Initiatives

Une
révolution
douce



Réflexion

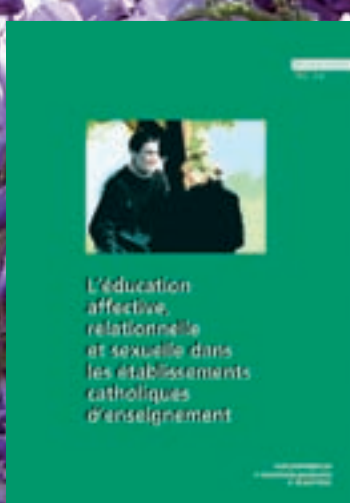
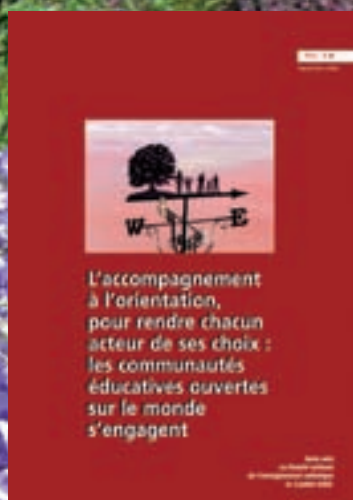
« L'éducation
est la finalité
première
de la politique »



Culture

Musée / expos /
lieu de mémoire
Livres /
Multimédia

Des textes essentiels pour faire vivre le projet éducatif de l'enseignement catholique



Nom / Établissement :

Adresse :

Code postal : Ville : Souhaite recevoir :

« **Regards sur l'enseignement catholique** » : 10 € l'exemplaire. 7 € l'ex. à partir de 10 ex. / 5 € l'ex. à partir de 100 ex. (frais de port non compris).

« **Être professeur dans l'enseignement catholique** » : 2 € l'exemplaire (frais de port compris).

« **Les instances de participation et de concertation...** » : 2 € l'exemplaire (frais de port compris).

« **L'accompagnement à l'orientation** » : 4 € l'exemplaire. 3,50 € l'ex. à partir de 10 ex. (frais de port compris) / 2 € l'ex. à partir de 100 ex. (hors frais de port).

« **Annonce explicite de l'Évangile...** » : 3,50 € l'exemplaire. 2 € l'ex. à partir de 10 ex. (frais de port compris) / 1,50 € l'ex. à partir de 100 ex. (hors frais de port).

« **L'éducation affective, relationnelle et sexuelle dans les établissements catholiques d'enseignement** » : 4 € l'exemplaire.

Ci-joint la somme de : €, par chèque bancaire à l'ordre de SGEC-Publications.

277 rue Saint-Jacques - 75240 Paris Cedex 05. Tél. : 01 53 73 73 71 - Fax : 01 46 34 72 79.

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

par Éric de Labarre p. 5

ACTUALITÉS

Enseignement catholique p. 6
Éducation p. 19

GESTION

Immobilier scolaire :
cours de pilotage p. 25

EN CAEC

Picardie : bâtir une histoire
commune p. 26

FORMATION

Les laïcs copilotes
des Sœurs p. 28

DOSSIER

p. 29

INITIATIVES

STG en Cordée /
Dans la course pour Londres /
Une révolution douce pp. 41-45

PORTRAIT

Philippe Bancon
L'équilibre éducatif p. 46

PAROLES D'ÉLÈVES

« Une responsabilité
qui fait grandir » p. 48



RÉCITS ÉDUCATIFS D'AILLEURS

Allemagne : en fac
à huit ans ! p. 50

RÉFLEXION

Jacques Delors : « L'éducation
est la finalité première
de la politique » p. 52

MÉDITATION

Un lent cheminement p. 54

PLANÈTE JEUNES

Vivre, c'est essayer p. 57

CULTURE

Histoire : Un nouveau regard sur
la Grande Guerre / Expositions /
Lieu de mémoire pp. 58-59

LIVRES /

MULTIMÉDIA pp. 60-63

PRATIQUE p. 65

UN JOUR, UN PROF, UNE ÉCOLE

Françoise Gausson : « Ses mots
invitaient au voyage » p. 66

Couverture : D. Wasmer, J.-P. Pouteau/SGDF, Cneap,
S. Horguelin, D. R. Sommaire : P. Bailly, V. Lannert/UniBonn,
B. Radike, S. Damoiseau.

Ce numéro comporte un encart jeté « Enveloppe de Carême ».



Au centre de ce numéro : un cahier détachable

LES CHIFFRES CLEFS DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

Grâce aux données statistiques de l'observatoire Solfège, du Conseil national de l'enseignement agricole privé et de l'observatoire économique « Indices » de la Fnogec, l'enseignement catholique possède des outils qui participent à sa lisibilité. Ces données, bientôt mises en synergie à partir du réseau « Gabriel », permettent non seulement d'indiquer l'évolutions du nombre d'élèves, d'étudiants et d'apprentis par entités géographiques, par niveaux et par filières mais aussi de présenter des éléments cartographiques sur les personnels et sur les principales données économiques. Globalement, ce dossier met en valeur une nouvelle progression du nombre d'élèves, notamment en collège, une reprise des effectifs en premier degré, et marque une insuffisance de l'effort au financement de l'immobilier, particulièrement pour les écoles.



À la fois document de travail et acte politique au service de la liberté d'enseignement, ce livre veut indiquer aux chefs d'établissement les espaces de liberté offerts par la loi Debré et les textes législatifs et réglementaires parus depuis 1959.

**L'ÉTABLISSEMENT ASSOCIÉ :
L'AUTONOMIE AU SERVICE
DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL**

L'exemplaire : 25 €
20 € à partir de 20 ex. (hors frais de port)
18 € à partir de 100 ex. (hors frais de port)

Nom /Établissement :

Adresse :

Code postal : Ville :

Souhaite recevoir : exemplaires. Ci-joint la somme de : € à l'ordre de *Sgec Publications*,
277 rue Saint-Jacques - 75240 Paris Cedex 05. Tél. : 01 53 73 73 71.



Les cahiers réunis dans ce dossier présentent quelques-unes des interventions qui situent les lois Debré et Rocard dans l'histoire de l'éducation, précisent le sens des liens contractuels de l'enseignement catholique avec l'État, et ouvrent des chemins sur une liberté éducative à vivre.

HISTOIRE, ACTUALITÉ ET PERSPECTIVE
Actes des journées académiques et des journées nationales 2009/2010

L'exemplaire : 16 €

Nom /Établissement :

Adresse :

Code postal : Ville :

Souhaite recevoir : exemplaires. Ci-joint la somme de : € à l'ordre de *Sgec Publications*,
277 rue Saint-Jacques - 75240 Paris Cedex 05. Tél. : 01 53 73 73 71.

La confiance, une attitude essentielle

Enseignement catholique actualités
www.enseignement-catholique.fr

Publication officielle
du Secrétariat général
de l'enseignement catholique
(SGEC)

Directeur de la publication >

Éric Mirieu de Labarre

Rédacteur en chef >

Gilles du Retail

Rédacteur en chef adjoint >

Sylvie Horguelin

Ont participé à la rédaction

de ce numéro >

Claude Berruer,

Élodie Dufour,

Christiane Durand

Laurence Estival,

José Guillemain,

Danielle Lacroix,

Agathe le Bescond,

Stève Lepleux,

Virginie Leray,

Yves Mariani,

Hélène Morlet

Nicole Priou,

Aurélié Sobocinski,

Isabelle Tinader.

Édition > Dominique Wasmer

(rédacteur-graphiste),

René Troin

(secrétaire de rédaction).

Diffusion et publicité >

Dominique Wasmer, avec

Géraldine Brouillet-Wane,

Jean-Noël Ravolet,

Marianne Sarkissian.

Rédaction, administration

et abonnements >

277 rue Saint-Jacques,

75240 Paris Cedex 05.

Tél. : 01 53 73 73 71.

Fax : 01 46 34 72 79.

E-mail > eca@enseignement-catholique.fr

Abonnement > 45 €/an

Numéro CPPAP > 0411 G 79858

Numéro ISSN > 1241-4301

Imprimeur > Vincent Imprimeries,

26 avenue Charles-Bedaux, BP 4229

37042 Tours Cedex 1.



© P. Bésnard

ÉRIC DE LABARRE

S'il n'est sans doute pas souhaitable que l'école soit l'enjeu d'une campagne électorale, les échéances politiques du printemps sont l'occasion bienvenue d'un débat sur l'avenir du système éducatif. Nul n'ignore les défis à relever, et en particulier la part inacceptable de jeunes mis hors jeu à quelque niveau que ce soit, qu'il s'agisse des 15 % d'enfants entrant en sixième sans maîtriser les apprentissages fondamentaux ou des 150 000 jeunes qui sortent de formation initiale sans qualification.

« Ne vous souvenez plus d'autrefois, ne songez plus au passé. Voici que je fais un monde nouveau : il germe déjà, ne le voyez-vous pas ? Oui, je vais faire passer une route dans le désert, des fleuves dans les lieux arides » (Isaïe 43,18-19).

L'enseignement catholique n'a de leçons à donner à personne. Il est, en revanche, légitime qu'il prenne part aux réflexions en cours à raison de sa contribution incontestable à l'intérêt général et à la formation d'un nombre croissant d'élèves. Il le fait seulement au nom de sa conception de l'homme et de l'acte éducatif. Prendre part

n'est pas prendre parti. C'est le sens du « Manifeste » qu'il a rendu public le 24 janvier dernier.

Il ne s'agit pas de promettre monts et merveilles et de bercer d'illusions. Il s'agit d'appeler chaque acteur de l'école à assumer sa part dans les renouvellements indispensables. L'expérience le montre : chacun est prêt à donner au-delà de ce que l'on imagine lorsqu'il a la conviction que les autres font de leur mieux. La crise de l'école est d'abord une crise de confiance. Voilà pourquoi il paraît indispensable de créer les conditions permettant à tous les éducateurs de participer par leur engagement à un contrat dont le seul objet est la réussite de chaque élève, d'où qu'il vienne, à quelque point qu'il en soit, avec les talents et les fragilités qui sont les siens.

L'enseignement catholique n'en appelle donc pas à de nouvelles réformes annoncées à grand renfort de médias. Il estime que la priorité est de donner aux équipes éducatives dans les établissements toute la latitude nécessaire pour les rendre effectivement responsables de l'avenir des jeunes qui leur sont confiés. La liberté n'est pas un obstacle à l'égalité ; elle en est la condition préalable.

Ainsi notre « Manifeste » est-il d'abord un discours de la méthode avant d'être un catalogue de mesures à prendre, parce que nous avons la conviction qu'il ne faut pas chercher à bouleverser du jour au lendemain l'école et ses façons de faire, mais qu'il vaut mieux mettre chacun en situation de participer jour après jour aux changements à opérer.

Éric de Labarre
Secrétaire général de l'enseignement catholique

MANIFESTE DE L'ÉCOLE CATHOLIQUE AU SERVICE DE LA NATION

Pour « *alimenter et enrichir* » le débat indispensable sur l'école de demain, à la veille des élections présidentielle et législatives, l'enseignement catholique a décidé de se manifester clairement non pas pour défendre des intérêts particuliers ou des revendications catégorielles, mais pour exprimer une vision du système



éducatif et des évolutions nécessaires qui en découlent. Le document présenté par Éric de Labarre, le 24 janvier dernier, n'en appelle pas à « *une réforme de plus* » en raison de « *l'état préoccupant* » de l'école, mais à un « *contrat d'engagements* » pour « *la réussite de chaque élève* ». Dans cette optique, explique Éric de Labarre, « *il faut entreprendre une véritable démarche qui mobilise et donne la possibilité aux différents acteurs de l'école (État, collectivités territoriales, chefs d'établissement,*

enseignants, parents) de faire valoir leurs réflexions. Ils mettront ainsi en exergue des priorités et créeront ensemble les conditions d'amélioration et de changement qui passent par la fixation de quelques orientations principales. Celles-ci supposent, après une large concertation, le vote par l'Assemblée nationale d'une loi d'orientation ».

Pour imaginer et bâtir l'avenir, l'enseignement catholique expose, dans son « Manifeste », cinq préalables sur lesquels tous les acteurs de l'éducation, y compris ceux de l'enseignement catholique, doivent s'appuyer. Parmi ceux-ci, notons « *l'autonomie des établissements* », qui repose sur la globalisation annuelle de leur dotation horaire et sur le rôle décisif du chef d'établissement. « *Niveau critique de la décentralisation* », estime l'enseignement catholique, les établissements doivent s'engager à développer le travail en commun, à personnaliser les apprentissages (à travers l'organisation en cycles, les classes à niveaux multiples) et à multiplier les prises de responsabilité. Dans ce cadre, le rôle de l'État est moins de prescrire que d'être « *à la fois un garant et un animateur* », souligne Éric de Labarre, qui invite à garantir la liberté pédagogique des enseignants.

Le secrétaire général de l'enseignement catholique souhaite également voir évoluer les missions de ces derniers (accompagnement des élèves, relations parents-familles...) sans réduire cette réflexion au seul temps de service. De son côté, l'Institution exprime sa volonté de ne laisser aucun élève sans solution grâce au développement de moyens d'accueil diversifiés et adaptés (Ulis, Clis, Mijec, formations par alternance), de faire des éta-

blissements de véritables lieux de promotion du métier de professeur, de poursuivre l'aménagement des rythmes scolaires, de créer les moyens de la personnalisation des parcours scolaires en multipliant les passerelles pour tous les élèves et de rénover l'animation pédagogique au travers de concertations entre les membres de chaque communauté éducative (chefs d'établissement, professeurs « *véritables cadres de l'éducation* », parents, personnels administratifs et de service...). AS

Circulaire Carle : parution attendue

La circulaire d'application de la loi Carle du 28 octobre 2009, relative aux règles de prise en charge par les communes des dépenses de fonctionnement des écoles privées sous contrat, est en cours de signature à la direction générale des collectivités locales du ministère de l'Intérieur et à la direction des affaires financières du ministère de l'Éducation nationale. Sa parution est attendue dans les semaines qui viennent. Elle permettra l'examen des questions de la mise en place ainsi que de l'utilisation de cette circulaire.

Statut de l'enseignement catholique : la phase d'écriture est lancée

La phase d'écriture du nouveau Statut de l'enseignement catholique est lancée, annonce Pierre Marsollier (notre photo), directeur des études et de la prospective de l'enseignement catholique. Parallèlement, la phase de consultation, *via* des rencontres avec les acteurs locaux et des temps de dialogue en territoires, se poursuit.



Un noyau restreint, appelé « comité d'écriture », a été constitué avec deux évêques – M^{grs} Gérard Defois, archevêque émérite de Lille, et Alain Planet, évêque de Carcassonne –, le père Jean-Yves Grenet (provincial des Jésuites de France), François Moog (directeur de l'Institut supérieur de pastorale catéchétique à l'Institut catholique de Paris), le diacre Dominique Marcoux (ancien directeur diocésain de Besançon), Ferdinand Bellengier, Éric de Labarre, Claude Berruer et Pierre Marsollier. Étroitement associé, un comité de relecture contribuera également activement à la rédaction du document. Présidé par M^{gr} Aumônier, évêque de Versailles et référent de l'enseignement catholique, il sera composé d'environ 25 personnes.

L'écriture porte sur les trois éléments clés du statut – le préambule, la constitution et la loi organique – à travers une triple entrée pour chacun d'entre eux : la personne, l'établissement et l'environnement. De son côté, la Conférence des évêques de France se ressaisira de cette réflexion lors de la prochaine assemblée plénière fin mars à Lourdes. AS

RENTRÉE 2012

LE SCHEMA DÉFINITIF

La répartition interacadémique des retraits d'emplois au sein de l'enseignement catholique pour la rentrée 2012 a fait l'objet, le 18 janvier, d'un ultime arbitrage avec le ministère de l'Éducation nationale, en conformité avec les propositions de l'enseignement catholique, validées par les secrétaires généraux de Caec et la Commission permanente au début de cette année.

Pour rappel, le projet de loi de finances et la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite imposent un retrait de 1 350 emplois dont 480 seront « absorbés » par une résorption du surnombre de supports d'emplois nécessaires à la rémunération des étudiants de master 2 effectuant leurs stages en responsabilité, précise Yann Diraison, délégué général du Sgec. S'agissant des 870 emplois restants, auxquels s'ajoutent 100 ETP destinés à la réalisation du plan « Égalité des chances » de l'enseignement catholique pour la rentrée 2012, les retraits seront répartis à partir des calculs nationaux entre les académies sur la base suivante : 500 emplois seront « pris » sur le « resserrement de la DGH des collèges », 270 au titre des divisions à petits effectifs et, enfin, 200 dans le cadre du redéploiement effectué chaque année entre académies excédentaires et déficitaires. « Ces modes de répartition nationaux permettent de déterminer pour chaque académie une dotation en emplois globale mais ne valent pas prescription sur les répartitions intra-académiques, rappelle Yann Diraison. Chaque académie reste souveraine en la matière. »

Le schéma de répartition final a été communiqué le 19 janvier aux directeurs diocésains et secrétaires généraux de Caec par le secrétaire général de l'enseignement catholique, ainsi qu'aux recteurs par le ministère. À cette occasion, Éric de Labarre a réaffirmé qu'« il était inenvisageable d'aller plus loin en matière de retraits de postes pour les années à venir, à commencer par la rentrée 2013, sauf à engager des réformes structurelles ». AS

100 emplois pour le plan « Égalité des chances »

Cent postes sont réservés pour le plan « Égalité des chances » 2012-2013 de l'enseignement catholique. La liste définitive, validée par la commission nationale chargée de cette initiative, a été communiquée au ministère de l'Éducation nationale. Cinquante emplois seront attribués à la poursuite des ouvertures d'établissements, de classes ou de structures nouvelles engagées à la faveur des plans des années précédentes. « Il s'agira notamment d'assurer la montée pédagogique de Segpa, la poursuite du développement de l'enseignement catholique en Guyane et à Mayotte, ainsi que de nouveaux établissements comme l'institut

Paul-Ricœur à Louvres [95] et le lycée Notre-Dame-de-la-Compassion à Pontoise [95] », précise Yann Diraison, délégué général du Sgec.

Les 50 autres emplois viseront de « nouveaux » projets, parmi lesquels la création d'Ulis (unités localisées pour l'inclusion scolaire) en collège et en lycée, celle de dispositifs d'accompagnement d'élèves en difficulté (raccrocheurs...) et l'ouverture d'une CPGE – une première – dans la spécialité PTSI (physique, technologie et sciences de l'ingénieur) à Corbeil-Essonnes (91). AS



L'institut Paul-Ricœur, à Louvres (Val-d'Oise), bénéficiaire du plan « Égalité des chances ».

CONSEIL DE DISCIPLINE : FICHES PRATIQUES

Comprendre et expliquer les articulations entre le projet éducatif et le règlement intérieur, et établir des procédures connues de tous, dont l'objet est, simultanément, de préserver la vie collective et d'assurer le respect de toute personne, qu'il s'agisse de la victime ou du coupable. » À l'heure où un décret de l'Éducation nationale institue l'automaticité des sanctions, « les établissements catholiques ont la volonté de toujours proportionner la sanction à un élève particulier, dans un contexte précis, et d'instaurer une communication régulière entre l'école et la famille », souligne Claude Berruer, adjoint au secrétaire général.

Un ensemble de fiches – à paraître prochainement – portant sur « la discipline dans les établissements catholiques d'enseignement : une démarche éducative » a été promulgué en ce sens par la Commission permanente du 13 janvier dernier. Ces documents pratiques inscrivent les procédures réglementaires et la mise en place des instances compétentes dans la dynamique du projet éducatif spécifique de l'enseignement catholique (fonctions et communication du règlement intérieur, définitions et finalités des sanctions, conseils de discipline et éducatif). Ils viennent compléter le texte sur « les instances de participation et de concertation de l'enseignement catholique », voté par le Cnec en 2007, dont les dispositions prévues pour le conseil de discipline n'ont pas encore été tout à fait prises en compte, d'après les acteurs sur le terrain. AS

Bachelors : premières unités à la rentrée



Seize *bachelors-honours*¹ de l'université publique anglaise de Coventry vont être ouverts à la rentrée prochaine au sein de 9 pôles, regroupant 12 lycées « porteurs » et 28 lycées associés, soit au total 40 établissements de l'enseignement catholique. Prolongements directs de l'accord signé le 1^{er} juillet dernier à Londres entre l'université britannique et Renasup, ces créations vont permettre à quelque 500 à 600 étudiants

de BTS de préparer, en France et en langue anglaise, les diplômes de l'université de Coventry, dans 3 disciplines (pour l'heure) : *Global Business*, *Global Marketing* et *International Hospitality and Tourism Management*. Elles ont fait l'objet d'un agrément par le conseil d'administration de Renasup du 27 janvier. Au-delà de ce cadre général, des conventions particulières seront finalisées en mars entre chaque pôle et l'université de Coventry. L'Ouest et le Nord rejoindront ce mouvement à la rentrée suivante. Pour cette deuxième vague d'ouverture de nouveaux *bachelors*, en septembre 2013, les dossiers peuvent d'ores et déjà être déposés. « *L'objectif visé serait de proposer cette formation à 2 000 étudiants d'ici à 2015* », indique Fernand Girard, président de Renasup. **AS**

1. Licences d'État équivalentes aux L3.

AFADec : DU SOUTIEN EN ANGLAIS ET EN MATHS

Alors que le ministère de l'Éducation nationale a mis en place un ensemble d'équivalences destinées à remplacer l'obtention de la certification au Cles2 (compétences en langues de l'enseignement supérieur de 2^d degré) par les stagiaires enseignants à la rentrée prochaine, l'Afadec¹ proposera en ligne gratuitement, dès le mois de juin, une remise à niveau en anglais (à partir du niveau A2, l'équivalent du brevet) pour tous les étudiants des universités catholiques et des Isfec se préparant aux concours des « Métiers de l'enseignement et de la formation » du 1^{er} comme du 2^d degré. « *Cette plate-forme s'inscrit dans une logique de soutien et de préparation, en proposant de travailler simultanément les quatre compétences langagières à partir de thèmes relatifs à l'univers des étudiants. Complémentaire de l'enseignement proposé en présentiel dans les instituts, elle ne prépare à aucune certification* », précise Catherine Uhel, la directrice de l'Afadec. Parmi les outils, un blog vidéo et audio sera proposé pour travailler la compréhension orale. Une autre nouveauté vise les étudiants se préparant au Cafep de maths, pour lesquels un soutien à la préparation du concours est également mis en place dès le mois de mars, alliant à la fois la rigueur de l'écriture mathématique et un accompagnement vivant. **AS**

1. Association de la formation à distance de l'enseignement catholique.

FUTURS ENSEIGNANTS DES MASTERS EN ALTERNANCE À LA RENTRÉE ?

Des masters en alternance par apprentissage préparant aux métiers de l'enseignement et de la formation pourraient voir le jour dans l'enseignement catholique dès la rentrée prochaine, a annoncé Yann Diraison, délégué général du Sgec. La réflexion engagée sur ce thème depuis l'an dernier par le groupe de travail réunissant les représentants de l'Union des établissements d'enseignement supérieur catholique (Udesca), du Sgec, de l'Association nationale des instituts de formation de l'enseignement catholique (Anifec) et de l'Association nationale des instituts supérieurs de formation de l'enseignement catholique (Anisfec), devrait aboutir, d'ici au mois d'avril, à une proposition au comité de veille sur la formation initiale et à la Commission permanente. Parmi les hypothèses de construction retenues pour l'heure, cette formation concernerait le premier comme le second degré, et les deux années de master, M1 et M2. Le temps de pratique professionnelle, équivalent à la moitié de l'obligation réglementaire de service, serait effectué dans le cadre d'une suppléance, en attendant un éventuel accès de ces étudiants au statut d'apprenti. Enfin, ces suppléances seraient organisées sur un maximum de trois jours par semaine, communs à l'ensemble d'un territoire afin de permettre l'organisation des temps de formation « théorique », lesquels allieraient le présentiel et la FOAD. **AS**

COMENIUS : UNE JOURNÉE AU SGEc

Pour découvrir, suivre l'évolution, être accompagné dans des projets d'échanges européens, le Secrétariat général de l'enseignement catholique invite l'ensemble des équipes pédagogiques et diocésaines à une journée européenne annuelle dédiée à Comenius, le 4 avril prochain, au Sgec. « *Nous proposerons à la fois une entrée technique et une réflexion sur la manière d'inscrire davantage ces échanges dans nos projets d'établissement* », explique Louis-Marie Piron, délégué général aux affaires européennes et internationales du Sgec et promoteur de cette manifestation qui permettra aussi de lever le voile sur les évolutions à venir de l'actuel programme « Éducation et formation tout au long de la vie ». Celui-ci, rebaptisé « *Erasmus pour tous* », avec un budget et un nombre de bénéficiaires attendus multiplié par deux, élargira l'éventail des mobilités, notamment individuelles. Pour que ces opportunités nouvelles d'enrichissement culturel et linguistique rejoignent sur le caractère propre, la journée Comenius croisera échanges d'expériences et conférences, notamment de l'agence 2E2F, gestionnaire de ces programmes en France. **VL**

➤ Renseignements : 01 53 73 73 66 ou v-borocco@enseignement-catholique.fr



EXPLORER L'EXPLORATION

Il devient indispensable et urgent de penser les moyens de valoriser les équipes qui s'engagent dans des expérimentations au sein des établissements scolaires¹ », constate l'équipe de recherche Théodile-CIREL (ÉA 4354) de l'université de Lille-III. « Les équipes souffrent de ce manque de reconnaissance et se fatiguent, d'autant plus qu'à la longue, un tel silence institutionnel pourrait bien être considéré comme une forme de négation du travail accompli », note aussi les chercheurs².

Ce grand besoin d'accompagnement, l'enseignement catholique en mesure depuis longtemps toute l'importance. Mais comment être au plus près du terrain pour encourager les établissements à entrer dans une dynamique d'exploration – mot préféré à celui d'innovation, particulièrement piégé ? Comment repérer les expériences, les mutualiser et mobiliser de nouvelles équipes ?

C'est pour réfléchir à ces questions qu'un groupe, composé d'une quarantaine de chargés de mission diocésains, de chefs d'établissement et de cadres éducatifs, a été constitué à l'issue des états généraux de l'animation qui se sont tenus du 14 au 16 février 2011 à Issy-les-Moulineaux. Réunis à Paris par le département Éducation du Secrétariat général de l'enseignement catholique, il leur était proposé de rechercher « une méthode de repérage et non un modèle à imposer sur tout le territoire », a expliqué Claude Berruer. « Nous sommes bien dans la continuité des assises, a poursuivi l'adjoint au secrétaire général, la finalité est toujours la même : l'enseignement catholique doit être animé et non administré. On doit entretenir l'esprit créateur. »

Invités en premier lieu à faire « un pas de côté », les participants ont pu échanger avec Catherine Faucher et Emmanuelle Audras, des Scouts et Guides de France, qui ont exposé la manière dont la démarche d'explora-

Pour favoriser la dynamique d'exploration dans l'enseignement catholique, un groupe a été constitué à l'issue des états généraux de l'animation. Il s'est retrouvé à Paris le 25 janvier 2012 pour un point d'étape stimulant.

tion était vécue au sein de ce mouvement. Pour rendre le jeune scout responsable et créatif, on s'appuie sur trois leviers, a expliqué Emmanuelle Audras : le projet, la notion d'équipe et le contact avec le réel. Catherine Faucher, en charge du département Pédagogie, animation et formation, a évoqué, quant à elle, la création d'un observatoire éducatif qui est attentif à ce qui se passe dans le monde pour rester en phase avec la jeunesse.



Catherine Faucher (à gauche) et Emmanuelle Audras, des Scouts et Guides de France, ont invité les participants à faire « un pas de côté ».

Parmi les derniers sujets retenus par le mouvement : « Voir ce que le phénomène des Indignés dit des jeunes. »

Choisir un prisme

D'autres témoignages ont suivi, d'acteurs de l'enseignement catholique cette fois, tel Xavier Guilloteau, directeur adjoint de Sainte-Marie-du-Port aux Sables-d'Olonne. En réduisant la durée des cours de 55 à 45 minutes, son lycée a ouvert il y a neuf ans « des espaces et des temps nouveaux ». 2 747 ateliers (sic) sont proposés cette année aux élèves de seconde et de première, avec l'aide d'une trentaine d'associations... « Il faut rassurer, autoriser, tenir dans le temps, semer des graines,

saisir les opportunités pour moissonner », a déclaré Xavier Guilloteau qui n'hésite pas à s'appuyer sur le BO et les inspecteurs pour stimuler ses enseignants.

Après ce riche temps d'échanges, Yves Mariani, de l'Observatoire national de pédagogie, s'est demandé quoi observer en matière d'exploration. Non pas les expériences en tant que telles, mais « comment passer du connu à l'inconnu, comment rompre avec ses habitudes, faire l'expérience d'une autonomie et d'une responsabilité... », a-t-il précisé, en soulignant qu'on ne peut observer qu'à partir d'un cadre donné. Et d'inviter les participants à choisir un prisme qui pourrait être, par exemple, leur projet d'établissement ou le projet diocésain.

Autre question à se poser : pour quoi observer ? Pour « répondre à la demande de valorisation des enseignants », bien sûr, mais aussi pour « expliciter les conditions de la réussite et repérer ce qui germe, balbutie et se cherche », a poursuivi Yves Mariani. Au terme de cette journée, un tour de table a permis à chacun de pointer « au cœur de ce qui se fait déjà, ce qui bouge, résiste ou est en tension, ce que les scouts et guides appellent des "foyers de vie" », a noté Christiane Durand, coresponsable de l'observatoire national de

pédagogie.

Un prochain rendez-vous est déjà pris pour le 7 mars 2012. Il s'agira alors de partir des réalités vécues et de voir comment agir. Chacun reviendra avec une expérience qui sera relue collectivement. « La démarche consiste moins à aller voir des dispositifs que des postures », a conclu Yves Mariani en lançant à chacun le défi d'« explorer l'exploration » sur le terrain qui est le sien.

Sylvie Horguelin

1. Cf. « Rapport sur les expérimentations liées à l'article 34 de la loi d'orientation et de programme pour l'école de 2005 », remis au Haut Conseil de l'Éducation le 27 juin 2011 : www.hce.education.fr/gallery_files/site/21/117.pdf
2. Voir aussi la note « Les expérimentations réalisées dans le cadre des projets d'école ou d'établissement », 29 nov. 2011 : www.hce.education.fr/gallery_files/site/21/119.pdf

L'ÉVALUATION : UN ACTE DE RELATION

Comment favoriser une co-évaluation au service de l'émergence de l'humain ? Telle était la question de fond posée lors du colloque du Sgec sur l'évaluation, qui s'est tenu à Paris, le 1^{er} février 2012.

Quand l'évaluation devient un passeport au lieu d'apporter de la valeur, la personne s'efface devant le programme et les attendus normés de la production de l'élève », note Marie-Odile Plançon, responsable du pôle École au Sgec et co-organisatrice, avec l'Isfec Emmanuel-Mounier, du colloque national sur l'évaluation qui s'est tenu le 1^{er} février 2012. Pour éviter cet écueil, il convient de réfléchir aux stratégies qui favorisent une co-évaluation centrée sur le développement intégral. Tel était donc l'objet de cette journée qui a rassemblé 130 participants issus du 1^{er} et du 2^d degré.



Jean-Michel Zakhartchouk.

Jean-Michel Zakhartchouk¹ a beaucoup réfléchi sur l'évaluation articulée à l'approche par compétences. En s'appuyant sur son expérience et le dernier état de la recherche, ce rédacteur aux *Cahiers pédagogiques*² a établi pendant la matinée un état des lieux stimulant. Il a dressé tout d'abord le procès d'une évaluation « peu réaliste – les travaux en docimologie l'ont prouvé –, « tournée vers le constat et non sur le conseil », « reposant sur une logique de compensation ravageuse »

(un 15 en arts plastiques et un 5 en français font une moyenne de 10/20 !)... Puis il a invité les enseignants à « mettre fin à certaines pratiques rétrogrades », telles les notes négatives,

la remise des copies classées en fonction des résultats ou les appréciations blessantes. Enfin, il les a incités à pratiquer la validation des compétences dans le cadre du socle, en opposition « à la moyenne » et à la compensation d'une matière par une autre. « On est très peu dans l'évaluation formative qui accompagne les chemins de progrès de l'élève », a-t-il regretté en soulignant que les études démontrent pourtant son efficacité.

L'après-midi, des partages d'expériences à l'école, au collège et au lycée (évaluation par contrat de confiance, classe-passerelle, groupes de compétences en langues...) ont permis de mesurer combien il est fécond de ne pas se limiter aux seules évaluations diagnostiques.

Lors d'une table ronde conclusive, Anne-Marie Hamayon, du Cneap, a souligné que pour passer de la note à la compétence, sans doute fallait-il se former à l'accompagnement des jeunes dans leur parcours. Ou se mettre à l'école de l'Évangile, a suggéré Claude Berruer. En commentant astucieusement le passage de l'appel des disciples, l'adjoint au secrétaire général a relevé que Jésus commence par appeler les disciples par leur nom et les reconnaît dans leur parcours, sans les enfermer dans leurs compétences. Car « évaluer, c'est reconnaître ce qui est acquis et entraîner plus loin », a résumé Claude Berruer. SH

1. Auteur de *Travail par compétences et socle commun* (avec Rolande Hatem), CRDP d'Amiens, 2009.
2. Voir dossier « Évaluer à l'heure des compétences », *Cahiers pédagogiques*, juin 2011.

▶ Un dossier intitulé « Cap sur l'évaluation », conçu par le département Éducation du Sgec, rassemble orientations et témoignages classés par archipels (du savoir, du questionnement de la vie...). À paraître dans sa version augmentée en avril 2012, 20 €.



Trois partenaires pour une mission commune

Comment mettre en œuvre une gouvernance à trois ? Tel était l'enjeu de la session 2012 de l'Union des réseaux congréganistes dans l'enseignement catholique (Urcec), qui s'est déroulée les 16 et 17 janvier, à Paris, sur le thème « La tutelle et la pastorale ». Quelque 200 participants, représentant les tutelles, les chefs d'établissement et les Ogec, ont partagé un dialogue constructif. Clarifier les fonctions, penser et contractualiser des partenariats, prévenir les conflits, ces objectifs ne peuvent être atteints que par un ancrage dans la mission commune.

Comme l'a rappelé Éric de Labarre, le pouvoir et l'autorité sont au service du bien commun et d'un projet qui dépasse les personnes et les fonctions. Michel Quesnot, le président de la Fnogec, a insisté, pour sa part, sur les fondamentaux de l'enseignement catholique :



Sœur Marie-Chantal Duvault (à gauche) et sœur Monique Gugenberger qui lui succède à la présidence de l'Urcec.

ne pas séparer le projet éducatif, dont la tutelle est le garant, et les modes de fonctionnement, de financement et de gouvernance. Il s'agit non seulement de se doter d'outils, de chartes, de repères nécessaires mais surtout d'entretenir des relations qui fassent qu'aucun des membres impliqués

dans la gouvernance ne se sente étranger à la dynamique d'ensemble.

Caroline Weber, membre fondateur de l'Association pour la promotion et la gouvernance, a, quant à elle, à partir de son expérience dans les entreprises, insisté sur l'absolue nécessité de résister au gouvernement des experts et de ne pas tomber dans le travers habituel qui consiste à devenir « créatif et réactif après un scandale. Une bonne gouvernance consiste à définir des stratégies avec l'ensemble des acteurs en gérant au quotidien les intérêts différents en fonction du projet global. L'on voit bien que pour aller dans ce sens, les tutelles sont au cœur de la gouvernance quand elles exercent leur indispensable rôle de garant, quand elles inspirent les projets, quand elles permettent aux acteurs de rendre compte de leur mission ». CD

Cneap : anticiper pour mieux s'adapter

L'avenir des territoires et la place de la formation en général et des établissements de l'enseignement agricole privé en particulier, étaient au cœur du congrès du Cneap 2012, au titre engagé – « À l'assaut des territoires ! ». Il s'est déroulé à Issy-les-Moulineaux, les 8 et 9 février, dernier en présence de quelque 600 participants représentant plus de 90 % des établissements de l'enseignement agricole privé.

Objectif crucial de ces deux journées : « Positionner les grandes tendances d'évolution du monde rural s'inscrivant dans des territoires de plus en plus complexes, pluriels, aux réalités mouvantes, marqués par des flux de population contrastés, et pouvoir, à partir de là, se donner une visée prospective », souligne Philippe Poussin, secrétaire général du Cneap. En jeu, l'avenir du réseau et de son maillage : « Si nous voulons rester demain des acteurs déterminés de ces évolutions, il s'agit d'anticiper, de mieux adapter notre capacité de réponse à la diversité des attentes et de placer nos établissements au cœur de cette dynamique, dans une perspective résolument tournée vers l'avenir. Cela exige une reformulation de notre proposition. »

À l'heure de la « ville nuage » décrite par le sociologue Jean Viard, invité de la table ronde avec Jean-Paul Delevoye, président du CESE¹, Nicolas Forissier, député de l'Indre, et Xavier Beulin, président de la FNSEA², la continuité est désormais celle du « monde vert ». Entre des villes de plus en plus marquées par le souci environnemental et les habitants d'une ruralité de plus en plus demandeuse de services similaires à ceux offerts en ville, « il y a une opportunité à saisir pour un enseignement agricole engagé au service des territoires, positionné tout à la fois sur les formations du vivant, traditionnellement agricoles, mais également sur les services aux personnes et maintenant aux territoires », relève François Paliard, président du Cneap.

Ainsi le futur ne passe pas nécessairement par une « surenchère budgétaire » mais par la reconnaissance des missions de l'enseignement agricole, définies par

la loi Rocard, dans le budget de l'État. Cela implique également de se poser avec lucidité la question du maillage territorial, de l'évolution des structures et de la carte des formations dans une

stratégie de gestion globale par bassin de formation. Cela nécessite, en outre, de renforcer la logique fédérative, matérialisée à l'occasion de ce congrès par la présentation d'un nouveau

contrat d'engagement. « Il y a là un formidable appel aux éducateurs », a conclu Jean Salmon, président du Cneap de Bretagne. C'est à ce prix que nous pourrions continuer à être des jardiniers d'espérance et à faire de nos jeunes de véritables acteurs de la société rurale. » Rendez-vous est donné pour un premier bilan au prochain congrès, en 2014, qui marquera les 30 ans de la loi Rocard. AS



De g. à d. : Jean Viard, sociologue, Jean-Paul Delevoye, Sonia Mabrouk (animatrice), Nicolas Forissier, député de l'Indre, et Xavier Beulin, président de la FNSEA.

1. Conseil économique, social et environnemental.
2. Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

FORMIRIS : « À LA CROISÉE D'ENJEUX MAJEURS »

À l'occasion de votre réélection à la présidence de Formiris, après six années d'un premier mandat, quel premier bilan dressez-vous de l'action de la fédération ?

François David : En reprenant les problématiques, moins sur la technique que sur le sens, et en associant tous les partenaires dans une réalité plus fédérative et participative, nous sommes arrivés, je crois, à ce que les fondateurs voulaient en portant Formiris sur les fonts baptismaux, à savoir proposer une formation de l'enseignement catholique pour tous les enseignants et croiser à la fois l'associatif et l'institutionnel.

Quels enjeux majeurs distinguez-vous aujourd'hui ?

F.D. : J'en vois trois. Alors que se renouvellent les responsables des associations territoriales, il s'agit de faire en sorte que les nouveaux venus puissent intégrer la culture commune mise en place depuis six ans et de continuer à faire vivre le paritarisme, ce d'autant plus fortement que pour la première fois le nombre de présidents issus des syndicats de salariés et de ceux issus des organisations de chefs d'établissement est quasiment à l'équilibre. Enfin, il nous faut nous

projeter vers l'avenir et questionner l'Institution. Quelle formation veut-elle donner à ses enseignants ? Peut-elle se contenter uniquement des subventions de l'État ? Il faut que tout cela soit au débat, il y a là un enjeu qui dépasse Formiris.

Quels sont les axes prioritaires d'action sur lesquels doit se pencher Formiris dans les mois à venir ?

F.D. : Ici aussi j'en distinguerai trois. Atteindre un bon équilibre entre frais de fonctionnement et frais de formation. Gagner en visibilité auprès des acteurs de terrain, notre responsabilité de formation reste encore trop mal connue et nous sommes souvent perçus de façon erronée comme une banque. Formiris aura à mon sens rempli sa mission si au sein de chaque établissement le projet de formation devient un objet de consensus entre projets personnels et prise en compte des objectifs de formation collective en vue de réussir le projet d'établissement. On se situe là à la croisée d'enjeux majeurs qui expriment une certaine idée de l'enseignement catholique, du bas vers le haut.

Propos recueillis par Aurélie Sobocinski



François David, président de Formiris.

LE SNCEEL VEUT CONSPIRER POUR LE FUTUR

Quelle société voulons-nous construire et quelle école pour en asseoir les fondements ? »

La question, préalable à un ambitieux programme, était au cœur du congrès 2012 du Snceel, qui a réuni plus de 650 participants à Issy-les-Moulineaux les 25 et 26 janvier dernier. Ressentie avec acuité et urgence sur le terrain, elle ne laisse guère d'autre solution qu'une évolution incontournable que les responsables d'éducation doivent contribuer à dompter pour permettre à toute une génération de comprendre le monde passé

et celui qui advient, analyse Louis-Marie Fillon, président du Snceel. « Nous avons en héritage l'anticipation du changement. Face à un système injuste et inéquitable, les fronts se déplacent. Le combat demeure », a-t-il souligné.

Pour élargir la réflexion des chefs d'établissement, de nombreux experts ont été conviés : Agnès Van Zanten s'est ainsi livrée à une dissection fine de la diversité des attentes et des stratégies éducatives des familles, tandis

qu'Anne Barrère¹ s'est penchée sur la sphère des affinités électives des jeunes et sur leurs tensions avec la culture scolaire afin que l'école puisse apprendre de ce qui se joue en dehors d'elle.

doit se redonner une action globalement lisible et promouvoir une singularité autre que celle issue de la seule compétition.

Pour les équipes éducatives, ont insisté les intervenants, cela commence par « redonner le goût », seul à même de rouvrir l'accès au savoir et de transformer la relation éducative en une relation de confiance basée sur une intelligence « connective », davantage horizontale et participative. « Puisse à l'espérance et conspirons pour le futur ! » a invité le président du Snceel en conclusion de ce congrès, qui aura également été marqué par

la consécration d'une autre évolution : celle du changement statutaire de l'ancien syndicat en organisation représentative des chefs d'établissement. **AS**



De gauche à droite : Guy Lescanne, prêtre et sociologue ; Roger-François Gauthier, inspecteur général ; Nicole Priou ; Vincent Cespedes, philosophe ; Patrice Huerre, psychiatre.

La table ronde réunissant le prêtre-sociologue Guy Lescanne², le philosophe Vincent Cespedes³, le psychiatre Patrice Huerre, l'inspecteur général Roger-François Gauthier, l'ancien recteur et membre du Haut Conseil de l'Éducation Alain Bouvier⁴, et conclue par Luc Pareydt, s.j., a mis en lumière une école en crise – ce qui se dépasse –, noyée sous la pression et l'angoisse des adultes – et non malade comme le voudraient certains –, qui

1. Auteur de *L'éducation buissonnière - quand les adolescents se forment par eux-mêmes*, Armand Colin, 2011.
2. Auteur de *15/25 ans - « On ne sait plus qui croire... »*, Cerf, 2004.
3. Auteur de *Réenchantons l'École !*, www.vincentcespedes.net (rubrique « Articles »).
4. Auteur de « Un avenir pluriel et hybride », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, n° 52 (décembre 2009).

Synadec : l'audace partagée

Le congrès annuel du Synadec s'est déroulé les 20 et 21 janvier dernier à Toulouse dans une ambiance particulièrement conviviale. Il a été marqué par la mutation de l'ancien syndicat en une organisation nouvelle, représentative des chefs d'établissement, conservant le même nom. Cette transformation historique, entérinée conformément à l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 20 janvier 2011 par l'assemblée statutaire du Synadec, a été l'occasion d'ébaucher les lignes d'action prioritaires à venir, avant une communication aux délégués territoriaux, annoncée pour la mi-mars. « Le Synadec veut avoir l'audace de rebondir », explique le président,

Claude Dalverny. *Tout en changeant de statut, il continue à porter la voix des chefs d'établissement, garde son entière liberté de parole et compte prendre toute sa place – celle d'une réelle force de proposition – à travers l'ensemble du territoire, tant au sein des différentes instances de l'enseignement catholique que vis-à-vis de l'Éducation nationale, pour faire valoir les dossiers qui lui tiennent à cœur.* » Et de citer la question des rythmes scolaires, « l'organisation actuelle n'étant nullement satisfaisante ». Le congrès a réuni trois invités de marque – M^{gr} Ginoux, évêque de Montauban, Claude Berruer, adjoint



Claude Dalverny, président du Synadec.

D. R. au secrétaire général de l'enseignement catholique, et Claude Thélot, président du Haut Conseil de l'école – sur le thème de l'audace en éducation. « Tous à leur manière, ils ont mis en exergue la nécessité pour le chef d'établissement de proposer à chacune des communautés éducatives de s'inscrire dans une démarche d'audace partagée, tant sur le plan des mises en œuvre organisationnelle que des contenus pédagogiques », souligne Claude Dalverny, affirmant ainsi la volonté du Synadec de s'inscrire dans l'évolution du système éducatif. **AS**

Synadic : le rôle central du chef d'établissement

Lors de son assemblée générale sur le thème « Manager son équipe enseignante », le Synadic a exprimé sa volonté d'analyser et de préciser les missions des chefs d'établissement. Il a ainsi rejoint les préoccupations d'Éric de Labarre qui a rappelé la place particulière du chef d'établissement, « *clef de voûte du système éducatif porté par le projet de l'enseignement catholique* ».

Bernard Toulemonde a, pour sa part, souligné l'importance du chef d'établissement pour favoriser une vision et un diagnostic de l'établissement, repérer et habiter les marges de liberté possibles en établissant un climat de confiance dans le respect des responsabilités de chacun, en utilisant les différentes instances de participation, en établissant et en développant



Marie-Françoise Cruzier, responsable de formation à l'École supérieure de l'Éducation nationale (Esen), et Jacky Aubineau, vice-président du Synadic.

les relations avec les membres des inspections académiques. Autant d'appels à la collégialité, à la prise en compte des souffrances des enseignants, au dialogue avec les IPR et à l'initiative, confirmés lors de la table ronde composée de chefs d'établissement et de représentants de syndicats d'enseignants. Pour Yves Ruellan, réélu à la présidence du Synadic, cette assemblée montre « *l'importance d'accompagner et d'outiller les chefs d'établissement pour les aider à réfléchir à une pratique du management des enseignants, ancré désormais dans une véritable professionnalisation* ». D'autre part, pour confirmer sa pertinence d'organisme représentant les établissements au travers de la mission de chef d'établissement, le Synadic a adopté de nouveaux statuts. **GDR**

PROJETS DIOCÉSAINS

L'ARDÈCHE SE PROJETTE EN 2014...



A l'image de la journée du premier forum diocésain des initiatives de mars 2011, qui en a marqué une étape constitutive, le nouveau projet

de l'enseignement catholique de l'Ardèche, dont la présentation est prévue le 31 mars prochain au théâtre de Privas, se veut pragmatique et ancré « *dans ce qui fait déjà la richesse et le dynamisme des communautés des 120 établissements du diocèse* ». « *L'enjeu, dans ce territoire où il accueille près d'un élève sur trois, est de permettre à l'enseignement catholique ardéchois dans son ensemble de continuer à penser et à témoigner de ce qui le fait vivre, de sa capacité et de son envie d'innover, de la multitude des propositions qu'il est capable d'élaborer pour répondre aux attentes des jeunes et des familles*, explique Marc Héritier, le directeur diocésain. *Plus encore, il s'agit, pour l'aider à maintenir le souffle, de répondre à son besoin de faire communauté au-delà du seul niveau de l'établissement pour mutualiser les intelligences et optimiser les ressources.* » Les orientations préconisées : accueil de tous et de chacun pour construire, recherche et innovation pour avancer, ouverture et mise en réseau pour partager. Une date est déjà fixée à l'horizon 2014 pour un nouveau rendez-vous et une première évaluation.

➔ www.ddec07.fr

... ET PARIS EST EN GRANDE MUTATION



Le 1^{er} février 2012, le diocèse de Paris s'est doté, pour les années 2011-2020, de nouvelles orientations fondées sur trois axes : accueillir et accompagner tous les élèves, associer tous les adultes à un projet commun, assurer le développement d'une offre éducative diversifiée. Aussi petit soit-il – 40 km de périmètre –, ce territoire fait face, en termes de recrutement et d'implantation, à de profondes mutations

auxquelles l'équipe de la direction diocésaine associée aux chefs d'établissements, présidents d'Ogec, enseignants et parents, a souhaité répondre. Forts de la prise de conscience, au fil des dernières années, « *que l'on n'a pas le droit d'être heureux tout seul* », les acteurs se sont engagés, dès 2008, dans le travail d'écriture de ce texte sous le pilotage de la DDEC. « *Plutôt qu'un projet éducatif qui s'adresse à chaque établissement pour lui-même, nous avons préféré un texte qui formule des enjeux de bien commun pour tous et repère les lieux d'interaction en vue de pouvoir s'inscrire dans plus grand que soi et de faire corps* », explique Frédéric Gautier, directeur diocésain. Bien plus qu'un texte, une profonde dynamique d'animation est à l'œuvre, confirme Philippe Toussaint, chef d'établissement et président du Codiec. « *L'enjeu chez nous est de créer d'abord le désir de complémentarité avant celui de la concurrence.* » **AS**

➔ www.ec75.org

TROIS JOURS POUR 350 ANS !

Le 21 octobre 2011, à Sotteville (76), Sœur Jeanne-Marie Legoia a évoqué l'aventure de Nicolas Barré. Sœur Anne-Thérèse assistait à cette conférence intitulée « *De la quête de Dieu à l'ouverture d'écoles pour les enfants pauvres* » : « *C'est à Nicolas Barré que nous devons de célébrer un départ, celui de notre fondation qui date de trois cent cinquante ans. Cette toute petite graine est devenue au fil de l'histoire un arbre aux deux branches, celui de nos deux instituts : Enfant-Jésus - Providence, à Rouen, et Enfant-Jésus - Nicolas-Barré, à Paris. Et pour mieux saisir ce qui inspira notre fondateur et ce que furent les débuts de l'œuvre, c'est en pèlerins que nous sommes allés du monastère des Bénédictines aux différents lieux d'origine. Marche, prières, anecdotes et célébrations ont donc ponctué notre itinéraire, clos par le spectacle de Pierre Grandry, J'ai deux mots à te dire. Je ne sais ce qui a été retenu comme message de Nicolas Barré : est-ce "Un peu d'amour rend tout aisé" ou "Être dans la main de Dieu comme une plume dans celle de l'écrivain" ? Qu'importe, l'Esprit souffle où il veut.* »



L'Ugsel conjugue *Diaconia* et l'exploration éducative

Après les « Relais Marathons » de l'an 2000 et « Planète Espérance » en 2004, l'Union générale sportive de l'enseignement libre (Ugsel) lance pour la rentrée 2012/2013 un nouveau projet sportif et éducatif à vocation caritative. Intitulé « JEU ici, TOI ailleurs – Pour un monde plus fraternel », il s'inscrit dans la démarche *Diaconia 2013* qui invite les communautés chrétiennes à un grand rassemblement sur la thématique de la fraternité du 9 au 11 mai 2013 à Lourdes.

« *Le temps fort de l'Ugsel aura lieu un mois avant, soit du 2 au 5 avril 2013. Il permettra aux écoles, collèges et lycées d'entrer dans la dynamique lancée par la Conférence des évêques de France, en conjuguant cinq valeurs : la générosité, la dignité, l'espérance, la fraternité et la rencontre* », expose Philippe Brault, pilote national du projet. Deux organismes caritatifs, « Enfants du Mékong » et la « Société de Saint-Vincent-de-Paul »,



seront destinataires de la collecte de dons associée à ce projet. Ces partenaires cibleront des actions d'aide à la scolarisation – en Asie du Sud-Est et en France – et d'accompagnement des plus démunis. Ancrée dans la démarche d'exploration éducative de l'enseignement catholique, cette animation s'appuie sur la pédagogie du jeu dans les apprentissages et s'ouvre à l'ensemble des disciplines dans le 1^{er} et le 2^d degré. Lors d'une semaine banalisée pour « *apprendre autrement* », les élèves seront invités à aller à la rencontre des autres et à s'ouvrir au monde dans « *une école sans murs* ». Pour l'heure, chaque établissement a dû recevoir la plaquette du projet, via les unions départementales Ugsel et les directions diocésaines, avec un bulletin d'engagement

(à retourner avant le 6 avril 2012). Pour la mise en œuvre, des outils pédagogiques seront à la disposition des établissements participants à la rentrée 2012.

Par ailleurs, dans la continuité de cette préoccupation de l'autre, la Commission nationale d'animation pastorale (Cnap) de l'Ugsel propose de poursuivre l'exploration éducative au travers de trois axes : « La Parole de Dieu avec les quatre Évangiles » ; « Nos jeunes d'aujourd'hui vers demain » ; « Les valeurs olympiques puisque 2012 verra les Jeux de Londres ». « *Un document en ligne intitulé "Explorations éducatives – CNAP-UGSEL" permet de retrouver ces thématiques déclinées par archipels (du Questionnement de la Vie, du Vivre-ensemble...)* », expose Frère Jean-Michel Pradaïrol, président de la Cnap. Il devrait nourrir la réflexion des animateurs en pastorale scolaire et des professeurs principaux qui voudraient aborder ces thèmes. **SH**

➤ Sur internet : www.ugsel.org

Oser la fraternité



© S. Horguëlin

Les stagiaires du Ceras échangent avec l'équipe de Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle (Saint-Denis, 93).

« *quel ressourcement !* » s'exclame Vincent Claire du groupe scolaire Notre-Dame-de-Mongré (Villefranche-sur-Saône, 69), à l'issue de la session nationale du Centre de recherche et d'action sociales (Ceras) qui s'est tenue à Paris du 13 au 16 février 2012. Ce responsable administratif et financier est reparti de cette formation sur le thème « Oser la fraternité », avec des idées d'actions concrètes pour entrer plus avant dans la dynamique de *Diaconia 2013*. Conférences de haut vol, témoignages parfois poignants d'acteurs de terrain et ateliers dans lesquels les stagiaires se sont fortement impliqués ont ponctué ces quatre jours. Parmi les rencontres proposées : celle de l'équipe éducative du lycée lasallien de Saint-Denis (93) qui organise tous les deux ans un chantier en Afrique pour les élèves. « *Je regrette que cette session annuelle proposée par les Jésuites ne soit pas mieux connue chez nous* », ajoute Vincent Claire qui n'a repéré qu'un autre collègue, professeur au LP Sainte-Marie - Saint-Sernin de Toulouse, sur les 150 participants. Un regret partagé par Stève Lepleux, du Sgec, membre du comité de pilotage de la session, qui entend resserrer à l'avenir les liens entre l'enseignement catholique et le Ceras. **SH**

➤ Le Ceras vient de créer un site sur la doctrine sociale de l'Église catholique. Des spécialistes y présentent sa position actuelle sur une vingtaine de thèmes : laïcité, libéralisme, propriété, migrations, etc. Adresse : www.doctrine-sociale-catholique.fr

L'APPEL AUX DONS DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE



Ces yeux ont vu un pays de jérébâs félicités. C'est un appel pour l'espérance de tout un pays.



Ces yeux ont vu une Afrique qui souffre de la faim. C'est le grand d'un continent ouvert.

Cette année, la campagne de Carême du CCFD-Terre Solidaire s'inscrit dans la démarche *Diaconia 2013*. Sur le thème « Le Sud mérite mieux que nos clichés », elle invite, jusqu'au 25 mars prochain, à changer son regard sur les populations du Sud et à faire « *un don pour les projets nés là-bas* ». L'occasion pour le CCFD-Terre Solidaire de donner un aperçu, dans tous les diocèses de France, de sa contribution internationale au service du frère, grâce au témoignage de ses partenaires du Sud. Pour les jeunes, à noter le samedi 24 mars, une journée « *Bouge ta planète* », aboutissement d'une démarche de sensibilisation à la solidarité internationale. **SH**

➤ Sur internet : ccfd-terresolidaire.org

DÉPASSIONNER LE DÉBAT SUR LE GENRE

Le 3 février dernier, un colloque organisé par l'enseignement catholique de l'académie de Lyon a traité des enjeux éducatifs soulevés par l'introduction dans le programme de SVT des concepts d'identité et d'orientation sexuelles.

Prendre de la hauteur par rapport aux débats idéologiques alimentés par la sortie, à l'été 2011, de nouveaux manuels de SVT de 1^{er} et de terminale, rendant compte de l'introduction, dans les programmes, de la notion de construction de l'identité et de l'orientation sexuelles. Tel était l'objectif du colloque organisé le 3 février dernier à l'institut de l'Oratoire, par l'enseignement catholique de l'académie de Lyon et intitulé « Masculin, féminin, la pensée de la différence ».

Cette démarche a ainsi démontré la richesse d'un débat « qui met face à la dimension spirituelle [...], au mystère de la personne », selon les termes de Michel Boyancé, doyen de la faculté libre de philosophie et de psychologie de Paris, qui a retracé l'histoire de l'émergence de la théorie du genre. Ainsi, les premières études sociologiques et psychologiques, dites de genre, sont nées dans les années 50-60, en réaction au déterminisme scientifique qui justifia longtemps la différence entre hommes et femmes, au bénéfice de la domination masculine. La réduction du genre au biologique, scientifiquement infondée dans l'état actuel des connaissances, ne tient plus. À l'inverse, libération sexuelle aidant, le genre se définit comme une construction purement sociale, psychique, intellectuelle et spirituelle. L'explication exclusivement naturelle des différences hommes-femmes devient une explication exclusivement culturelle, plébiscitée notamment par les militances féministe et homosexuelle. Or, « le biologique ne peut pas faire abstraction du psychisme et vice et versa », plaide Michel Boyancé : « À une époque où les expériences extrêmes sont érigées en modèles, ouvrant le champ des possibilités identificateurs [...], où le porno réduit le sexe à une violence mécanisée, l'enjeu est de repenser le lien entre le corps et

la personne, de retrouver du sens à la chair; de rappeler aux jeunes que le but de la vie passe par la nécessité de se comprendre. »

Pour relever ce défi, Xavier Lacroix, ancien doyen de la faculté de théologie de l'Université catholique de Lyon, a ap-



De g. à d. : François-Xavier Clément, directeur diocésain de Saint-Étienne, Claude Berruer, Michel Boyancé et Xavier Lacroix.

pelé de ses vœux une collaboration entre enseignants de SVT et de philosophie, indispensable pour pallier les carences de manuels qui « cultivent l'ambiguïté entre discours inattaquable et non-dits

inquiétants », appuyant son propos sur une étude détaillée des chapitres incriminés. Des ateliers sur la manière d'aborder le genre au primaire, d'exploiter les manuels de SVT, sur l'approche proposée par le CLER ou sur l'éclairage biblique qui peut être fait de ces sujets sont venus nourrir la réflexion personnelle des parents, enseignants, éducateurs et formateurs présents. Un préalable indispensable pour remplir l'objectif initial assigné à l'ajout de ces quelques lignes au programme de SVT, à savoir, lutter contre les préjugés et notamment l'homophobie, en plein essor.

Les participants au colloque ont ainsi été invités à favoriser l'accueil de la différence, dans le respect des valeurs de chacun. Et, pour cela, toutes les occasions sont à saisir pour libérer la parole des jeunes, répondre à leurs questions, accompagner leurs débats. VL

En ligne : www.eglise.catholique.fr (Actualités et événements/Dossiers/« La théorie du genre ») - <http://departement-education.enseignement-catholique.fr>

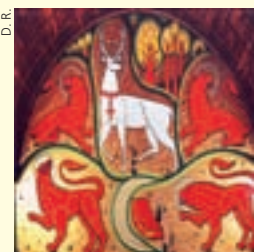
LE FAIT RELIGIEUX, EN JEUX ET DANS LES PROGRAMMES

Entre autres retombées du rassemblement national des coordinateurs du groupe « Enseignement et Religions¹ » du Sgec, les 16 et 17 janvier 2012 à Paris, une collaboration s'esquisse avec l'association Enquête² qui sensibilise les jeunes au fait religieux via une série d'outils ludo-éducatifs. Ainsi, une vingtaine d'établissements du réseau expérimentent un nouveau jeu conçu pour des élèves de cycle 3. Dans une perspective d'enrichissement culturel et de

contribution au vivre-ensemble, « il s'agit de susciter une curiosité éveillée et bienveillante chez les jeunes, à un âge où les questions se posent mais où les stéréotypes restent peu prégnants », explique Marine Quenin, présidente d'Enquête.

Les coordinateurs fait religieux ont aussi été invités par Évelyne Martini, IPR³ de lettres, à profiter de l'infléchissement nouveaux programmes « vers une réaffirmation du sens, des questionnements existentiels intégrant la dimension religieuse ». L'histoire des arts ou l'enseignement d'exploration « Littérature et société », avec sa proposition de travail autour des textes sacrés, offrent aussi l'opportunité d'« expliciter des savoirs ponctuels au service d'une imprégnation, d'une compréhension globale du climat des œuvres ». Enfin, concernant le dialogue interreligieux, Dennis Gira, spécialiste du bouddhisme, a dispensé des conseils sur la posture à adopter – « respect, amitié, humilité, audace, patience, écoute et silence » – comme autant de remparts contre les écueils du syncrétisme, de l'indifférenciation, de l'incompréhension ou de la réduction de l'autre à des clichés. VL

« ARTS, MYTHES & RELIGIONS »



D. B.

De Brocéliande à Carnac, en passant par Locmariaquer, du mythe arthurien à l'énigme des menhirs... Ce sont les chemins de promenade spirituels que le Caec de Bretagne et Formiris ouvriront, du 26 au 30 mars prochain,

à l'occasion d'une session de formation sur le patrimoine culturel breton et le fait religieux, organisée avec l'UCO, l'Isfec de Bretagne, l'Ifer, et la mission Enseignement et Religions du Sgec.

Renseignements : www.isfec-bretagne.org/amr

1. www.enseignement-et-religions.org

2. www.enquete.asso.fr

3. Inspectrice pédagogique régionale.

UNE INTERCULTURALITÉ NÉCESSAIRE À L'EXIGENCE D'UNIVERSALITÉ

Les 1 500 universités catholiques réparties sur tous les continents donnent à l'Église catholique une mission d'éducation qui exige le respect de la diversité culturelle des étudiants. Comment permettre, par exemple, aux universités catholiques de France d'accueillir de très nombreux étudiants venus d'ailleurs ? Sans pour autant risquer une incohérence des savoirs, il convient d'adapter les propositions pédagogiques, d'accepter les richesses des regards culturels, de leur proposer une même formation alors même qu'ils n'ont pas tous le même sens de la vérité, de la relation à l'autre, de l'échec... ni les mêmes catégories de pensée. Telle était la problématique à l'origine du colloque des 9 et 10 février 2012, proposé à l'Unesco par la mission permanente du Saint-Siège auprès de l'Unesco et par l'Udesca-Fiuc¹ France qui regroupe les cinq universités catholiques françaises. Thème de ces deux journées : « Pour une éducation interculturelle, l'apport des universités catholiques ».

Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco, M^{gr} Francesco Follo, ambassadeur du Vatican à l'Unesco, M^{gr} Barthélemy Adoukonou, secrétaire du Conseil pontifical pour la culture, M^{gr} Pierre Debergé, recteur de l'Institut catholique de Toulouse et président de l'Udesca, comme les nombreux



De g. à d. : M^{gr} Francesco Follo, Mme Irina Bokova et M^{gr} Pierre Debergé.

intervenant venus d'Inde, d'Algérie, du Royaume-Uni, du Brésil, du Canada... ont exprimé un même message : il est essentiel de laisser une grande place à l'altérité pour permettre à un étudiant de se construire, de découvrir son identité et donner du sens à la vie à partir d'un vivre-ensemble qui passe par l'accueil des différences.

Dépassant la multiculturalité, ou juxtaposition des cultures désormais vécue dans tous les pays, ils ont plaidé en faveur d'une interculturelité source d'un enrichissement mutuel et d'un croisement de regards qui ouvre à l'universalité. Comme le précisait Joseph Yacoub, de l'université catholique de Lyon : « Toutes les cultures participent au patrimoine commun de l'humanité... Chaque langue porte en ses entrailles

d'autres langues. » Chaque culture est vivante et ne donne pas la certitude de l'identité, relevait en substance Joseph Maïla, directeur de la prospective au ministère français des Affaires étrangères. Il faut donc, ajoutait-il, s'approprier son histoire pour éviter les replis identitaires et pour établir les relations nécessaires à la réussite de l'intégration de la diversité des cultures.

L'œuvre d'art offre d'ores et déjà une médiation interculturelle exceptionnelle. « *Toujours particulière, elle est également uni-*

verselle. L'universel n'est pas dans la généralité mais dans une vérité du singulier » reconnue par tous, soulignait le père François Bousquet, recteur de Saint-Louis-des-Français à Rome.

Agissant au cœur du monde, les universités catholiques doivent être attentives aux mixités, mettre en dialogue les cultures et les religions, faire émerger des langages communs, des questionnements et des doutes. Pour M^{gr} Guy Réal Thivierge, secrétaire général de la Fiuc, leur vocation témoigne d'une catholicité qui n'est pas finalité mais ouverture sur un chemin d'humanité, car « *éduquer c'est rencontrer, partager et reconnaître* ». **GDR**

1. Union des établissements d'enseignement supérieur catholique-Fédération internationale des universités catholiques.

Le monde étudiant, pays de mission !

Dans la continuité des JMJ, 2 500 étudiants venus de toute la France se sont retrouvés à Rennes les 3 et 4 février pour participer à l'événement « Ecclesia Campus », et ce malgré des conditions climatiques difficiles. Conférences, messes, veillées, temps de prière et ateliers ont été autant de rendez-vous pour porter un regard sur le monde des étudiants. Pour permettre la réalisation des ateliers, l'Isfec de Rennes avait mis à disposition ses locaux et certains de ses étudiants en master ont été partie prenante dans leur organisation, notamment pour ceux dont le thème portait sur « la pédagogie de la foi » et sur « l'éducation : un terrain d'engagement ».

Catherine Dalichoux, du Sgec, et Marie-Agnès Renault, de l'Isfec de Rennes, qui animaient le stand de l'enseignement catholique, ont pu informer les étudiants sur le métier d'enseignant et sur le Service civique. Les dialogues



ont permis d'apprécier les différentes formes de l'engagement des jeunes, avec l'association « À bras ouverts », par exemple, qui permet aux parents d'enfants handicapés de « souffler un week-end » pendant que de jeunes bénévoles s'occupent de leurs enfants. Parmi les autres visiteurs du stand : un jeune enseignant parti au Liban avec la DCC, un étudiant d'école d'ingénieurs parti en Asie par l'intermédiaire des Missions étrangères...

En revanche, avance Catherine Dalichoux, « nous avons été étonnées du peu de visibilité de l'enseignement catholique du côté des jeunes et de leur difficulté à se représenter les études pour devenir enseignant en raison, principalement, de la présentation que l'on

fait des masters dans les universités publiques ». Reste, à présent, à mesurer les conséquences de cette rencontre nationale... **GDR**

LES ASH EN SESSION ÉNERGISANTE

Travaillons dans le sens de tous les espoirs ! » C'est l'invitation lancée par Pascale Toscani, chercheuse à l'Ifucome¹, aux chargés de mission ASH² réunis du 17 au 19 janvier dernier à Paris, pour une session de formation nationale. Organisée par la mission Besoins éducatifs particuliers du Sgec, elle a débuté par une initiation à la théorie de la plasticité du cerveau. Contre le déterminisme biologique, la neurologie confirme la foi en l'éducabilité et



De gauche à droite : Françoise Maine, Marie-Odile Plançon et Marie-Anne Leduby, du Sgec.

ouvre un champ de possibilités prometteuses pour que les élèves – porteurs de handicap, ou non – puissent développer des stratégies cognitives compensatoires. L'accueil enthousiaste réservé à cet exposé, qui sera développé dans notre dossier de juillet-août, a une fois de plus démontré le goût pour l'innovation des acteurs de l'enseignement adapté.

Marie-Anne Leduby, directrice de l'École des cadres missionnés (ECM), a ensuite exploré des pistes pour formaliser la fonction ASH au sein de l'Institution et diffuser ses savoir-faire. En ateliers, les participants ont aussi travaillé sur les rapports d'activité Ulis, les projets d'organisation et de fonctionnement de Clis et un référentiel des nouvelles tâches dévolues aux maîtres E. Autant d'outils pour accompagner le déploiement dynamique d'Ulis – une trentaine attendues à la

rentrée, dont une dizaine financées sur fonds propres – et d'autres innovations telles que les Clis maternelles pour enfants autistes. Les 30 et 31 mai 2012, une session d'information nationale organisée par Formiris sur les parcours BEP-ASH y contribuera aussi. Trois nouveaux partenariats, avec ATD Quart-Monde, qui ouvre un pôle handicap, avec l'Arche, pour un accompagnement des personnes déficientes sur les questions de sexualité, et

avec l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme, pour des actions de prévention, marqueront cette année 2012. **VL**

1. Institut de formation de l'Université catholique de l'Ouest aux métiers de l'enseignement.
2. Adaptation scolaire et scolarisation des élèves handicapés.

« Et si apprendre avait changé ? »

Pour questionner l'impact des nouvelles technologies sur nos apprentissages, le département Éducation du Secrétariat général de l'enseignement catholique organise son premier *Printemps du numérique*, les 27 et 28 mars 2012, au Palais Bellevue, à Biarritz.
Renseignements : www.ecolenumeriquepourtous.fr

LE HARCÈLEMENT À L'ÉCOLE N'EST PAS UN PHÉNOMÈNE MINEUR

Le harcèlement se caractérise par la soumission, dans le temps, d'un élève, à des comportements agressifs et humiliants, opérés par un ou plusieurs élèves. En France, 10 % des collégiens rencontrent des problèmes avec le harcèlement et 6 % des collégiens subissent un harcèlement qu'on peut qualifier de sévère à très sévère. Les conséquences sont lourdes lorsqu'il n'est pas pris en compte. Conséquences notamment psychologiques, sociales et scolaires chez l'enfant, l'adolescent et au-delà de l'enfance : perte d'estime de soi, décrochage scolaire, désocialisation, anxiété, dépression, somatisation, conduites suicidaires. En outre, le harcèlement est un facteur de détérioration du climat scolaire, nuisant au bien-être et à l'apprentissage des élèves.

Les premières Assises nationales sur le harcèlement à l'École, organisées en mai 2011 par le ministère de l'Éducation nationale, ont pour la première fois, levé ce tabou et débouché sur un plan d'actions et des mesures concrètes pour connaître le harcèlement et faire connaître ce phénomène ;



Le ministère de l'Éducation nationale a engagé une campagne contre le harcèlement à l'école. De nombreux partenaires, dont Bayard Jeunesse, s'y sont associés.

prévenir le harcèlement à l'École ; former les enseignants et informer les parents ; traiter les cas de harcèlement avérés.

Un plan d'actions a été mis en place ainsi qu'une campagne qui repose sur deux grands piliers : trois films à la tonalité réaliste, diffusés sur internet et relayés dans une version courte de 20 secondes par l'ensemble des chaînes de France Télévisions, et un site de référence inédit sur le sujet¹.

De nombreux partenaires se sont associés à cette initiative, dont Bayard Jeunesse dans le cadre de son opération « Vivre ensemble » du mois de février 2012 (voir contact ci-dessous). Des reportages sur des initiatives réussies de lutte contre différentes formes de harcèlement seront publiés dans *Okapi*, et un article de sensibilisation paraîtra dans *Phosphore*. Par ailleurs, un livret de quatre pages à destination des collégiens, édité en collaboration avec le ministère, a été envoyé aux abonnés du magazine *Okapi* le 15 février et à ceux de *Géo Ado* le 20 février. **GDR**

1. agircontreleharcelementalecole.gouv.fr

Z www.bayard-jeunesse.com - Contact : Béatrice Destresse, directrice des éditions déléguées jeunesse - beatrice.destresse@bayard-jeunesse.com

À la une des revues de l'enseignement catholique

JOURNAL FORMATEUR

Fédération Formiris est l'outil de communication dont le conseil fédéral a décidé de se doter pour atteindre trois objectifs selon François David, président de la Fédération : « *Dire ce qu'est et ce que fait Formiris, dire l'action politique de la Fédération, dire ce qui est vécu dans les territoires. Une bonne information génère l'optimisme. Nous n'en manquons pas !* » Au nombre des sujets traités : « Le Plan national concerté » ; « Le parcours BEP-ASH, un levier pour agir » ; « Le fonctionnement de Formiris inscrit dans un plan d'action à trois ans » ; « Le Conseil en formation, une aide apportée en partenariat aux établissements dans une démarche qualité » ; « Accompagner les enseignants dans leur évolution professionnelle ».



Fédération Formiris est consultable en ligne : <http://journal-federal.formiris.org>

OPTIMISME PARTAGÉ



Dans le « *climat actuel de pessimisme ambiant et son florilège de mauvaises nouvelles* », *L'arc boutant* a souhaité consacrer un numéro spécial à l'optimisme. Des membres de l'Institution, de communautés éducatives, et des personnes extérieures livrent leurs réflexions et leurs expériences marquantes afin d'aider chacun à changer de regard pour voir les perspectives positives dans les situations les

plus difficiles. De M^{gr} Aumonier qui s'interroge – « *Espérance ou (et) optimisme ?* » – à Philippe Hayat, fondateur de l'association 100 000 entrepreneurs, qui veut « *transmettre l'envie d'entreprendre* », on trouvera ici des sources d'optimisme pour agir. *L'arc boutant*, n° 518, décembre 2011, 24 pages.

QUESTIONS DE SÉCURITÉ

Fep-Cfdt magazine propose un dossier intitulé « Monde scolaire et sécurité ». Pascal Bartkowski et Jacqueline Brunel passent en revue les différentes situations scolaires dans lesquelles les enseignants sont confrontés à des questions de sécurité : transports scolaires, sorties, éducation physique et sportive, enseignement de certaines disciplines. Le dossier aborde aussi les règles de sécurité propres à l'établissement scolaire.



Fep-Cfdt magazine, n° 167, février 2012, pp. 8-11.

RUFO, OPINIÂTRE, AUX CÔTÉS DES ADOS



Dans une interview accordée au magazine *À l'écoute*, Marcel Rufo affiche un inébranlable optimisme. Confronté à une prise en charge encore faible des problèmes de l'adolescence, le pédopsychiatre poursuit opiniâtrement son chemin, estimant que la France dispose de tous les moyens nécessaires. Ses convic-

tions : faire travailler ensemble les différents corps de métier, se servir du plaisir du jeu, des arts, du sport et du « *beau* ».

À l'écoute, n° 184, février-mars 2012, pp. 27-29.

SAVOIR COMMUNIQUER

Synadec Informations présente un dossier sur la communication pour donner à ses adhérents « *des clés de compréhension des grandes lignes de ce qu'est [la] communication et [...] des outils à utiliser* ». Une première partie est consacrée à l'écoute. Sont ensuite abordés les outils pour communiquer, transmettre et informer : la charte graphique et les différents supports de communication. Et enfin, la revue traite des relations avec la presse locale et de la manière d'obtenir un article gratuit.



Synadec Informations, n° 142, janvier 2012, pp. 8-15.

Isabelle Tinader

SUR LA TOILE



LE WEB MAGAZINE DU FAIT RELIGIEUX

La mission Enseignement et Religions (E & R) propose une nouvelle version de son site. Celle-ci affiche un sérieux « relookage » par rapport à la précédente. Cependant, il s'est agi de « *garder l'esprit des fondateurs avec la même richesse des ressources documentaires* », confie Stève Lepleux, responsable de la mission E & R. « *Il n'y a pas eu de changement de ligne éditoriale, mais la volonté d'une présentation plus claire et redynamisée* » qui donne de la visibilité aux quatre grandes rubriques : « Séquences pédagogiques », « Religions », « Dossier » et « Mission E & R ». Ce site se veut un *web magazine* avec six à sept mises à jour par an. À chaque actualisation, on accédera à un nouveau dossier sur un sujet en relation avec le fait religieux ainsi qu'à des séquences pédagogiques. En outre, de nouveaux espaces enrichissent cette version : « À lire », « Vidéos », « Chroniques ». Dans le courant de 2012, des documents seront également disponibles sous la forme d'*e-books* téléchargeables.

En mars, le « Dossier du mois » porte sur la patrimoine religieux breton pour introduire la session nationale qui se tiendra à Vannes sur ce thème du 26 au 30 mars.

www.enseignement-et-religions.org

Danielle Lacroix

L'ONISEP POURSUIT SA RÉVOLUTION NUMÉRIQUE

Après le dispositif admission post-bac et le site « Mon orientation en ligne », l'Onisep ajoute depuis novembre dernier une banque d'offres de stages sur internet, « mon-stage-en-ligne », à destination des lycéens et étudiants de la voie



professionnelle sous statut scolaire, à l'exclusion des collégiens de 3^e et des apprentis. Ce site vise à renforcer le suivi personnalisé des élèves de CAP, bac professionnel, mentions professionnelles complémentaires et BTS, notamment en améliorant l'accès et la qualité des stages. Cette nouvelle plateforme permet aux jeunes de consulter des offres et de déposer leurs candidatures, après validation par leurs enseignants, auprès

des entreprises, des partenaires économiques et collectivités locales, membres de ce réseau. Sur les trois académies de Versailles, Montpellier et Aix-Marseille, environ 1 000 entreprises sont déjà inscrites. Pour leur faciliter la lisibilité

des diplômes, l'Onisep les a traduits en compétences clefs. Un système de géolocalisation, la réactualisation permanente du site, des tutoriels en ligne et la formation de responsables académiques qui initieront les enseignants à l'utilisation du site parachèvent ce nouveau dispositif qui implique aussi que chaque établissement désigne un responsable des stages. **VL**

www.mon-stage-en-ligne.fr

PARCOURS CATÉCHÉTIQUE ADAPTÉ

Tout le monde doit pouvoir être rejoint par la parole de Dieu. C'est la conviction qui a conduit les catéchistes des diocèses de Cambrai et de Reims à concevoir un outil permettant aux jeunes de 8 à 15 ans porteurs de handicap de découvrir Jésus. Dans la lignée de l'ouvrage *Merveilles en chemin*, réalisé dans les années 90 par le diocèse de Dijon, *Avec Dieu le père, vivre en frères* s'adresse prioritairement à des jeunes qui ne peuvent rejoindre un groupe paroissial et sont accompagnés dans leur foi par leur famille. Cette progression s'appuie sur le calendrier liturgique. Elle accorde une place centrale aux textes bibliques, qui deviennent supports d'une expérience sensible via le dessin, la peinture, le chant ou la lecture rythmée. De quoi « goûter intérieurement les choses de Dieu » à la manière ignatienne. **VL**

1. Sœur Myriam Blanc, Solange Villette (SDC Cambrai), sœur Marie-Noëlle Pourot (SDC Reims), *Avec Dieu le père, vivre en frères*, Le Sénévé, 2011, coll. « Paroles de Vie », 40 fiches détachables, 15 € (livret accompagnateur, 10 €).

Conjuguer laïcité et religions

Alors que la laïcité est à nouveau au cœur des débats en France, le travail d'un collectif universitaire belge peut nous éclairer. À la suite d'une initiative de l'Université catholique de Louvain, il s'agit bien ici de poser une réflexion sur la citoyenneté et finalement sur une laïcité bien comprise, certes, mais aussi bien vécue. Le vivre-ensemble est au cœur



des visées du questionnement : la problématique vécue de la diversité religieuse et culturelle, la question sensible de la citoyenneté et de l'enseignement religieux, la question de la pédagogie et du programme du cours de religion en Belgique, et, enfin, la professionnalité du cours de religion comme contribution à la citoyenneté. . .

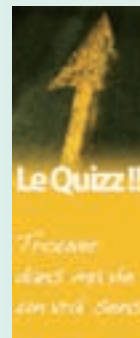
Le vivre-ensemble est au cœur des problématiques engagées. Trois circonstances expliquent l'intérêt actuel pour les liens entre religion et citoyenneté. La première est politique, la deuxième est scolaire, et la troisième liée à la résurgence du religieux dans l'espace médiatique. Les quatre approches travaillées résumant

route, qui ne cherche pas à donner des orientations mais à poser les bonnes questions ! **SL**

➔ Groupe de recherche sur éducation et religions (GRER), *Religion et éducation citoyenne*, collection « Haubans » n° 5, 272 p., 22 € (+ frais de port). Commandes en ligne : <http://www.lumenvitae.be>

UNE PASTORALE DE L'AFFECTIVITÉ

« Dénouer le piège de la possession et du pouvoir pour laisser place à un profond respect. » C'est l'objectif des animations-débats proposées par Éric Julien aux élèves de 14 à 18 ans, sur le champ de l'éducation affective et sexuelle. Qui veut aimer ? pour les premières et les terminales et Le Quizz !! pour les plus jeunes, aident les adolescents à exprimer leurs questions, leurs découvertes et leurs craintes pour mieux appréhender les mécanismes intérieurs qui gouvernent nos relations. Lectures bibliques et sondages à l'appui. www.belleisleproductions.com



LES NOUVEAUTÉS DU CLER

Parce qu'il aborde l'éducation relationnelle affective et sexuelle sous le prisme de l'anthropologie chrétienne, le CLER Amour et Famille est un partenaire privilégié de l'enseignement catholique sur ces questions. Ses propositions d'interventions en classe et ses formations pour adultes en responsabilité de jeunes, s'enrichissent d'un module démontrant l'importance du respect aux collégiens. www.cler.net

CONTRE L'HOMOPHOBIE

Cinq films réalisés avec et pour des adolescents, et une brochure proposant animations interactives, définitions, statistiques, ressources documentaires et conseils pédagogiques à l'attention des animateurs. Jeune et homo sous le regard des autres, réalisé par l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes), entend lutter contre la recrudescence des discriminations liées à l'orientation sexuelle chez les jeunes. Un sujet de préoccupation pour de nombreux éducateurs, notamment en lycée professionnel. www.inpes.sante.fr/CFESBases/catalogue/pdf/1275.pdf



DIEU ET LE SEXE

Pour décomplexer la parole des chrétiens sur la sexualité et rappeler les prescriptions éthiques de l'Église en la matière, Oh my God! met en scène, à travers un graphisme dynamique et coloré, les textes de la « théologie du corps » de Jean-Paul II et des versets bibliques. Ce florilège de citations explore la dimension mystique, liturgique et eucharistique de l'union conjugale et du don de soi. Une invitation rafraîchissante à l'engagement amoureux. Avril de Perthuis, *Oh my God!*, Salvator, 2011, 144 p., 20 €.

Mastérisation : des propositions pour réformer la « réforme »

La réforme de la mastérisation n'a pas atteint ses objectifs. Pas d'économies, pas d'amélioration du système. Tel est le constat cinglant partagé par deux rapports récents, celui, annuel, de la Cour des comptes publié le 8 février dernier, et celui du député Jacques Groperrin, lui-même auteur d'une nouvelle proposition de loi polémique visant à modifier les dispositions du Code de l'éducation relatives à la formation des maîtres. S'agissant des magistrats de la rue Cambon, ils dénoncent une réforme qui a envoyé dans les classes, dès la rentrée 2010, des jeunes dont 70 % n'avaient jamais été devant des élèves, même le temps d'un stage. Au-delà de demandes d'aménagement importantes, ils plaident essentiellement pour « organiser les concours de recrutement avant ou au début des masters, de façon que les étudiants n'aient pas été formés, en cas d'échec, à un métier qu'ils ne pourront pas exercer ». Autre critique de taille : la Nation était censée « économiser » environ 707 millions d'euros en supprimant 9 567 équivalents temps plein ; or il ne reste que 370 millions d'euros une fois déduites la création de 2 802 emplois de titulaires pour compenser cette perte de potentiel d'enseignement, la revalorisation des débuts de carrière, les bourses

au mérite versées aux étudiants et les indemnités de tutorat, sans compter le coût que représente le taux d'échec important aux concours après deux années d'études.

Formation professionnelle des nouveaux enseignants insuffisante, « stages pouvant devenir virtuels », « parcours de formation incohérents » et « allongement de la durée des études discriminant sur le plan social », le rapport Groperrin met notamment en exergue une hausse des démissions de stagiaires (130 cas) dans le second degré à la rentrée 2011. Parmi les « améliorations immédiates », il préconise : l'avancement de la date d'affectation des stagiaires à la fin de juin mais aussi, et surtout, le positionnement des épreuves d'admissibilité en fin de licence dont le cursus inclurait des éléments de préprofessionnalisation, et à laquelle succéderait un master en alternance avec une véritable composante professionnelle. Le rapport défend, en outre, la suppression des concours « d'ici dix à quinze ans ». **AS**

➤ Pour lire les rapports : www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i4033.asp
www.ccomptes.fr/fr/CC/Sommaire-27.html

Alain Bouvier : « Le HCE est nécessaire »

Alors que votre mandat s'achève au HCE¹ et qu'une nouvelle équipe se met en place, quel bilan faites-vous de son action six années après son instauration ?

Alain Bouvier : S'il y avait un point essentiel à retenir des travaux des neuf membres du HCE, c'est la nécessité fondamentale de disposer d'une instance d'évaluation indépendante à même de garantir des indicateurs à moyen et long termes, transparents et fiables, concernant les résultats du système éducatif.

Pourquoi cette question d'un dispositif d'évaluation indépendant se pose-t-elle avec autant d'acuité ?

A. B. : Depuis quatre ou cinq ans, nous observons à notre grande surprise l'effondrement du rythme des publications des inspections générales. Le système a besoin d'une instance d'information déliée du ministère, telle que le HCE ou sur le modèle de l'AERES² dans l'enseignement supérieur, pour pouvoir travailler et diffuser ses analyses de façon complètement libre. Au sein de cette instance les inspections générales pourraient tout à fait trouver leur place, comme c'est le cas en Angleterre.

De quels sujets d'étude le HCE pourrait-il s'emparer ?

A. B. : Nous avons manqué de temps pour aborder le lycée général et réaliser une véritable mise en plat de son fonctionnement. Et n'oublions pas la question de l'élaboration des programmes. Notre rapport sur l'école primaire, en date de 2006, pourrait aussi opportunément faire l'objet d'une réactualisation...



Alain Bouvier vient d'achever son mandat au Haut Conseil de l'Éducation.

Quel regard portez-vous sur l'évolution du système éducatif ?

A. B. : Il m'apparaît dans une situation beaucoup plus inquiétante que je ne l'avais imaginé lorsque j'ai rejoint le HCE. Les problèmes sont profonds, de la maternelle à l'université. Les résultats, tant au niveau des performances brutes que de l'égalité des élèves face à l'école, ne s'améliorent pas, bien au contraire.

Quelles seraient les actions prioritaires pour sortir de l'impasse ?

A. B. : D'abord, ce serait d'accepter de regarder les choses avec rigueur et de mettre fin à l'omerta qui règne au sein du système. On note une petite évolution depuis 15 ans, dans laquelle l'effet des enquêtes internationales est indéniable. Une autre condition, sans laquelle il n'y aura pas de progrès globaux et visibles, est de voir le rapport à l'évaluation pénétrer le milieu pédagogique français. Claude Thélot a su rallier les instances centrales, les chefs d'établissement sont aujourd'hui convaincus, mais l'étape suivante est devant nous. La conception même du rôle de l'école et de l'autorité pédagogique est effectivement en question, il revient au Parlement d'exprimer les attentes de la nation. Enfin, l'association réelle des parents me semble incontournable : comment sans cela s'étonner que des dizaines de milliers de jeunes décrochent et quittent le système ?

Propos recueillis par Aurélie Sobocinski

1. Haut Conseil de l'Éducation.

2. Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

« La RGPP a atteint ses limites »

Évaluer la « révision générale des politiques publiques (RGPP) », tel est l'objectif du rapport déposé par le comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques de l'assemblée (CEC) et présenté par les députés François Cornut-Gentille (UMP, Haute-Marne) et Christian Eckert (PS, Meurthe-et-Moselle). Un document passionnant pour entrer dans le détail des choix et de la finalité des politiques gouvernementales, en particulier dans le domaine de l'Éducation nationale, pris en



François Cornut-Gentille



Christian Eckert

Photos : D.R.

comme la réforme du lycée, ont été abandonnés, ouvrant la voie à un dialogue de gestion déconcentré pour déterminer les voies et moyens à mobiliser localement. À la question « *Est-il encore long-temps possible "de faire mieux avec moins" ?* », le rapport se fait l'écho des rectorats qui estiment que le principe « *a sans doute atteint ses limites* ». Il épingle un retour catégoriel « *mal maîtrisé* » des économies issues de la « *règle du un sur deux* » (estimées à la moitié des sommes gagnées par la

RGPP) et l'inflation controversée des heures supplémentaires (HS) attribuées pour faire face aux suppressions de postes – un emploi à temps complet coûtant moins cher que son équivalent en HS. Le CEC compte « *veiller à la suite que les pouvoirs publics donnent à ses travaux, sans limite de temps, par-delà même les changements de législation* ». AS

« *Le lancement de la RGPP a été marqué par une commande hiérarchique ignorant agents publics et usagers du service public* », uniquement relayé par une présentation comptable, sans qu'un débat sur les missions de l'État ait lieu, « *qui aurait permis de légitimer [...] les objectifs et les moyens* ». Ainsi, « *à tort ou à raison, [la RGPP] correspond aujourd'hui et de manière durable, pour un grand nombre d'agents publics et toutes les organisations syndicales, à un "repoussoir" et à une simple recherche d'économies* ».

Dès 2007, les objectifs ont été fixés par le gouvernement : « *la cible réelle en ETP* » s'élevait, sur les cinq exercices 2008 à

2012, à une baisse des effectifs d'environ 90 000 ETP, dont 79 400 pour les enseignants et 10 000 à 12 500 dans les services administratifs du ministère. Parmi les hypothèses envisagées alors par les cabinets d'audit : regroupement d'écoles, plafonnement de l'offre en lycée, porosité statutaire entre professeurs du premier degré et du collège... Dans les faits, 54 540 emplois ont été supprimés dans l'Éducation nationale. Si des leviers ont été « *difficilement contournable[s]* » dans l'ensemble des académies, tels l'augmentation de la taille des classes et le regroupement académique de certaines missions auparavant gérées par les départements (cf. gestion des personnels du 1^{er} degré), d'autres,

2012, à une baisse des effectifs d'environ 90 000 ETP, dont 79 400 pour les enseignants et 10 000 à 12 500 dans les services administratifs du ministère. Parmi les hypothèses envisagées alors par les cabinets d'audit : regroupement d'écoles, plafonnement de l'offre en lycée, porosité statutaire entre professeurs du premier degré et du collège... Dans les faits, 54 540 emplois ont été supprimés dans l'Éducation nationale. Si des leviers ont été « *difficilement contournable[s]* » dans l'ensemble des académies, tels l'augmentation de la taille des classes et le regroupement académique de certaines missions auparavant gérées par les départements (cf. gestion des personnels du 1^{er} degré), d'autres,

➤ Texte intégral du rapport : www.assemblee-nationale.fr (« Les rapports d'information » / « Rapport n° 4019 »).

LANGUES

Globalisation et annualisation en vue ?

Luc Chatel a créé la surprise, le 7 février dernier, à l'occasion de la remise du rapport « Apprendre les langues, apprendre le monde » par le comité stratégique dirigé par la présidente honoraire de l'université Paris-III, Suzy Halimi. Le ministre de l'Éducation nationale a annoncé deux mesures chocs : la globalisation des horaires de langues de la 6^e à la 3^e, présentée comme « *la possibilité donnée aux collèges de répartir le temps attribué aux langues selon les langues et les années* ». Dès la rentrée 2012, un collège sur dix pourrait ainsi proposer deux langues ou une langue renforcée dès la 6^e, comme cela se pratique déjà pour les élèves des classes bilangues et européennes. L'autre idée-force consisterait en une annualisation du temps de travail des enseignants, eu égard au « *besoin de professeurs à certaines périodes, et moins à d'autres* ». AS

ABSENTÉISME, DÉCROCHAGE : LOIN D'ÊTRE LA SEULE FAUTE DES FAMILLES

Arbours de la loi Ciotti qui dénonce la « *démision des familles* », le rapport sur la lutte contre l'absentéisme et le décrochage scolaires, rendu par la mission permanente d'évaluation de la politique de prévention de la délinquance, se garde de stigmatiser les familles et pointe des facteurs « *très divers* ». Ses auteurs, inspecteurs généraux des différentes administrations, mettent ainsi en avant « *l'ennui à l'école* », « *les emplois du temps trop morcelés* », « *l'insuffisance de la qualité des transports publics* », des « *orientations "couperets"* » ou encore « *la tendance à dévaloriser l'école et le travail dans la société actuelle* », au même titre que « *l'environnement social et familial* ». S'adossant à des dispositifs développés localement, les inspecteurs avancent 25 recommandations pour soutenir les élèves exclus et « *décrocheurs* », telles qu'« *un partenariat entre l'Éducation nationale et une série d'autres acteurs très variés, aux dimensions nouvelles [et] ancré dans la durée* ». Le rapport invite aussi l'institution à faire coexister en son sein des systèmes et des méthodes différents, en construisant notamment des dispositifs « *de deuxième chance* » avec une amplitude de la présence adulte plus large, ou encore une multivalence réfléchie des enseignants. AS

➤ Consulter le rapport *La lutte contre l'absentéisme et le décrochage scolaires* : www.prevention-delinquance.interieur.gouv.fr

L'HISTOIRE DES ARTS, « DÉFI D'OUVERTURE »

Après le flou artistique d'une première année d'expérimentation, les modalités de l'épreuve d'histoire des arts du diplôme national du brevet ont été précisées au *BO* n° 41 du 10 novembre 2011. Elle pourra être organisée sur les heures de cours au sein des établissements d'appartenance, deux à trois semaines avant le début des écrits. L'oral portera sur l'un des cinq objets d'étude d'un dossier préparé en cours d'année.

« Capacité à interroger un univers artistique, y compris abstrait », « Développer un commentaire critique et argumenté, en discernant entre les critères subjectifs et objectifs de l'analyse »... Les items de la grille d'évaluation reflètent l'ambition de cet enseignement interdisciplinaire, introduit dans des programmes de 2008 dans le but d'amener les élèves à se construire une culture personnelle. Couvrant une période allant de la préhistoire à nos jours, aux quatre coins du monde, il vise même à « développer une conscience diachronique des enjeux esthétiques », selon Henri de Rohan-Csermak, inspecteur général pour l'histoire des arts, qui pointe le « défi d'ouverture » ainsi posé en termes de transversalité et d'échanges avec le monde extrascolaire.



Volontairement éclatée dans toutes les matières, l'histoire des arts peut être coordonnée par tout enseignant, ceux d'arts plastiques, de musique et d'histoire étant prioritairement invités à s'emparer de la préparation au diplôme national du brevet. Du primaire à la terminale, les travaux relevant de cette exploration artistique peuvent être inclus dans les moyennes et conservés sur un support, dématérialisé ou non. Aux enseignants de s'emparer de cet

espace créatif. Pour les y aider, de nombreuses ressources pédagogiques et propositions de formation sont nées des partenariats noués autour de cette discipline. Le Gand Palais alimente notamment un site gratuit et le Louvre poursuit (avec Hatier) l'édition de mallettes pédagogiques à destination du cycle 3. **VL**

- ▶▶▶ www.eduscol.education.fr/histoire-des-arts - Des outils pédagogiques pour tous les niveaux de classe et des mutualisations d'expériences académiques.
- ▶▶▶ www.histoiredesarts.culture.fr - Ressources bibliographiques, sitographiques et chronologie commentée.
- ▶▶▶ www.panoramadelart.com - Un florilège d'analyses d'œuvres de référence, classées par thématiques ou par époques ainsi qu'un glossaire.

« L'envisageable n'est pas l'exclusif »

Bernard Michel, vice président de l'Unetp, fait le point sur les potentialités et les questions ouvertes par la loi Cherpion¹. En préambule à un colloque organisé le 3 avril prochain..

La loi Cherpion introduit de l'alternance à tous les niveaux...

Bernard Michel : Proposer de l'apprentissage, des stages en entreprise, des passerelles entre les filières me semble une opportunité de personnaliser les parcours, ce que ne permet pas le collège unique. Les expériences professionnelles peuvent participer à remettre en confiance les élèves moins scolaires. Mais cela reste du cas par cas, et il ne faudrait pas le systématiser.

L'impact de la loi se fait-il déjà sentir ?

B. M. : Non, car nous attendons la publication de décrets, et de nombreuses mesures s'appuient sur l'existant : un régime dérogatoire ouvrait déjà l'apprentissage dès 15 ans et les prépa-pro ressemblent beaucoup aux 3^{es} DP6 avec l'ajout d'une seconde langue vivante et de l'accompagnement individualisé. L'extension du dispositif au niveau 4^e va, en revanche, développer et consolider des classes expérimentales, plus confidentielles.



Bernard Michel, vice-président de l'Unetp.

La loi Cherpion suscite pourtant des inquiétudes...

B. M. : Il peut y avoir des réflexes défensifs face à des solutions proposées dans un contexte de contrainte budgétaire forte. La loi Cherpion ouvre des possibilités de synergies entre LP, CFA et CFC. On parle beaucoup de mixité des publics et des parcours, qui peut être délicate, mais il ne faut pas oublier celle des moyens. Or, la mutualisation des plates-formes techniques peut aider à maintenir une offre de formation variée.

Quelles sont les difficultés liées à la mixité des publics et des parcours ?

B. M. : L'introduction d'une année d'apprentissage en bac pro² pourrait servir d'antichambre vers l'emploi mais resserrerait encore la formation théorique, déjà réduite de 4 à 3 ans, au risque de compliquer la poursuite d'études en BTS. Ce schéma, envisageable, ne doit donc pas devenir exclusif. La mixité des publics – élèves, apprentis, salariés – peut enrichir la pédagogie mais ces rythmes de formation semblent difficilement compatibles et imposent l'annualisation des heures d'enseignement. Les éventuels détachements d'enseignants de LP, comme le suivi d'une année en CFA d'un jeune n'ayant pas de contrat avec une entreprise, posent en outre la question des financements et de leur traçabilité... Le 3 avril, l'UNETP³ réunit donc les acteurs de LP, CFA et CFC pour un échange d'expériences sur ces thématiques, qui suivra une matinée consacrée à la réforme de la filière technologique, STI depuis la rentrée 2011 et STG pour 2012.

Propos recueillis par Virginie Leray

1. N° 2011-893 du 28 juillet 2011.
2. Annonce présidentielle faite le 18 octobre 2011 à Nice.
3. Cf. www.unetp.org

L'EIST reste à expérimenter

Pour donner le goût des sciences, il y avait La main à la pâte dans le 1^{er} degré. L'EIST, introduit depuis six ans déjà, vise le même but pour les 6^e/5^e. Mais trop peu de collèges se sont lancés dans l'expérimentation, en particulier dans l'enseignement catholique.

Le sigle rébarbatif d'EIST [enseignement intégré de science et de technologie] désigne une démarche qui mérite d'être mieux connue», expose Josiane Hamy, coordinatrice du groupe Sciences, au sein du département Éducation du Sgec. Lancé en septembre 2006, l'EIST consiste à décroiser trois disciplines : physique-chimie, sciences de la vie et de la Terre (SVT) et technologie. Deux classes sont réunies pour former trois groupes de 20 élèves environ, pris en charge par un des professeurs qui dispense les trois matières de manière interdisciplinaire. À raison de trois heures et demie par semaine en 6^e et de quatre heures et demie en 5^e, il s'agit donc pour les enseignants de prendre en charge en parallèle des cours identiques construits en commun – une heure de concertation étant rémunérée à cet effet¹.

En 2010/2011, 52 collèges avaient mis l'EIST en place. Cette année, on est passé à 102 établissements. L'objectif, fixé par le ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel, vise l'extension du dispositif à 400 collèges à terme, en intégrant ceux qui participent au programme Clair (Collèges et lycées pour l'ambition et la réussite), ainsi que ceux relevant des réseaux « ambition réussite » qui ont vocation à devenir Clair².

Côté enseignement catholique, « seuls deux collèges l'ont introduit à ce jour, déplore Josiane Hamy : Jean-XXIII à

Metz et Saint-Dominique à Nancy ». Toutefois, certains dispositifs s'en approchent, tel cet atelier Sciences proposé en



Josiane Hamy, coordinatrice du groupe Sciences au sein du département Éducation du Sgec.

6^e au collège Saint-Stanislas de Nantes, à raison d'une heure et demie par semaine. À destination des élèves curieux de sciences, dont certains sont précoces, il est animé par un binôme d'enseignants de maths et de physique. Une expérience qui a retenu l'attention des trois inspecteurs généraux EIST qui effectuent actuellement un tour de France, en vue de la rédaction d'un rapport. En décembre dernier, une note de

Depp³ avait déjà établi un premier bilan qui mesurait les effets positifs de l'EIST sur les élèves « en termes d'intérêt, de motivation, d'aisance, et d'autonomie ».

Pour avancer dans les établissements catholiques qui semblent méconnaître l'EIST, le Sgec a en projet une journée sur la science au collège en 2012/2013. Un rendez-vous qui devrait permettre de mutualiser les expériences⁴ et d'impulser une nouvelle dynamique. **SH**

1. En 6^e, les élèves ont 1 h 30 de technologie et 1 h 30 de SVT, soit un total de 3 heures auxquelles on rajoute une demi-heure, en introduisant une nouvelle discipline : la physique.

2. BO n° 10 du 10 mars 2011.

3. « L'expérimentation d'un enseignement intégré de science et de technologie (EIST) en classes de sixième et de cinquième en 2008-2009 », note d'information 11.19, Depp. Téléchargeable sur le site du ministère.

4. Faites remonter vos projets à Josiane Hamy (josiane.hamy@ec44.scolanet.org) et Stève Lepleux, (s-lepleux@enseignement-catholique.fr) du Sgec.

UNE IDÉE / UNE ACTION

DROITS DE L'ENFANT : LE BICE SUR TOUS LES FRONTS



Enfance maltraitée, enfance mise au travail ou enrôlée comme force de combat, en délicatesse avec la justice ou en rupture familiale et sociale... Depuis soixante ans, le Bureau international catholique de l'enfance (BICE) œuvre pour la protection et les droits des plus vulnérables, soutenant des milliers d'enfants dans 23 pays. Pour garantir leur dignité, favoriser leur développement et leur épanouissement, y compris spirituel, ce réseau international d'associations appuie son action, autant curative que préventive, sur la promotion des droits de l'enfant et sur le concept de résilience. En plus de ses activités de terrain, elle dispense des formations et contribue à la recherche, comme à travers le cycle de conférences proposé cette année à l'Institut catholique de Paris et qui se conclura, les 7 et 8 décembre prochain, par un colloque sur le thème « Enfance et quête de sens : regards croisés ». En novembre dernier, le BICE a aussi renforcé son partenariat avec Apprentis d'Auteuil.

L'organisation internationale s'emploie donc à relayer le plus largement possible le *Plaidoyer pour la jeunesse en difficulté*, livre-manifeste publié par Apprentis d'Auteuil pour interpeller les candidats à la présidentielle sur les défis à relever en matière de décrochage scolaire, d'insertion professionnelle et de soutien aux familles. Un ensemble d'outils pédagogiques s'offre aux candidats à l'organisation d'une action de sensibilisation et de collecte : retroplanning, mode d'emploi pour un mailing efficace... Les conseils pratiques y voisinent avec des clips vidéo, diaporamas et affiches présentant l'association, ou encore avec un webdocumentaire sur les enfants des rues égyptiens, tourné à l'école copte des Sœurs de Marie. Les suggestions d'initiatives, de la vente de gâteaux à la projection-débat, en passant par le cross solidaire ou autre challenge sportif, se prêtent parfaitement à une transposition dans les établissements scolaires. **VL**

Z BICE, 70 boulevard de Magenta, 75010 Paris. Tél. : 01 53 35 01 00. Internet : www.bice.org et www.colloqueenfance.com

Des Maisons pour la science

La Fondation pour l'éducation à la science, portée par l'Académie des sciences, l'ENS Lyon et l'ENS (rue d'Ulm, Paris), a été créée en octobre 2011 pour prolonger les missions de *La main à la pâte*. Sa tâche : mettre en œuvre des Maisons régionales pour la science et la technologie au service des professeurs des 1^{er} et 2^d degrés. Elles établiront un lien direct entre la science vivante (universitaires, chercheurs, ingénieurs) et les professeurs. Les universités de Strasbourg et Toulouse seront financées pour ouvrir les deux premières Maisons en septembre 2012. L'université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand et l'université de Lorraine ont aussi été retenues au titre de Maisons émergentes, avec une dotation d'amorçage. **SH**

S'inscrire dans la dynamique de WORLDiPLOMA

Organisme spécialisé dans les études à l'étranger et les séjours linguistiques, WORLDiPLOMA propose plusieurs types de programmes à travers le monde pour aider les étudiants à se doter d'une expérience à l'étranger. Le CIC et WORLDiPLOMA ont décidé de s'unir pour faciliter les choix d'établissements, les inscriptions, les visas, les hébergements, les prêts financiers nécessaires...

Pourquoi faire appel à WORLDiPLOMA ?

Partir à l'étranger, vivre une expérience à l'international, est devenu une étape importante et pour certains obligatoire. Mais cette généralisation n'a pas fait disparaître les pièges qui entourent le choix et la préparation d'un tel projet. Quelle destination choisir ? Quel établissement choisir ? Et sur quels critères ? Toutes ces questions, et surtout leurs réponses, vont être déterminantes dans le bon déroulement du séjour. Les consultants WORLDiPLOMA se proposent donc d'analyser avec l'étudiant son projet, au regard de ses envies, de son budget ou encore de son niveau d'études, afin de lui présenter les programmes les plus adaptés. Une fois le choix effectué, WORLDiPLOMA accompagne l'étudiant dans toutes les étapes de la mise en place de son séjour.

Qui peut bénéficier des services de WORLDiPLOMA ?

WORLDiPLOMA s'adresse à tous ceux qui souhaitent partir à l'étranger dans le cadre d'un séjour linguistique ou d'études supérieures. Ainsi, la grande majorité des demandes émane d'étudiants entre 18 et 28 ans. Le statut d'étudiant n'est cependant pas nécessaire pour bénéficier de nos services. Il n'est pas rare que de jeunes – ou moins jeunes – actifs décident de partir à l'étranger pour se perfectionner en anglais ou pour préparer un diplôme nécessaire à leur évolution professionnelle.

Comment WORLDiPLOMA aide-t-il les étudiants ?

Les services de WORLDiPLOMA s'articulent autour de trois grandes actions : le Conseil, pour aider les étudiants à identifier le ou les programmes les mieux adaptés à leur projet. L'Assistance, pour l'ensemble des démarches, notamment le



Voici quelques exemples de séjours à l'étranger proposés par WORLDiPLOMA :

- Faire un *Bachelor* en Angleterre, équivalent de la Licence (pour les titulaires d'un Bac).
- Partir un an en Australie, suivre une formation en anglais les premiers mois, puis s'autofinancer grâce à un petit job sur place (pour les 18-30 ans).
- Intégrer directement la troisième année d'un *Bachelor* en Irlande après un Bac +2 (pour les titulaires d'un BTS ou DUT)
- Suivre une formation en anglais au Canada, puis intégrer une entreprise sur place dans le cadre d'un stage (ouvert à tous).
 - Faire un MBA à Singapour (pour les titulaires d'une Licence ou d'un Master).
 - Partir aux États-Unis, préparer le TOEFL ou le TOEIC (ouvert à tous).

dossier d'inscription mais aussi le logement, le visa, l'assurance... Et le Suivi, permettant aux étudiants, une fois sur place, de conserver un interlocuteur français qui peut, au besoin, servir d'intermédiaire avec l'établissement.

Quelles sont les destinations possibles ?

L'immense majorité des demandes de séjours linguistiques ou d'études à l'étranger se concentre sur les pays anglo-saxons. Ainsi, WORLDiPLOMA propose des programmes en Angleterre, en Australie, au Canada, aux États-Unis, en Irlande, ou encore en Nouvelle-Zélande. Pour répondre à l'intérêt

croissant que suscite l'Asie, WORLDiPLOMA propose également des solutions en Chine, à Singapour et au Japon. Enfin, sont développées actuellement les destinations hispanophones comme l'Espagne ou l'Argentine.

Comment ont été sélectionnés les établissements étrangers ?

La sélection s'est faite au regard d'un grand nombre de critères liés aux attentes d'un étudiant qui quitte son pays pour vivre une telle expérience. Parmi eux, la qualité de l'enseignement bien sûr, mais pas seulement. Nous sommes également attentifs à d'autres aspects comme la reconnaissance du diplôme, le rapport qualité/prix, la qualité de l'accueil des étudiants étrangers, ou encore la localisation géographique du campus dans la ville. Les équipes se sont rendues sur place pour visiter personnellement les établissements de chaque pays.

Même si cette sélection est en permanente évolution, WORLDiPLOMA compte aujourd'hui plus de 150 universités et écoles partenaires à travers le monde.

Quelle est la nature du partenariat avec le CIC ?

Le financement du projet, l'assurance et l'accès aux services bancaires une fois sur place, sont trois éléments incontournables dans la préparation d'un séjour à l'étranger. L'objectif du partenariat CICWORLDiPLOMA est de proposer aux étudiants des solutions avantageuses dans chacun de ces domaines (prêt étudiant, gratuité des opérations bancaires, Santé Jeunes à l'Étranger = assurance maladie/assistance/rapatriement). Le CIC met à la disposition des étudiants un guide de conseils sur le site www.cic.fr pour trouver les réponses aux nombreuses questions qu'ils se posent.

En outre, **le CIC permet un accès entièrement gratuit aux services de WORLDiPLOMA** en remboursant aux étudiants les 55 euros de frais d'inscription.



Pour tout renseignement complémentaire, rendez-vous à l'agence la plus proche ou sur le site www.cic.fr « rubrique « Jeunes »

Immobilier scolaire : cours de pilotage

Comment gérer les investissements immobiliers ? La question était au centre de la manifestation organisée par la Fnogec le 3 février dernier à Issy-les-Moulineaux. Objectif visé : apporter des éléments de méthodologie aux quelque 500 participants.

LAURENCE ESTIVAL

Mise aux normes des bâtiments, rénovation des salles de cours, développement des équipements... Les établissements de l'enseignement catholique doivent faire face à de nombreux investissements immobiliers. Le problème n'est certes pas nouveau, mais dans un contexte marqué par une sous-capacité chronique des ressources par rapport aux besoins, il est plus que jamais d'actualité. Chiffres à l'appui, Claude Bauquis, responsable de l'animation du pôle Compétences et expertises de la Fnogec, a donné la

mesure des enjeux : « Les sommes nécessaires s'élèvent à 540 € par famille. Les investissements immobiliers comme le caractère propre étant financés par les fonds privés, il faudrait pour couvrir nos besoins demander à chaque famille 690 €. Or celles-ci paient en moyenne 342 € dont 308 € sont affectés au financement de nos projets immobiliers. Nous avons un retard de quelque 500 millions d'euros par an », a-t-il détaillé.

Pour aider les différents acteurs (tutelles diocésaines et congréganistes, Udogec, Ogec, chefs d'établissement...) à sortir de ce cercle infernal, la Fnogec a décidé de les armer en leur présentant une méthodologie à mettre en œuvre. Au cours de la matinée, une conférence a ainsi présenté aux participants la manière d'élaborer un diagnostic pour bien identifier leurs besoins. Dans un deuxième temps, les auditeurs ont eu droit à un exposé sur la façon de hiérarchiser leurs

priorités, entre ce qui fait partie des obligations et ce qui est plutôt lié à l'amélioration de la satisfaction des élèves et de leurs familles. Cette hiérarchisation des priorités est le prélude à l'élaboration d'un schéma directeur visant à chiffrer les sommes à provisionner dans le temps afin de réaliser ces travaux. La troisième conférence a, quant à elle, porté sur les modalités de financement. Des points que les participants ont pu approfondir lors des ateliers thématiques de l'après-midi.

Se professionnaliser

À chaque étape de cette présentation, le président de la Fnogec, Michel Quesnot, a insisté sur la nécessité pour les parties prenantes de se professionnaliser en faisant appel à de multiples experts (économistes, architectes...) et d'initier des dynamiques territoriales afin de mutualiser les investissements autant que possible.

Le cas d'un établissement brestois

À la tête du groupe scolaire Anne-Marie-Javouhey de Brest depuis septembre 2009, Gilbert Bicrel s'est lancé, avec ses proches collaborateurs, dans une réflexion sur un futur projet immobilier. « Un de nos cinq sites, celui de Saint-Sauveur, qui accueille le primaire et le collège, est en difficulté. Nous perdons des élèves car il est enclavé dans la ville de Brest », explique-t-il. Pas de quoi décourager le responsable qui espère bien tirer parti du chantier de rénovation urbaine initié dans ce quartier pour enclencher une dynamique vertueuse...

Fort de son constat, il a élaboré ses futurs plans de bataille. Première étape : la rénovation du bâtiment, avec comme objectif l'idée de le rendre plus attractif et plus visible depuis l'extérieur. Entouré d'experts, le directeur prévoit notamment une entrée commune pour les deux cycles, où se trou-

vera l'accueil, et un parvis à l'extérieur d'où, grâce à des façades en verre, les passants pourront voir « ce qui se passe



Dans la cour de l'école Rive-Droite - Saint-Sauveur, à Brest.

à l'intérieur ». Un intérieur lui aussi dépoussiéré avec la création d'espaces partagés entre les différentes classes où les enseignants sont appelés à travailler davantage ensemble. « Le projet immobilier vient renforcer notre projet éducatif. » Ces aménagements ne devraient d'ailleurs être que la pre-

mière étape de travaux : à terme, le site des BTS pourrait accueillir un restaurant scolaire, des salles de sports, et se transformer en un véritable espace de vie.

Toutefois, devant les sommes à mobiliser, le bouillant directeur a décidé d'avancer pas à pas. La première tranche d'un montant estimé à 850 000 € sera principalement financée par l'emprunt. Les projets d'agrandissement, soit 4 millions d'euros, seront réalisés dans un deuxième temps quand l'établissement aura, grâce à la première rénovation des bâtiments, réussi à accueillir des élèves supplémentaires pour dégager de nouvelles recettes. Un pari que Gilbert Bicrel estime pouvoir gagner, fort de sa précédente expérience : le projet immobilier conduit entre 2003 et 2009, alors qu'il était directeur du collège Sainte-Anne à Plougastel, a permis de faire passer le nombre d'élèves de 252 à 422... LE

PICARDIE

Bâtir une histoire commune

Tout est en gestation chez nous. » Le ton est fixé dès les premiers échanges avec les trois directeurs diocésains de l'enseignement catholique picard. Tirailée entre la nébuleuse francilienne au sud et le Nord - Pas-de-Calais, la Picardie, loin de ses anciennes frontières historiques, souffre « d'un découpage artificiel ».

Les disparités sociologiques profondes qui la caractérisent contrarient l'unité d'une région menacée de « disparition administrative » : l'Oise (15 646 élèves), berceau historique des Capétiens, est portée dans sa partie méridionale par le dynamisme de l'Île-de-France, tandis que sa partie septentrionale et l'Aisne (10 749 élèves) très rurale, façonnée par la culture de la betterave, subissent de plein fouet la déprise économique et démographique, quand la Somme (19 824 élèves), très fortement polarisée sur Amiens, maintient son élan.

La donne géographique, marquée par la dispersion et la distance, induisant à la fois un maillage très lâche et une concentration très forte sur les pôles urbains historiques, a nourri la concurrence au détriment de la complémentarité et de la solidarité... Dernière particularité régionale, l'empreinte ouvrière historique a privé d'enseignement catholique certains secteurs, dont deux en particulier : le bassin creillois, à 45 kilomètres de Paris, et l'aire de Guise, dans la Grande Thiérache, où l'expérience saint-simonienne d'un familistère a laissé des traces.

Pièce à pièce

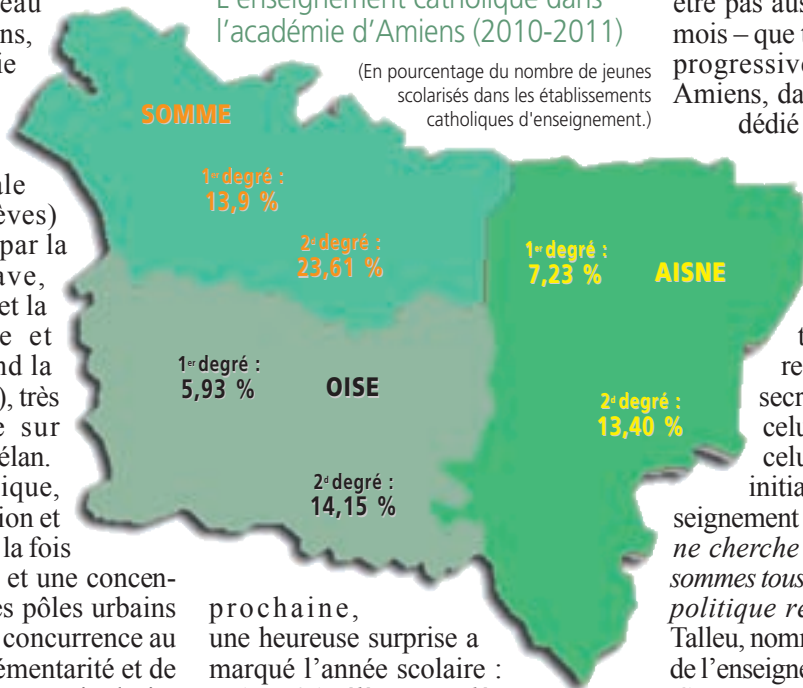
Les indicateurs sont pourtant loin d'être tous au rouge. « Des marges de progression existent », explique Dominique Bernard, secrétaire général du Caec et directeur diocésain de Beauvais. Alors que 15 emplois seront rendus à la rentrée

En Picardie, terre de culture intensive « où l'on passe bien plus que l'on ne s'installe », la construction d'une identité régionale de l'enseignement catholique s'impose aujourd'hui comme une visée nouvelle, fragile, complexe et... vitale.

AURÉLIE SOBOCINSKI

L'enseignement catholique dans l'académie d'Amiens (2010-2011)

(En pourcentage du nombre de jeunes scolarisés dans les établissements catholiques d'enseignement.)



prochaine, une heureuse surprise a marqué l'année scolaire : « Avec 367 élèves supplémentaires de l'école au lycée, hors post-bac, nous progressons plus vite proportionnellement que l'enseignement public (+ 1 620 élèves), et notamment sur le segment collège où nous inscrivons 448 élèves de plus, soit l'équivalent d'un établissement ! Là où la crise pourrait jouer en notre défaveur, c'est le phénomène inverse qui se produit : dans ce contexte d'instabilité économique, les familles visent une stabilité éducative en faisant le choix d'un projet. »

Pour faire prospérer les réussites et maintenir une présence aussi large que possible sur le territoire, a émergé petit à petit dans les esprits la conviction que l'avenir ne pourrait plus se jouer

qu'au sein d'une histoire commune, dépassant les citadelles et les baronnies.

L'initiative de ce passage d'une coexistence « cordiale » à une dynamique picarde nouvelle, fondée sur la complémentarité, la cohésion et l'unité, a été enclenchée dans les années 2000, à l'occasion de l'arrivée de Xavier Villette à la direction diocésaine de Soissons, raconte Sylvie Robert, actuelle directrice diocésaine d'Amiens. Un travail « en collégialité totale » s'est mis en place entre les trois directeurs diocésains. Peut-être pas aussi fréquent – une fois par mois – que tous le souhaiteraient, mais progressivement, ces rencontres à Amiens, dans un espace de la DDEC dédié à la « région », permettent de poser pièce à pièce les éléments d'une stratégie régionale.

Chacun est responsable de son territoire, mais il exerce aussi des compétences transversales : au directeur diocésain de l'Oise, le secrétariat général du Caec ; à celui de la Somme, la CAE¹ ; à celui de l'Aisne, la formation initiale, l'apprentissage et l'enseignement agricole... « Aucun de nous ne cherche à prendre le dessus, nous sommes tous les trois garants du pilotage politique régional, découvre Franck Talleu, nommé depuis la rentrée à la tête de l'enseignement catholique de l'Aisne. C'est ensemble que nous prenons les décisions et que nous rendons visite aux partenaires régionaux, en y associant régulièrement l'intersyndicale des chefs d'établissement. »

Cette alliance des missionnés est un fait nouveau dans l'histoire picarde. Là où la tradition se voulait davantage à la revendication et à la contestation syndicale vis-à-vis de l'autorité diocésaine, le renouvellement des responsables académiques du Snceel, de l'Unetp et du Synadic a marqué un changement de culture et le début d'un fonctionnement consensuel. Conviés à une rencontre mensuelle avec les directeurs diocésains, les chefs d'établissement sont partie prenante des orientations régionales et des

négociations avec les collectivités. « *Aujourd'hui, la confiance est établie* », se réjouit Dominique Bernard.

« *Nous nous voulons force de proposition dans la construction, l'accompagnement de proximité et la nécessaire conscience des enjeux régionaux et nationaux pour avancer ensemble dans de bonnes conditions* », souligne Katia Marais, déléguée académique du Synadic et chef d'établissement de l'institution Guynemer à Compiègne, qui aspire à encore plus d'entraide, de partage et de cohérence. « *Le prochain objectif est de parvenir à une dimension régionale vécue, appropriée et investie à tous les niveaux par l'ensemble des acteurs. Il y a là un réel enjeu d'animation institutionnelle* », analyse Franck Talleu. Forts du soutien des évêques, les responsables diocésains organisent avec eux, à la mi-mars, une journée commune aux chefs d'établissement des trois diocèses – une grande première régionale.

« Aujourd'hui, la confiance est établie. »

Si chaque diocèse garde son autonomie, « *nous sommes bien conscients que l'avenir passe par la mise en synergie d'un certain nombre de structures, de ressources humaines et de moyens* », précise Dominique Bernard. Déjà la coordination assurée par les directeurs diocésains entre les orientations des Codiec, permet une inscription régionale des décisions. En témoigne la gestion unie du délicat dossier des moyens ces deux dernières années, où l'Oise aurait pu se désolidariser de l'effort demandé à l'enseignement catholique picard au vu de l'essor de ses effectifs, mais où la carte de la solidarité régionale a été privilégiée.

La valorisation progressive du rôle du Caec et sa responsabilité sur des dossiers de plus en plus nombreux se situent également dans cette visée d'une régionalisation partagée. Longtemps réunie trois fois par an et considéré comme une chambre d'enregistrement, l'assemblée se retrouve désormais une fois par mois. « *Notre ambition est de l'instituer comme un lieu régional de proposition, de partage stratégique et de mise en œuvre d'orientations, de projets, où les petits ne craignent plus d'être mangés par les gros* », souligne Sylvie Robert, qui espère pouvoir travailler prochainement à l'échelon régional sur la question des moyens, de la

carte des formations et de l'enseignement supérieur, et associer par là même les représentants des syndicats salariés. « *Beaucoup de dossiers restent à ouvrir entre nous* », estime-t-elle.

Un certain nombre d'outils mutualisés d'analyse, de prospection et d'expertise doivent aussi être créés pour étayer l'avenir picard. « *Nous sommes encore parfois, dans notre traitement, à l'ère de l'ardoise et de la craie*, reconnaît Dominique Bernard. *Cette démarche est vitale si l'on veut être plus réactifs, plus visibles et mieux armés dans la discussion avec les partenaires régionaux.* » Un grand pas a été fait en juin dernier avec la création de l'Aisec – Association interdiocésaine des services de l'enseignement catholique de Picardie. Plate-forme logistique en charge de la gestion du SAAR, de la CAE, de la communication interne et bientôt de l'instruction technique des dossiers, inspirée du modèle lillois, elle salarie une secrétaire générale à mi-temps, première employée commune aux trois DDEC. « *Cela reste très embryonnaire et nous veillons à une évolution progressive sans surcoût, avec en ligne de mire une rationalisation des moyens et un redéploiement des compétences au sein des équipes* », précise le secrétaire général du Caec.

Équilibre territorial

Les objectifs : aboutir à une gestion commune des suppléants et, à plus long terme, renforcer le potentiel de ressources mutualisées aux plans pédagogique, éducatif, pastoral. Mais aussi économique et financier. Si l'Urogec existe, elle ne gère pour l'instant que l'observatoire Solfège. « *Sans aller aussi loin dans l'intégration que l'Urogec de Tours, nous pourrions imaginer qu'elle porte la comptabilité des écoles et la solidarité régionale* », rêve à voix haute Dominique Bernard.

Les défis, en effet, s'accumulent, et, en premier lieu, celui d'une reformulation de l'équilibre territorial qui préserve le maillage. Aujourd'hui les besoins et marges de progression se localisent au sud quand, hier, l'activité et avec elle les implantations d'établissements florissaient au nord. Or, le contexte économique et les relations complexes avec la Région socialiste réduisent à peau de chagrin les moyens de redéploiement. La marge d'action est étroite. À défaut de créations de lycées professionnels, d'unités d'apprentissage et de licences professionnelles notamment, des solutions ici de fusion, là de mutualisation,

Fiche d'identité



● RÉGION PICARDIE

– 3 départements :

Aisne (02), Oise (60), Somme (80).

– 3 diocèses : Amiens (Somme), Beauvais (Oise), Soissons, Laon et Saint-Quentin (Aisne).

● FORMATION

La région fait partie de Formiris Picardie Champagne-Ardenne. Elle abrite l'Isfec de Reims-Taissy et son antenne 1^{er} degré, sise à Amiens.

● PROPORTION D'ÉLÈVES SCOLARISÉS

dans l'enseignement catholique (rentrée 2011)

Dans le 1^{er} degré : 8,55 %

Dans le 2^d degré : 16,64 %

● NOMBRE D'ÉLÈVES (effectifs 2011)

TOTAL GÉNÉRAL : 47 340

Total 1^{er} degré : 17 660

Total 2^d degré : 28 671

– Collèges : 16 128

– Lycées et post-bac : 12 431

– Lycées agricoles : 1 121

● NOMBRE D'UNITÉS PÉDAGOGIQUES (rentrée 2011)

Dans le 1^{er} degré : 73

Dans le 2^d degré : 91 dont 43 collèges, 26 LEGT, 17 LP.

Lycées agricoles : 5

Un CFA « hors les murs » réparti en 7 UFA.

● TUTELLES

– Diocésaine : 75 %

– Congréganiste : 25 %

● NOMBRE D'ENSEIGNANTS (rentrée 2011)

Total : 3 014 dont 842 pour le 1^{er} degré et 2 172 pour le 2^d degré.

● FONCTIONNEMENT DU CAEC :

Le Caec se réunit environ une fois par mois durant l'année scolaire.

● AUTRE INSTANCE : l'Aisec

Association interdiocésaine des services de l'enseignement catholique, basée à Amiens.

➡ Contact : Caec, 101 rue de la Madeleine, BP 80778 – 60007

Beauvais. Tél. : 03 44 06 42 10.

E-mail : direction@ddec60.fr

s'imaginent, et, plus novatrices encore, de mises en réseau transdiocésaines... L'enjeu, crucial, dépasse aujourd'hui le seul réseau, selon Dominique Bernard : « *Nous laissera-t-on réussir, avec l'enseignement public, l'élévation du niveau de qualification des élèves picards, aujourd'hui parmi les plus faibles de l'Hexagone ?* » Un autre, tout aussi vital, est entre les mains des acteurs picards et champenois réunis au sein du même territoire Formiris : le recrutement, avec, cette année, seulement dix reçus au Cafep.

1. Commission académique de l'emploi.

Les laïcs pour copilotes

Depuis 2003, les Sœurs de la charité de Nevers ont développé le dispositif « Relève » pour transmettre l'héritage de la congrégation aux nouveaux directeurs, enseignants et salariés des six établissements concernés. Un premier pas vers un partage des responsabilités au sein de la tutelle.

LAURENCE ESTIVAL

Confrontées au renouvellement des personnels administratifs et enseignants à

la suite du départ programmé d'un grand nombre d'entre eux à la retraite, les Sœurs de la Charité de Nevers, qui assurent la tutelle de six établissements, ont décidé de passer à l'action pour transmettre les valeurs de la tutelle aux nouvelles recrues. Objectif : veiller à la prise en considération du projet de la congrégation qui accorde une attention particulière aux plus démunis et met l'accent sur la coformation ou sur l'audace pédagogique.

« Les sœurs auraient pu prêcher la bonne parole mais elles ont choisi de s'appuyer sur le terrain », explique Marie-Louise Celier, chargée par la congrégation de piloter ce projet. Une volonté qui s'est traduite, dès 2003, par la mise en place de groupes d'échanges de pratiques proposés sur la base du volontariat et animés par un intervenant extérieur. « Des enseignants ou des personnels administratifs, réunis en petits groupes de 5 ou 6, mêlant "anciens" et "nouveaux" se sont ainsi retrouvés plusieurs fois par an, les premiers transmettant aux seconds les valeurs propres à la congrégation », raconte Érick Philippon, directeur de Jeanne-d'Arc à Melun. Au cours de ces séances, chaque participant était invité à parler d'un problème qu'il avait rencontré et à présenter la manière dont il avait pu y faire face. Le groupe choisissait alors de s'arrêter plus longuement sur un de ces cas d'école en laissant chacun donner des conseils en fonction de sa propre expérience. « Sur les 15 enseignants de premier cycle, la moitié d'entre eux ont



Les « Assises de la pédagogie » : une étape clé dans le processus de transmission des valeurs de la congrégation aux laïcs.

intégré ces groupes d'échanges de pratiques. Dans le second degré, une quinzaine de candidats se sont, eux aussi, joints au dispositif », poursuit Érick Philippon. Des démarches similaires ont été conduites dans les autres établissements.

Ces échanges entre pairs ont été le point de départ d'autres actions. Ils ont d'abord permis de créer des observatoires au sein de chaque établissement. « Puis certains participants ont souhaité aller plus loin en confrontant leurs points de vue à ceux d'autres collègues exerçant dans d'autres établissements », met en avant Marie-Louise Celier. En 2006, une soixantaine de responsables de pastorale se sont réunis à Nevers.

Deux ans plus tard, près de 200 enseignants organisaient au siège de la congrégation les « Assises de la pédagogie ». Des réseaux se sont ainsi constitués au fil des ans. Dernière initiative : un parcours pour les chefs d'établissement a également vu le jour. « Pendant deux ans, nous avons suivi ensemble différentes formations centrées sur l'éthique du métier de chef d'établissement », reprend Érick Philippon. Et de détailler l'un de ces modules, axé sur la prise de décision : « Il s'agissait de nous donner des points de repère. Nous avons suivi, par exemple, un exposé d'un père jésuite sur Ignace de Loyola pour nous amener à peser le pour et le contre avant de prendre des décisions. » D'autres modules, consacrés au manage-

ment, ont mis en avant la nécessité pour un chef d'établissement de respecter les personnes de son équipe, de gérer la diversité ou encore de savoir mesurer le poids de l'émotion. « Outre une façon différente d'appréhender notre mission, ces formations ont resserré les liens entre les directeurs. Nous nous sommes également rendu compte qu'au-delà de nos différences, nous sommes tous confrontés aux

mêmes problèmes, que nous soyons dans des grandes villes, comme à Toulouse ou Montpellier, en région parisienne, comme nous à Melun, ou en zone rurale comme le lycée professionnel Saint-Saulge, près de Nevers. » Intéressés par ces échanges et réflexions, les

directeurs, arrivés aux termes de ce parcours, souhaitent que d'autres modules continuent de leur être proposés pour poursuivre ce travail en commun.

Transférable

Forte de cette dynamique, la congrégation va organiser les 23 et 24 novembre prochain les « Assises de la tutelle » à Nevers. « Il s'agit pour les Sœurs de la Charité de Nevers de s'appuyer sur tout le travail réalisé pour favoriser la prise de responsabilités par les laïcs. Comme toutes les congrégations, elles sont confrontées à un manque de ressources humaines et elles souhaitent pouvoir partager les responsabilités avec des laïcs qui portent les mêmes valeurs. Pour accompagner cette démarche, elles ont également créé un centre de formation missionné », indique Marie-Louise Celier. Et si la congrégation n'a pas la prétention de vouloir faire école, le programme qu'elle a lancé, il y a maintenant près de dix ans, est en tout les cas transférable, reconnaît la responsable du projet.





D. R.

LES CHIFFRES CLEFS DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

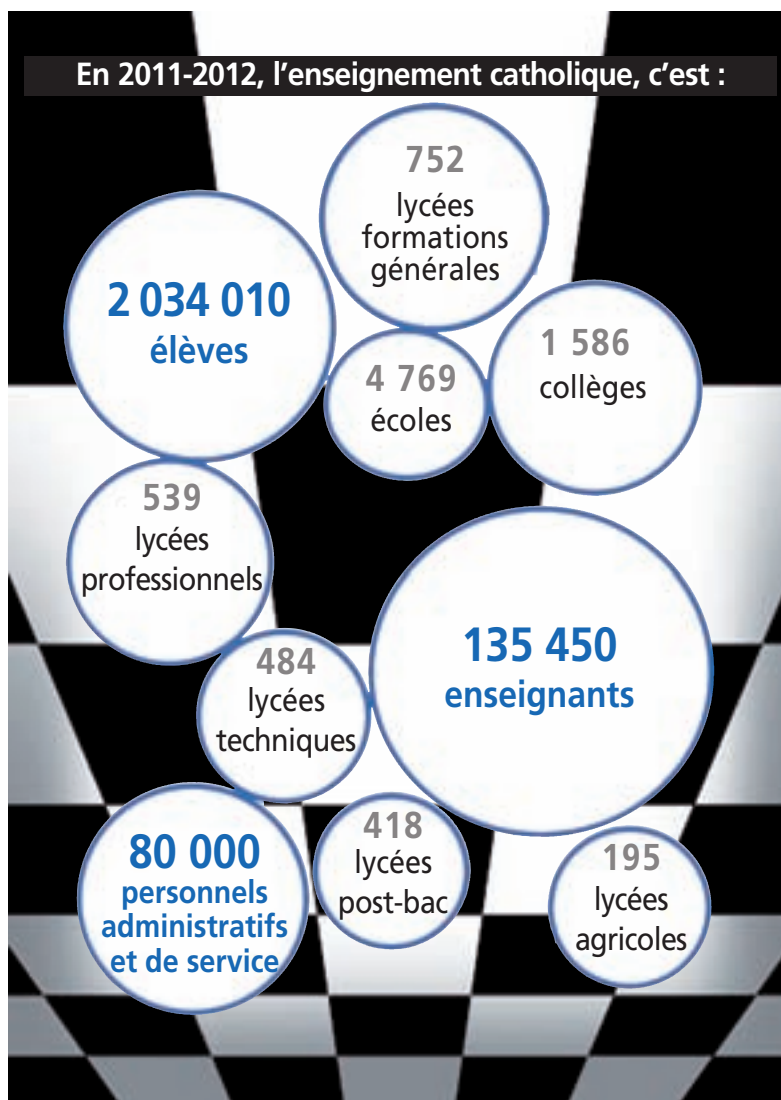
Grâce aux données statistiques de l'observatoire Solfège, du Conseil national de l'enseignement agricole privé et de l'observatoire économique « Indices » de la Fnogec, l'enseignement catholique possède des outils qui participent à sa lisibilité. Ces données, bientôt mises en synergie à partir du réseau « Gabriel », permettent non seulement d'indiquer l'évolution du nombre d'élèves, d'étudiants et d'apprentis par entités géographiques, par niveaux et par filières de formation, mais aussi de présenter des éléments cartographiques sur les personnels qui travaillent dans les établissements et sur les principales données économiques. Globalement, ce dossier met en valeur une nouvelle progression du nombre d'élèves, notamment en collège, une reprise des effectifs en premier degré, et marque une insuffisance de l'effort au financement de l'immobilier, particulièrement pour les écoles.

Les chiffres clefs de l'enseignement catholique

Depuis de nombreuses années, le nombre des élèves de l'enseignement catholique s'établit autour de 2 millions. Accueillis dans 8 300 établissements, ils représentent 17 % des élèves scolarisés en France. Ce rapport entre enseignements public et privé est maintenu principalement en raison du nombre de postes d'enseignants affecté par L'État à l'enseignement privé sous-contrat. Ainsi la suppression de postes devant élèves dans l'enseignement public, inscrite au budget depuis plusieurs années, se répercute proportionnellement sur l'enseignement catholique. Malgré le travail courageux de redéploiement entrepris par les établissements, 30 000 à 40 000 demandes d'inscription ne peuvent toujours pas être satisfaites. Le phénomène s'aggrave, gagnant aujourd'hui les régions à forte implantation de l'enseignement catholique (Vendée, Morbihan...) et interroge la politique de réduction des moyens. Cependant, la difficile rentrée 2011

a été qualifiée d'« historique » par Éric de Labarre, qui soulignait une progression de près de 12 000 élèves pour l'enseignement catholique, enseignement agricole inclus. En cinq ans, les effectifs ont donc augmenté de 25 000 élèves.

Pour l'enseignement général technologique et professionnel, cette poussée est très largement partagée : sur 31 académies (hors Mayotte), 26 progressent et 5 enregistrent un recul. S'agissant des niveaux d'enseignement, le 1^{er} degré connaît une reprise nette des effectifs (+ 676) qui confirme une inversion de tendance. Dans le 2^d degré, la progression est concentrée sur le collège (+ 10 839), tandis que le lycée (LGT-LEP) perd 2 609 élèves, probable conséquence d'une crise du bac techno et de la réforme du bac pro.



Du côté de l'enseignement agricole, la rentrée a été un succès avec une hausse des effectifs (+ 2 % en Bretagne, + 5 % en Rhône-Alpes...). Elle a aussi permis de constater une reprise des filières « *purement agricoles* » ainsi que la forte attractivité de la filière Services rénovée (bac pro Services aux personnes et aux territoires...).

Pour faire vivre ses communautés éducatives, l'enseignement catholique fait appel à 135 450 enseignants, agents publics rémunérés par l'État, à 80 000 personnels éducatifs, administratifs et de service, à 215 000 bénévoles dont 50 000 participent à la gestion des établissements au sein des organismes de gestion, et à 823 000 parents adhérents à l'Association de parents d'élèves (Ape).

La contribution annuelle des familles s'élève à 2 milliards d'euros auxquels s'ajoutent 1,7 milliard d'euros apportés par l'État et les collectivités territoriales

2 034 010
élèves

(Métropole + Dom-Tom*)

Métropole : **1 948 392**

Dom-Tom* : **34 517**

PRIMAIRE :

831 458 élèves (MÉTROPOLE)

18 799 élèves (DOM-TOM*)

SECONDAIRE :

1 116 934 élèves (MÉTROPOLE)

15 718 élèves (DOM-TOM*)

Enseignement agricole :

51 101 élèves (SOURCE : CNEAP)

*Hors Polynésie française et Nouvelle-Calédonie.

au titre du financement public pour le fonctionnement. Cependant, un certain nombre d'établissements est confronté à des niveaux de forfaits territoriaux insuffisants au titre du fonctionnement. Les contributions familiales viennent donc les pondérer au lieu de financer les travaux d'entretien, de rénovation et de construction nécessaires qui s'élèvent à quelque 650 millions d'euros par an. De même, la réévaluation des montants des forfaits, engagée depuis quelques années, pour qu'ils s'inscrivent dans la parité voulue par la loi est fondamentale pour la vie des établissements. Bien que représentant de 34 % à 43 % des ressources d'un établissement, ils demeurent encore inférieurs à ce qu'ils devraient être. **Gilles du Retail**

Rentrée 2011 :
effectifs d'élèves de l'enseignement catholique*

Maternelle	295 434	14,52 %
Élémentaire	554 823	27,28 %
Collège	659 806	32,43 %
Lycée formations générales	241 219	11,86 %
Lycée formations professionnelles	117 797	5,80 %
Lycée formations technologiques	50 684	2,49 %
Lycée Post-Bac	60 277	2,97 %
Enseignement spécialisé 2 ^d degré	2 869	0,14 %
Enseignement agricole	51 101	2,51 %
Total	2 034 010	100,0%

* Métropole et Dom-Tom. Enseignement spécialisé 1^{er} degré inclus (5 752 élèves).

Nombre d'établissements

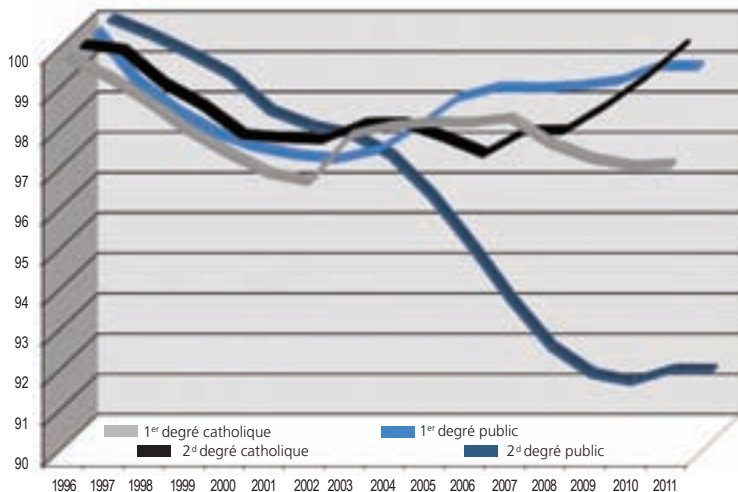
Ecoles	4 769
Collèges	1 586
Lycées formations générales	752
Lycées formations professionnelles	539
Lycées formations technologiques	484
Lycées formations post-bac	418
Enseignement spécialisé 2 ^d degré	319
Lycées agricoles	195



Même si la mise en réseau d'établissements s'avère indispensable pour favoriser les mutualisations, il demeure essentiel de proposer aux élèves des établissements à taille humaine et répondant à des attentes de proximité, dans la mesure du possible.

Évolution des effectifs d'élèves du public et de l'enseignement catholique*

* Hors enseignement agricole et DOM.



Enseignement catholique

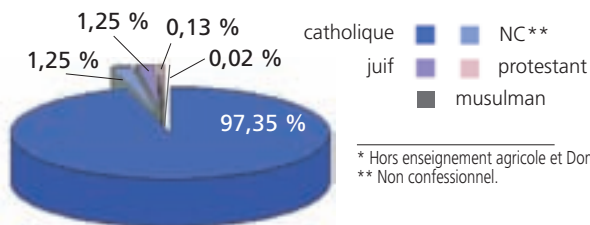
	1 ^{er} degré	2 ^d degré
1996	100	100
1997	99,5	99,9
1998	98,9	99,0
1999	98,2	98,5
2000	97,6	97,8
2001	97,1	97,7
2002	96,9	97,6
2003	98,1	98,0
2004	98,3	98,0
2005	98,4	97,7
2006	98,4	97,3
2007	98,5	97,8
2008	97,9	97,9
2009	97,5	98,5
2010	97,3	99,2
2011	97,3	100

Enseignement public¹

	1 ^{er} degré	2 ^d degré
1996	100	100
1997	98,8	99,6
1998	98,0	99,1
1999	97,5	98,6
2000	97,1	97,7
2001	96,9	97,3
2002	96,8	97,1
2003	97,0	96,6
2004	97,6	95,6
2005	98,3	94,4
2006	98,6	93,0
2007	98,6	91,8
2008	98,6	91,2
2009	98,8	91,0
2010	99,1	91,3
2011	99,1	91,3

1. Source : Ministère de l'Éducation nationale.

Les élèves de l'enseignement privé sous contrat en France*



* Hors enseignement agricole et Dom.
** Non confessionnel.



La France compte 9 224 unités pédagogiques privées sous contrat.

(Source : Annuaire de l'Éducation nationale.)

Répartition des établissements sous tutelle diocésaine et congréganiste

1^{er} degré

Congréganiste	17,60 %
Diocésaine	82,40 %

2^d degré

Congréganiste	39,70 %
Diocésaine	60,30 %



Nombre d'élèves par départements*

Départements / Effectifs

01-Ain	14 553
02-Aisne	10 749
03-Allier	5 402
04-Alpes-de-Haute-Provence	1 442
05-Hautes-Alpes	1 841
06-Alpes-Maritimes	21 075
07-Ardèche	18 016
08-Ardennes	4 614
09-Ariège	2 109
10-Aube	6 714
11-Aude	4 565
12-Aveyron	13 210
13-Bouches-du-Rhône	55 290
14-Calvados	22 773
15-Cantal	3 418
16-Charente	6 815
17-Charente-Maritime	8 441
18-Cher	4 309
19-Corrèze	3 764
21-Côte-d'Or	12 485
22-Côtes-d'Armor	34 215
23-Creuse	250
24-Dordogne	5 196
25-Doubs	10 645
26-Drôme	16 082
27-Eure	10 376
28-Eure-et-Loir	10 016
29-Finistère	63 773
2A-Corse-du-Sud	2 400
30-Gard	20 547
31-Haute-Garonne	25 166
32-Gers	4 271
33-Gironde	33 900
34-Hérault	23 044



35-Ille-et-Vilaine	77 132	56-Morbihan	67 152
36-Indre	2 747	57-Moselle	17 405
37-Indre-et-Loire	15 134	58-Nièvre	3 065
38-Isère	29 589	59-Nord	143 865
39-Jura	6 408	60-Oise	15 646
40-Landes	5 414	61-Orne	10 472
41-Loir-et-Cher	7 847	62-Pas-de-Calais	43 818
42-Loire	35 268	63-Puy-de-Dôme	16 064
43-Haute-Loire	14 579	64-Pyrénées-Atlantiques	25 444
44-Loire-Atlantique	94 594	65-Hautes-Pyrénées	5 925
45-Loiret	14 415	66-Pyrénées Orientales	9 281
46-Lot	3 007	67-Bas-Rhin	12 783
47-Lot-et-Garonne	6 522	68-Haut-Rhin	15 119
48-Lozère	5 668	69-Rhône	77 281
49-Maine-et-Loire	64 453	70-Haute-Saône	3 071
50-Manche	18 648	71-Saône-et-Loire	9 363
51-Marne	16 847	72-Sarthe	19 647
52-Haute-Marne	2 886	73-Savoie	8 339
53-Mayenne	21 459	74-Haute-Savoie	26 896
54-Meurthe-et-Moselle	14 604	75-Paris	77 167
55-Meuse	3 551		



76-Seine-Maritime	32 159
77-Seine-et-Marne	23 250
78-Yvelines	38 221
79-Deux-Sèvres	13 545
80-Somme	19 824
81-Tarn	11 768
82-Tarn-et-Garonne	6 232
83-Var	15 723
84-Vaucluse	15 688
85-Vendée	61 297
86-Vienne	10 619
87-Haute-Vienne	4 365
88-Vosges	6 845
89-Yonne	5 294
90-Territoire de Belfort	4 196
91-Essonne	21 533
92-Hauts-de-Seine	40 938
93-Seine-Saint-Denis	23 234
94-Val-de-Marne	23 829
95-Val-d'Oise	19 791

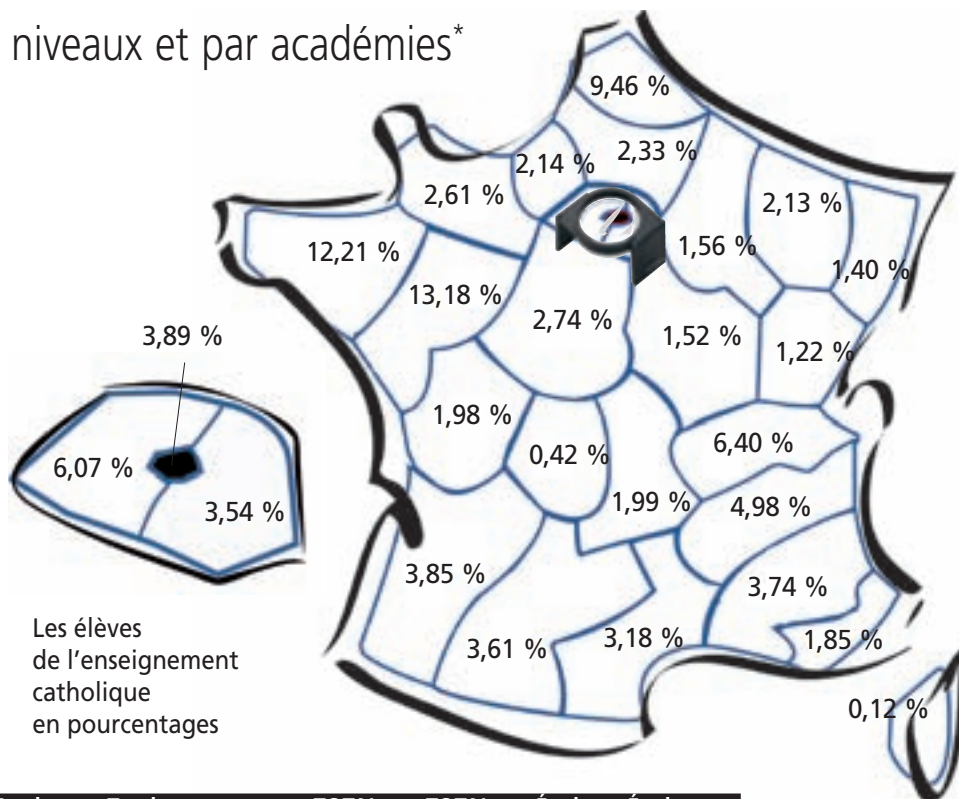
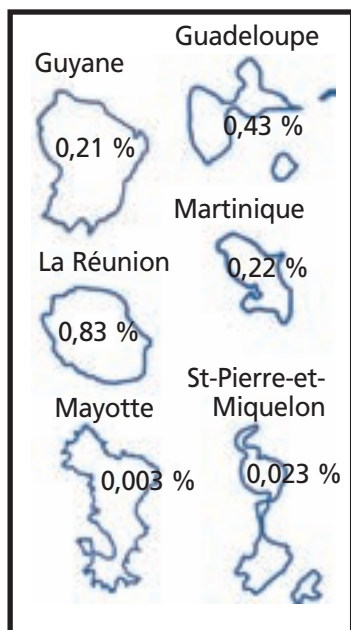
DOM

971-Guadeloupe	8 636
972-Martinique	4 386
973-Guyane	4 329
974-Réunion (La)	16 637
975-Saint-Pierre-et-Miquelon	464
976-Mayotte	65

Total 1 982 909

* Hors enseignement agricole.

Nombre d'élèves par niveaux et par académies*



Les élèves de l'enseignement catholique en pourcentages

* Hors enseignement agricole.

Académies	Total 1 ^{er} degré	Total Collèges	Total Lycées	Postbac	TOTAL 2011	TOTAL 2010	Évol. 2011/2010	Évol. en %
Aix-Marseille	27 306	26 150	18 057	2 748	74 261	73 044	1 217	1,66 %
Amiens	17 660	16 128	11 034	1 397	46 219	45 764	455	0,99 %
Besançon	9 553	9 719	4 289	759	24 320	23 838	482	2,02 %
Bordeaux	29 729	27 392	17 919	1 436	76 476	75 606	870	1,15 %
Caen	23 707	16 387	10 266	1 533	51 893	51 822	71	0,13 %
Clermont-Fd	17 884	12 591	7 671	1 317	39 463	39 786	- 323	- 0,81 %
Corse	985	895	483	37	2 400	2 326	74	3,18 %
Créteil	24 174	28 271	16 664	1 204	70 313	70 067	246	0,35 %
Dijon	11 352	9 659	7 517	1 679	30 207	30 451	- 244	- 0,80 %
Grenoble	39 320	34 700	22 497	2 405	98 922	97 820	1 102	1,12 %
Lille	83 299	58 849	38 838	6 697	187 683	190 410	- 2 727	- 1,43 %
Limoges	3 161	2 742	1 970	506	8 379	8 260	119	1,44 %
Lyon	52 608	44 728	25 561	4 205	127 102	125 430	1 672	1,33 %
Montpellier	26 026	21 640	13 584	1 855	63 105	63 244	- 139	- 0,21 %
Nancy-Metz	11 783	16 191	12 562	1 869	42 405	42 283	122	0,28 %
Nantes	137 007	76 865	40 966	6 612	261 450	259 890	1 560	0,60 %
Nice	13 791	14 063	8 206	738	36 798	36 218	580	1,60 %
Orléans-Tours	22 381	18 404	11 870	1 813	54 468	53 889	579	1,07 %
Paris	28 239	23 841	20 544	4 543	77 167	76 638	529	0,69 %
Poitiers	18 161	13 115	7 060	1 084	39 420	39 125	295	0,75 %
Reims	11 533	11 518	7 360	650	31 061	30 860	201	0,65 %
Rennes	126 566	67 441	40 924	7 341	242 272	241 650	622	0,25 %
Rouen	15 883	14 592	10 575	1 485	42 535	42 487	48	0,11 %
Strasbourg	7 900	12 532	6 928	542	27 902	27 570	332	1,20 %
Toulouse	30 941	23 678	14 700	2 369	71 688	71 548	140	0,19 %
Versailles	40 509	47 811	28 995	3 168	120 483	118 687	1 796	1,51 %
Métropole	831 458	649 902	407 040	59 992	1 948 392	1 938 713	9 679	0,49 %
Guadeloupe	4 796	2 287	1 496	57	8 636	8 628	8	0,09 %
Guyane	2 140	1 340	849	0	4 329	4 122	207	5,02 %
Martinique	2 304	1 394	688	0	4 386	4 260	126	2,95 %
Mayotte	0	0	65	0	65	-	65	-
Réunion (La)	9 235	4 743	2 431	228	16 637	15 972	665	4,16 %
S ^t -Pierre-et-Miquelon	324	140	0	0	464	492	- 28	- 5,69 %
Dom	18 799	9 904	5 529	285	34 517	33 474	1 043	3,11 %
Métropole+Dom	850 257	659 806	412 569	60 277	1 982 909	1 972 187	10 722	0,54 %

► En Métropole, 22 académies en augmentation, 4 en baisse
 ► + 9 679 élèves en 2011 par rapport à 2010

► Dans les Dom, 4 académies en augmentation, 1 en baisse
 ► + 1 043 élèves

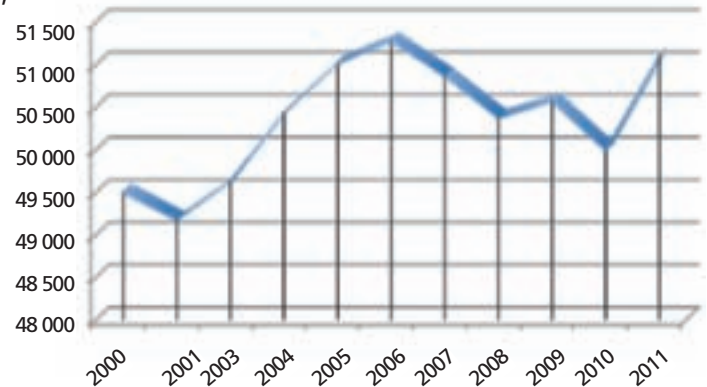


Les chiffres de Mayotte, devenu département d'outre-mer le 31 mars 2011, figurent pour la première fois dans nos statistiques.

Les chiffres de l'enseignement agricole*

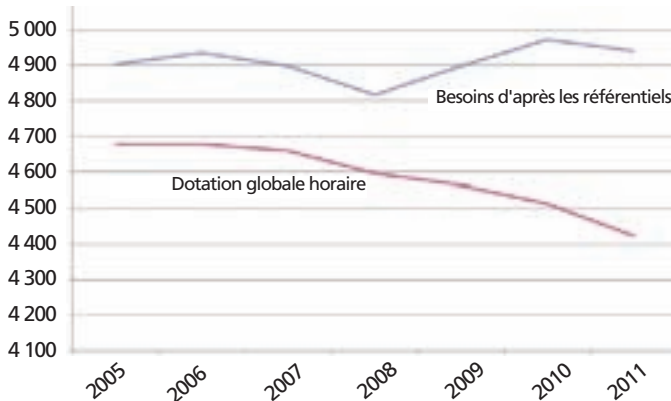
- 195 établissements (218 sites de formation) répartis dans 19 régions métropolitaines, ainsi qu'en Nouvelle-Calédonie, Polynésie et à La Réunion
- 51 101 élèves
- 4 000 apprentis
- 13 000 stagiaires en formation professionnelle continue (3 millions d'heures stagiaires)
- 49 500 familles
- 5 000 enseignants, formateurs et documentalistes
- 5 500 personnels d'éducation, d'administration et de service
- 190 associations responsables
- 3 000 administrateurs bénévoles

Évolution des effectifs d'élèves



* Source : CNEAP

Évolution de l'écart entre besoins¹ et DGH accordée au CNEAP



Évolution des effectifs d'élèves par cycles

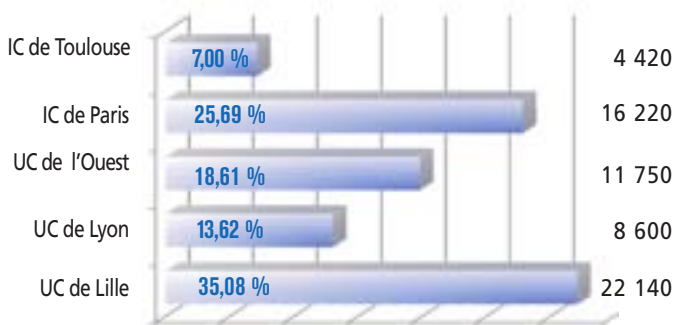
Classes	2010	2011	2011-2010	%
4 ^e de l'ens agricole	3 726	3 924	198	5,31 %
3 ^e de l'ens agricole	5 606	5 636	30	0,54 %
Cycle Court				
CAPA	3 695	4 157	462	12,50 %
BEPA	9 275	4 174	- 5 101	- 55,00 %
Cycle Long				
Seconde Pro	3 819	8 731	4 912	128,62 %
Seconde GT	2 086	2 166	80	3,84 %
BTA/Bac Pro	12 867	13 688	821	6,38 %
Bac Techno	3 347	3 052	- 295	- 8,81 %
Bac S	873	871	- 2	- 0,23 %
Cycle supérieur				
BTSA	4 699	4 702	3	0,06 %
Total	49 993	51 101	1 108	2,22 %

1. Les besoins calculés ne prennent pas en compte les besoins en postes de documentalistes. Les besoins évalués pour les classes de plus de 32 élèves sont sous-estimés.

Les universités catholiques

Membres de l'Udesca (Union des établissements d'enseignement supérieur catholique)

Répartition des effectifs



Établissements	Étudiants université	Étudiants Fesic ³	Total
IC ¹ DE TOULOUSE	3 670	750	4 420
IC DE PARIS	8 900	7 320	16 220
UC ² DE L'OUEST	8 100	3 650	11 750
UC DE LYON	5 600	3 000	8 600
UC DE LILLE	10 160	11 980	22 140
TOTAL	36 430	26 700	63 130

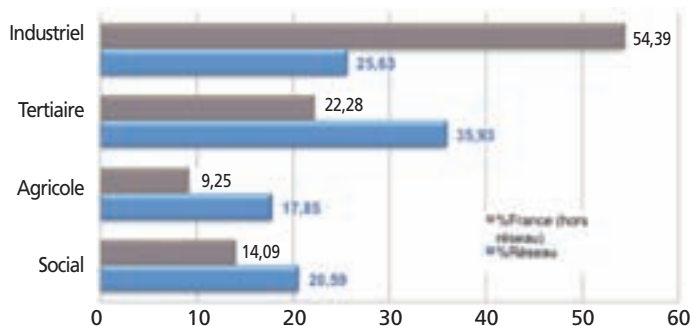
1. Institut catholique. 2. Université catholique. 3. Fédération d'écoles supérieures d'ingénieurs et de cadres, regroupant 27 grandes écoles d'ingénieurs et de management. N. B. Pour Lyon : étudiants Fesic/Ugei (Union des grandes écoles indépendantes).

Les effectifs post-bac dans l'EC

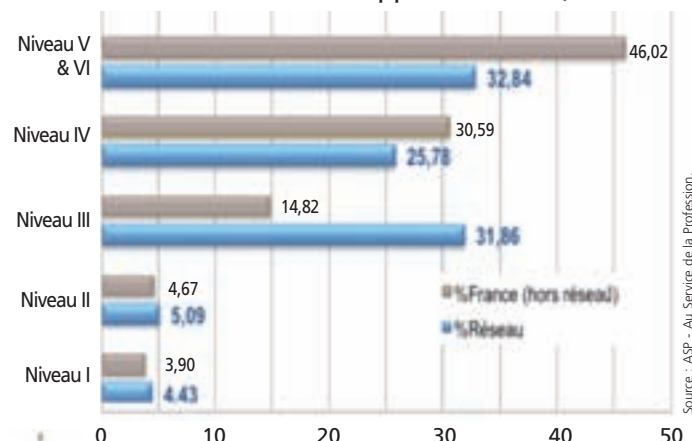
Académies	CPGE	BTS	Autres	Total
Aix-Marseille	289	1 989	470	2 748
Amiens	0	1 163	234	1 397
Besançon	0	558	201	759
Bordeaux	155	1 193	88	1 436
Caen	78	1 231	224	1 533
Clermont-Fd	109	953	255	1 317
Corse	0	37	0	37
Créteil	115	987	102	1 204
Dijon	49	1 434	196	1 679
Grenoble	101	1 756	548	2 405
Lille	1 809	4 205	683	6 697
Limoges	0	431	75	506
Lyon	1 675	2 185	345	4 205
Montpellier	372	1 323	160	1 855
Nancy-Metz	167	1 207	495	1 869
Nantes	1 167	4 560	885	6 612
Nice	259	461	18	738
Orléans-Tours	41	1 696	76	1 813
Paris	1 885	2 266	392	4 543
Poitiers	0	979	105	1 084
Reims	0	601	49	650
Rennes	765	4 989	1 587	7 341
Rouen	52	1 346	87	1 485
Strasbourg	65	375	102	542
Toulouse	590	1 516	263	2 369
Versailles	1 607	1 266	295	3 168
Métropole	11 350	40 707	7 935	59 992
Guadeloupe	0	57	0	57
Guyane	0	0	0	0
Martinique	0	0	0	0
Réunion (La)	0	228	0	228
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0
Mayotte	0	0	0	0
Dom	0	285	0	285
Métropole+Dom	11 350	40 992	7 935	60 277

L'apprentissage en France et dans le réseau EC*

Répartition des filières en apprentissage en % (janvier 2012)



Niveaux de formation des apprentis en % (janvier 2012)



Source : ASP - Au Service de la Profession.

Plus de 19 000 apprentis dans le réseau EC.
 Nombre de CFA/SA**, en France : 1 350 dont 3,3 % dans l'EC.
 Nombre d'UFA*** en France : 1 010 dont 12 % dans l'EC.

* Réseau enseignement catholique : Cneap, Fesic, ASP, Unetp.
 SA : Sections d'apprentissage. *UFA : Unité de formation en apprentissage

L'apprentissage en France : répartition des effectifs et des structures par régions

RÉGIONS	Structures apprentissage (CFA/UFA/SA*)	Structures adh. ASP	Effectifs adh. ASP (déclaratif janvier 2012)	Effectifs EC (déclaratif janvier 2012)	Effectifs Total (31 décembre 2010)
Alsace	54	4	149	149	15 990
Aquitaine	124	8	112	112	18 700
Auvergne	43	1	76	76	8 770
Bourgogne	53	1	47	47	11 900
Basse-Normandie	53	1	-	-	11 200
Bretagne	114	11	709	709	19 200
Champagne-Ardenne	65	1	20	20	8 950
Corse	14	0	-	-	2 005
Centre	117	8	2 207	2 207	19 900
Franche-Comté	92	6	180	570	10 450
Guadeloupe	6	0	-	-	1 640
Guyane	2	0	-	-	407
Haute-Normandie	61	1	261	760	14 200
Ile-de-France	531	38	4 480	5 400	83 000

RÉGIONS	Structures apprentissage (CFA/UFA/SA*)	Structures adh. ASP	Effectifs adh. ASP (déclaratif janvier 2012)	Effectifs EC (déclaratif janvier 2012)	Effectifs Total (31 décembre 2010)
Limousin	31	0	-	-	4 000
Pays de la Loire	130	8	410	2 500	28 500
Lorraine	46	4	81	81	16 900
Languedoc-Roussillon	86	3	98	98	15 300
Midi-Pyrénées	94	6	88	88	19 500
Martinique	4	0	-	-	2 000
Nord-Pas-de-Calais	234	19	1 972	2 730	22 030
PACA	127	1	-	560	32 400
Picardie	114	7	1 773	1 773	13 700
Poitou-Charentes	87	1	77	77	14 400
Réunion (La)	17	1	62	62	4 000
Rhône-Alpes	131	15	1 867	1 900	42 600
TOTAL (janvier 2012)	2 430	145	14 669	19 919	441 642

Source : ASP - Au Service de la Profession.

* Centres de formation d'apprentis, Unités de formation par apprentissage, Sections d'apprentissage.

Les internats dans les 1^{er} et 2^d degrés*1^{er} degré

Académies	Nombre Ets	Filles	Garçons	TOTAL
Aix-Marseille	1	0	0	0
Amiens	4	7	10	17
Besançon	4	45	73	118
Bordeaux	12	84	125	209
Caen	4	14	51	65
Clermont-Fd	10	17	27	44
Créteil	5	46	47	93
Dijon	7	19	46	65
Grenoble	2	9	15	24
Lille	7	61	95	156
Limoges	2	4	6	10
Lyon	5	16	83	99
Montpellier	4	5	8	13
Nancy-Metz	8	57	63	120
Orléans-Tours	1	0	0	0
Paris	2	41	33	74
Poitiers	3	7	3	10
Reims	2	3	11	14
Strasbourg	8	34	88	122
Toulouse	8	22	44	66
Versailles	5	33	50	83
Total Métropole	104	524	878	1 402
Martinique	1	0	18	18
Réunion (La)	3	9	13	22
Total général	108	533	909	1 442



Avec près de 3 % de ses effectifs, l'enseignement catholique poursuit son effort d'accueil de jeunes en internat, malgré l'absence de soutien de financement public aux familles, notamment dans le cadre de l'enseignement général, technologique et professionnel.

2^d degré

Académies	Nombre Ets	Filles	Garçons	TOTAL
Aix-Marseille	23	511	752	1 263
Amiens	52	1 121	1 503	2 624
Besançon	24	572	658	1 230
Bordeaux	78	1 747	2 094	3 841
Caen	44	980	1 338	2 318
Clermont-Fd	50	635	698	1 333
Créteil	12	270	439	709
Dijon	33	661	821	1 482
Grenoble	69	1 277	1 874	3 151
Lille	45	1 315	2 042	3 357
Limoges	17	155	172	327
Lyon	40	988	1 492	2 480
Montpellier	30	948	1 640	2 588
Nancy-Metz	42	876	1 161	2 037
Nantes	75	2 809	3 275	6 084
Nice	11	163	377	540
Orléans-Tours	49	944	1 375	2 319
Paris	6	76	626	702
Poitiers	25	602	688	1 290
Reims	28	548	831	1 379
Rennes	89	2 759	3 566	6 325
Rouen	22	502	877	1 379
Strasbourg	10	297	376	673
Toulouse	83	1 924	2 130	4 054
Versailles	23	860	2 129	2 989
Total Métropole	980	23 540	32 934	56 474
Martinique	2	0	54	54
Réunion (La)	1	0	30	30
Total général	983	23 540	33 018	56 558

* Hors enseignement agricole.

ASH* : Segpa** et Ulis*** par académies

Académies	Nombre SEGPA 2011	Effectifs 2010	Effectifs 2011	Évol. 2010-2011	Nombre ULIS 2011	Effectifs 2010	Effectifs 2011	Évol. 2010-2011
Aix-Marseille	3	153	163	6,5 %	8	82	93	13,4 %
Amiens	2	22	40	81,8 %	6	55	59	7,3 %
Besançon	3	198	200	1,0 %	4	39	39	0,0 %
Bordeaux	5	206	194	-5,8 %	15	101	134	32,7 %
Caen	1	44	50	13,6 %	2	23	23	0,0 %
Clermont-Fd	2	117	124	6,0 %	5	56	67	19,6 %
Créteil	3	70	77	10,0 %	2	15	14	-6,7 %
Dijon	1	62	62	0,0 %	3	25	37	48,0 %
Grenoble	2	97	98	1,0 %	5	91	46	-49,5 %
Lille	8	392	395	0,8 %	22	212	249	17,5 %
Limoges	1	45	51	13,3 %	2	15	16	6,7 %
Lyon	3	193	186	-3,6 %	18	157	174	10,8 %
Montpellier	3	156	151	-3,2 %	5	29	43	48,3 %
Nancy-Metz					4	21	29	38,1 %
Nantes	18	1 017	1 024	0,7 %	28	309	324	4,9 %
Nice	1	38	42	10,5 %	7	62	64	3,2 %
Orléans-Tours	6	119	118	-0,8 %	8	61	64	4,9 %
Paris	1	55	46	-16,4 %	9	136	117	-14,0 %
Poitiers	1	59	53	-10,2 %	8	79	83	5,1 %
Reims	2	28	48	71,4 %	3	27	36	33,3 %
Rennes	13	776	790	1,8 %	31	333	370	11,1 %
Rouen	1	34	33	-2,9 %	3	25	35	40,0 %
Strasbourg	1	41	38	-7,3 %	2	7	24	242,9 %
Toulouse	4	81	106	30,9 %	6	20	42	110,0 %
Versailles	3	136	142	4,4 %	14	124	136	9,7 %
Réunion (La)	1	22	34	54,5 %	1	10	10	0,0 %
St-Pierre-et-Miq	1	-	17	-	-	-	-	-
TOTAL	90	4 161	4 282	2,5 %	221	2 114	2 328	10,1 %



Si l'inclusion des personnes à besoins éducatifs particuliers est une priorité, l'enseignement catholique souhaite cependant continuer d'apporter toute son attention aux personnes exigeant des suivis spécifiques au travers notamment des Segpa et des Ulis.

* Adaptation scolaire et scolarisation des élèves handicapés.

** Sections d'enseignement général et professionnel adapté.

*** Unités localisées pour l'inclusion scolaire (ex-UPI – Unités pédagogiques d'intégration).

Références statistiques de l'Insee

Trois tableaux extraits de publications de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) retracent l'évolution des personnels de l'Éducation nationale durant les quatre dernières années et celle des effectifs d'élèves et d'étudiants et de leur réussite à l'examen phare de notre système éducatif sur trois décennies.

Personnel de l'Éducation nationale en 2011

	2007	2008	2009	2010	2011
Enseignants ¹	982 678	972 571	940 403	944 497	928 458
Public	838 177	829 131	798 742	804 043	789 819
Privé	144 501	143 440	141 661	140 454	138 639
Personnel administratif, technique, d'encadrement et de surveillance	227 150	194 403	174 839	183 248	179 759
Total	1 209 828	1 166 974	1 115 242	1 127 745	1 108 217



Les établissements catholiques d'enseignement ont pleinement contribué aux demandes de l'État en restituant

5 500 emplois d'enseignants au cours des cinq dernières années, soit près de 4,5 % des emplois affectés par l'État.

1. Enseignants titulaires, stagiaires et non titulaires des 1^{er} et 2^d degrés, du supérieur et des établissements de formation.

Source : Depp du MEN (extrait de « Tableaux de l'économie française »).

Champ : France.

Effectifs d'élèves et d'étudiants en 2010 (public + privé, en milliers)

	1980	1990	2000	2008	2009	2010
Premier degré	7 396	6 953	6 552	6 644	6 647	6 664
dont : préélémentaire	2 456	2 644	2 540	2 535	2 533	2 539
CP-CM2	4 810	4 218	3 953	4 062	4 070	4 081
Second degré ¹	5 309	5 726	5 614	5 340	5 332	5 353
dont : 1 ^{er} cycle	3 262	3 254	3 291	3 088	3 107	3 126
2 ^e cycle général et technologique	1 124	1 608	1 502	1 447	1 431	1 426
2 ^e cycle professionnel	808	750	705	703	694	706
Enseignement scolaire sous tutelle d'autres ministères, divers ²	213	204	233	227	227	228
Apprentissage	244	227	376	435	434	434
Enseignement supérieur	1 184	1 717	2 160	2 234	2 314	2 319
dont : classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)	40	64	70	80	81	80
sections de techniciens supérieurs (STS)	68	199	239	234	240	242
instituts universitaires de technologie (IUT)	54	74	119	118	118	116
universités (hors IUT et formations d'ingénieurs)	796	1 075	1 254	1 266	1 306	1 300
écoles d'ingénieurs	40	58	96	114	117	122
écoles de commerce	16	46	63	101	116	121
Total général	14 347	14 828	14 935	14 880	14 952	14 998



Malgré une légère reprise de la natalité qui fait croître à nouveau les effectifs dans le premier degré, il est

intéressant de constater que nous avons connu une chute des effectifs durant de nombreuses années et une stagnation en second degré malgré l'ouverture de nombreux collèges et lycées. Il est également important de remarquer le développement de l'apprentissage et de l'enseignement supérieur particulièrement au travers des sections de techniciens supérieurs.

1. Sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale.

2. Scolarisation dans les établissements de santé ou dans le second degré agriculture.

Source : Depp du MEN (extrait de « France, portrait social »).

Champ : France.

Proportion de bacheliers dans une génération (en %)

	Bac général	Bac technologique	Bac professionnel	Ensemble
1980	18,6	7,3	///	25,9
1990	27,9	12,8	2,8	43,5
2000	32,9	18,5	11,4	62,8
2005 (r)	33,0	17,0	11,4	61,4
2008 (r)	33,8	16,3	12,4	62,5
2009 (p)	35,2	15,9	14,4	65,5
2010 (p)	35,1	16,4	14,3	65,7



Depuis 1985, le nombre annuel de diplômés du baccalauréat a doublé et la proportion de bacheliers dans une génération a gagné 36,3 points. Cette forte progression résulte surtout de la croissance du nombre de bacheliers généraux, ainsi que de l'important essor du baccalauréat professionnel, mis en place à partir de 1987. Entre 1995 et 2008, en contraste avec la longue période de croissance qui a précédé, la proportion de bacheliers dans une génération atteint un palier et oscille autour de 62 %.

(p) : données provisoires.

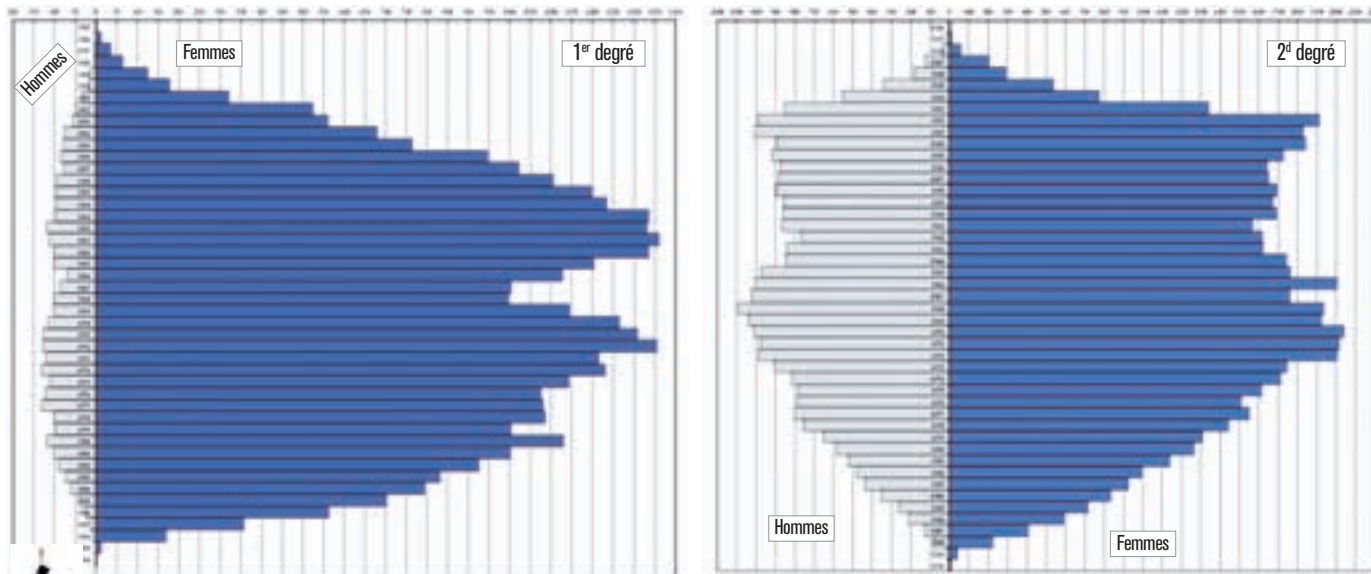
(r) : données révisées.

(///) : absence de résultat due à la nature des choses.

Sources : Depp ; Insee, recensements de la population (extrait de « Tableaux de l'économie française »).

Champ : France métropolitaine.

Répartition des enseignants par âges et par sexes*



130 450 enseignants*

41 247 dans le 1^{er} degré, dont 3 396 hommes (8,2 % ; - 43/2010) et 37 851 femmes (91,8 % ; - 704/2010).
89 203 dans le 2^d degré, dont 30 335 hommes (34 % ; - 176/2010) et 58 868 femmes (66 % ; - 555/2010)

* Hors DOM et enseignement agricole.

Organismes professionnels de chefs d'établissement

NOMBRE D'ADHÉRENTS

- ▶ Snceel : 2 036 adhérents représentant 2 647 unités pédagogiques
- ▶ Synadec : 800 adhérents ▶ Unetp : 661 adhérents ▶ Synadic : 491 adhérents

Représentation aux commissions paritaires consultatives de l'enseignement privé

Dans le premier degré

Représentants des maîtres des établissements d'enseignement privés du 1^{er} aux commissions consultatives mixtes départementales (CCMD) - 2010.

437 sièges pourvus

Spelc :	165 sièges (37,76 %)
Snec-Cftc :	136 sièges (31,12 %)
Fep-Cfdt :	125 sièges (28,60 %)
Snpefp-Cgt :	5 sièges (1,14 %)
Sundep :	4 sièges (0,91 %)
Liste d'union syndicale Cdmt-Cstm-Ugtm (dépt de la Martinique) :	2 sièges (0,46 %)

Représentants des chefs d'établissement des établissements d'enseignement privés du 1^{er} degré aux commissions consultatives mixtes départementales (CCMD) - 2010.

419 sièges pourvus

Synadec/Snceel - liste commune :	294 sièges (70,17 %)
Spelc :	53 sièges (12,65 %)
Snec-Cftc :	32 sièges (7,64 %)
Fep-Cfdt :	16 sièges (3,82 %)
Snceel :	3 sièges (0,72 %)
Cfdt / Spelc liste commune :	8 sièges (1,90 %)
Snceel / Synadec / Unetp liste commune (Martinique) :	5 sièges (1,19 %)

Snceel / Synadec / Unetp

liste commune (Guadeloupe)	4 sièges (0,95 %)
Liste indépendante	3 sièges (0,71 %)
Cftc / Spelc - liste commune	1 siège (0,24 %)

Dans le second degré

Représentants des maîtres des établissements d'enseignement privés du 2^d degré aux commissions consultatives mixtes académiques (CCMA) - 2010.

137 sièges pourvus

Fep-Cfdt :	53 sièges (38,69 %)
Snec-Cftc :	41 sièges (29,93 %)
Spelc :	34 sièges (24,82 %)
Snpefp-Cgt :	6 sièges (4,37 %)
Sundep :	3 sièges (2,18 %)

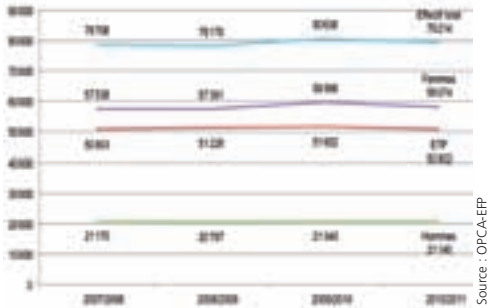
Représentants des chefs d'établissement des établissements d'enseignement privés du 2^d degré aux commissions consultatives mixtes académiques (CCMA) - 2010.

136 sièges pourvus

Synadic / Snceel / Unetp - liste commune :	126 sièges (92,65 %)
Snceel :	4 sièges (2,94 %)
Snceel / Synadic :	2 sièges (1,47 %)
Divers :	4 sièges (2,94 %)

Les personnels non enseignants

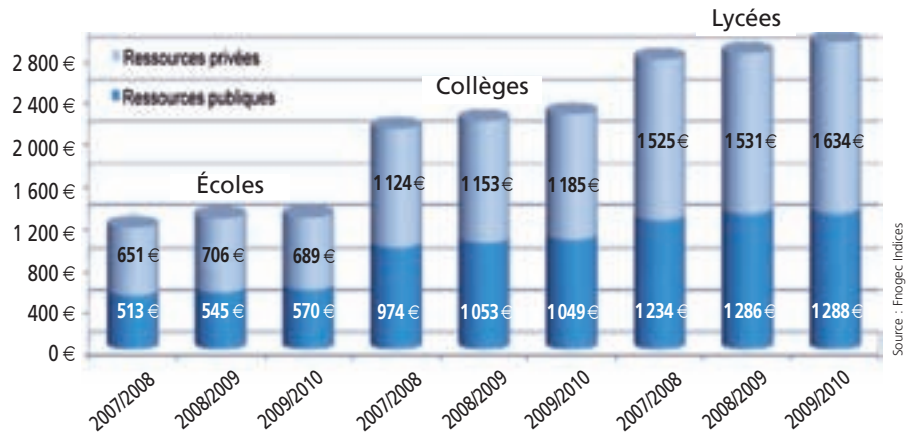
Évolution des effectifs salariés



ETP : équivalents temps plein.

Source : OPCA-EP

Répartition moyenne des ressources par élève/an

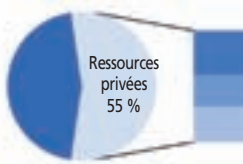


Source : Fnogec Indices

Ressources privées : répartition

ÉCOLES

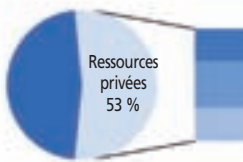
Ressources publiques 45 %



Contribution familles : 22 %
Familles Restauration Hébergement : 16 %
Autres produits : 17 %

COLLÈGES

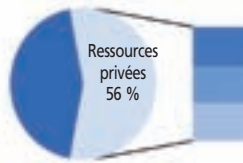
Ressources publiques 47 %



Contribution familles : 15 %
Familles Restauration Hébergement : 22 %
Autres produits : 16 %

LYCÉES

Ressources publiques 44 %



Contribution familles : 19 %
Familles Restauration Hébergement : 18 %
Autres produits : 19 %

Source : Fnogec Indices

Évolution des prix de vente de la prestation internat par unité pédagogique

	2007/2008		2008/2009		2009/2010	
	Nbre UP	Prix de vente moyen	Nbre UP	Prix de vente moyen	Nbre UP	Prix de vente moyen
Collège	80	2 014 €	81	2 124 €	52	2 449 €
Enseignement spécialisé			2	1 969 €		
Lycée général	37	2 328 €	51	2 425 €	33	2 990 €
Lycée polyvalent	16	2 294 €	18	2 527 €	12	2 231 €
Lycée professionnel	36	2 040 €	41	2 329 €	28	2 196 €
Lycée technologique	30	2 232 €	39	2 297 €	23	2 412 €
Total	199	2 006 €	232	2 191 €	148	2 498 €

Source : Fnogec-Base Ec-ol

Ressources privées : la restauration

Prix de vente des repas (hors Ile-de-France par élève et par an)

	2008 /2009	2009/2010	Évolution
École maternelle et élémentaire	3,94 €	4,19 €	+ 6,3 %
Collège	4,94 €	5,03 €	+ 1,8 %
Lycée général	5,41 €	5,51 €	+ 1,8 %
Lycée général et technologique	5,31 €	5,53 €	+ 4,1 %
Lycée polyvalent	5,28 €	5,43 €	+ 2,8 %
Lycée professionnel	5,31 €	5,46 €	+ 2,8 %

Source : Fnogec-Base Ec-ol

Immobilier : investissements de renouvellement

En € par élève et par an	Contributions Familles* (objectif)	Contributions Familles (constaté)	Effort à l'immobilier (objectif)**	Effort à l'immobilier (constaté)	Taux d'insuffisance d'effort à l'immobilier
Écoles	350/400	371 €	300/350	141 €	53 à 59 %
Collèges	450/550	487 €	400/450 (hors internat)	309 €	23 à 32 %***
LGT	650/750	849 €	550/650 (hors internat)	663 €	0 %***
LP	650/750	698 €	600/700 (hors internat)	698 €	0 %***

Source : Fnogec Indices

* Les contributions des familles et les redevances annexes liées à l'enseignement couvrent essentiellement l'effort à l'immobilier et, pour une part plus réduite, les dépenses de caractère propre : pastorale, projets pédagogiques spécifiques, équipements pédagogiques non couverts par des ressources publiques, financement du réseau enseignement catholique...

** Équivalent loyer (nombre moyen de m² par élève x coût reconstruction au m² x 4 %).

*** À relier aux ressources éventuelles Falloux, Astier et taxe d'apprentissage.



www.enseignement-catholique.fr

STG en Cordée

Une Cordée de la réussite pour aider les élèves des filières techniques à franchir le plafond de verre qui restreint à des cursus courts leurs perspectives de poursuite d'études ? C'est le pari relevé par les lycées parisiens Albert-de-Mun, Catherine-Labouré, Carcado-Saisseval et Le Rebours, en partenariat avec l'Iéseg dont 26 étudiants consacrent leur projet de seconde année à une forme de parrainage d'une centaine d'élèves de première et de terminale¹.

Démarré à la rentrée dernière et labellisé « Cordée de la réussite » dans la foulée, le dispositif *Ambition Sup Techno* vise à ouvrir les horizons, à préparer la poursuite d'études et à préciser le projet professionnel. Il prend la forme d'une séance de deux heures hebdomadaires, animées en alternance par les étudiants du campus parisien de l'Iéseg et des enseignants volontaires des établissements. Visite à l'Assemblée nationale, rencontre avec des professionnels, café philosophique...

« Une vraie valeur ajoutée », s'enthousiasme Clémentine, en terminale STG² au Rebours, de retour d'une visite « des plus stimulantes » de l'Espace Dali. Cette sortie s'intègre dans un module conduit par les professeurs de lettres, d'anglais et d'arts plastiques sur la génération perdue, d'Hemingway à Picasso : « De la culture générale, sans le côté scolaire. J'apprécie aussi beaucoup les échanges avec les étudiants. On a même un groupe Facebook pour poursuivre les discussions au-delà des rencontres ! » Tout cela nourrit le projet professionnel de Clémentine qui souhaite se tourner vers le journalisme : « C'est rassurant d'avoir une idée quand tant d'autres restent dans le vague, mais j'hésite encore à m'inscrire dans une école alors que la majorité de mes camarades visent plutôt des études courtes de type BTS... »

Pour Françoise Megglé, enseignante tout juste retraitée du Rebours et coordinatrice de la Cordée, il s'agit de

Pour favoriser l'accès de lycéens des filières techniques aux formations d'excellence, quatre lycées parisiens ont lancé avec l'Iéseg le dispositif Ambition Sup techno, labellisé « Cordée de la réussite ».

VIRGINIE LERAY



Lycéens et étudiants, ici réunis pour un forum des métiers organisé à Albert-de-Mun, ont de fructueux échanges sur les filières supérieures, la gestion du stress ou les oraux de motivation...

lever cette autocensure : « Leur poursuite d'études est moins clairement balisée qu'en lycée général ou professionnel. Ils doutent, choisissent par défaut et connaissent un taux d'échec trop élevé. Avec des notions solides en droit, comptabilité, économie, leur formation les prépare pourtant à la polyvalence et leur donne des atouts à faire fructifier. Leur curiosité et leur maturité ne s'expriment pas toujours de manière scolaire mais cela ne doit pas restreindre leurs ambitions de pour-

suite d'études. Ils ont, en revanche, davantage besoin d'être guidés et renseignés, et le cas échéant, préparés au rythme universitaire puisqu'ils sont de plus en plus nombreux à s'inscrire en IUT ou en faculté. »

Parmi l'éventail des possibles, il existe même depuis 1976 des classes prépa ECT³, aux concours des grandes écoles (HEC, Cachan). Malgré un taux d'intégration élevé et des équivalences universitaires, ces filières sélectives restent confidentielles puisque la trentaine de classes existantes n'accueille que 2 % des bacheliers STG.

Soudés

Dans un esprit « d'excellence sans élitisme », selon la formule du directeur diocésain de Paris, Frédéric Gautier, Le Rebours, établissement tête de Cordée, a ouvert une prépa ECT à la rentrée dernière. Portée par une équipe pédagogique de neuf enseignants soudés, cette prépa, comme le module *Ambition Sup techno*, inclut un système de tutorat par le biais de l'association Passeport Avenir. Pour un accompagnement personnalisé et diversifié, avec HEC en ligne de mire.

1. Les étudiants de l'Iéseg gèrent quatre associations chargées de collecter des fonds et d'animer le parrainage. L'une d'elles s'est dotée d'un site : www.droitdambition.wordpress.com
2. Sciences et technologies de la gestion.
3. Économique et commerciale voie technologique

► **312 CORDÉES.** En 2010-2011, les 312 Cordées de la réussite ont concerné 47 400 jeunes dans 1 900 établissements. Près de la moitié des bénéficiaires sont issus des quartiers « politique de la ville » où 40 % des établissements sont situés. Dans l'enseignement supérieur catholique, l'Iéseg Lille a aussi noué un partenariat avec trois collèges publics de la métropole lilloise, situés en zone « Réseau Ambition Réussite », pour l'accompagnement de 50 élèves méritants. À Paris, l'Isit, qui prépare aux métiers de la traduction et de l'interprétariat, a vu labelliser en décembre 2010 sa Cordée internationale *Horizon**, à destination de lycéens et d'étudiants de classes préparatoires littéraires des établissements Camille-Jullian (Bordeaux), Notre-Dame-de-la-Paix (Lille), Malherbe (Caen), Blanche-de-Castille (Le Chesnay). Au menu : renforcement linguistique, découverte de la diversité culturelle, visite d'organismes internationaux... **VL**

* www.horizons-cordee.eu

Dans la course pour Londres



Patrick Moyses, champion de handbike, est venu à la rencontre des collégiens de Chèvremont. Quelques-uns ont essayé sa machine.

D'une plaisanterie peut naître un projet fort sérieux, comme celui d'emmener tout un collège à Londres pour les prochains jeux Paralympiques. À Chèvremont, le collège de la Providence est en piste depuis deux ans pour une course de fond aux... fonds.

AURÉLIE SOBOCINSKI

Le projet est parti sous la forme d'une boutade lancée à la cantine, voilà deux ans. « *Et si on partait aux jeux Olympiques de Londres, mieux encore aux jeux Paralympiques ?* » Il est devenu en quelques mois un catalyseur au collège de la Providence, à Chèvremont, permettant à l'ensemble des dynamiques à l'œuvre dans ce petit établissement rural, à 5 kilomètres de Belfort, de converger et de se relier.

Soucieuse de promouvoir un temps différent et personnalisé pour ses élèves, l'équipe de Frédérique Bolle-Reddat, la directrice, s'est ouverte depuis la rentrée 2009 à l'accueil de publics très différents : des sportifs de haut niveau, jeunes nageurs et patineurs, et une Clémentine pétillante, aujourd'hui en classe de 5^e, qu'un handicap moteur fait circuler en fauteuil. Aucune section particulière n'a été créée. Pour chacun, c'est la voie d'un aménagement spécifique qui a été retenue et conçue de telle sorte

qu'ils puissent se consacrer à leurs activités ou bénéficier des accompagnements dont ils ont besoin, tout en poursuivant une scolarité « normale ». Restait à faire se rencontrer les trajectoires des uns et des autres, pour que l'école devienne réellement un lieu de « faire ensemble » et de « vivre avec ».

L'idée un peu folle d'emmener l'ensemble des collégiens, ainsi que les « grands » de l'école annexe, aux jeux Paralympiques, est vite apparue comme le projet à même de fédérer l'ensemble des élèves et des autres membres de la communauté éducative dans leur diversité. Sur 160 élèves au total, 138 sont inscrits aujourd'hui, du CM2 à la 3^e, et au-delà, pour ceux qui sont entrés au lycée en septembre dernier. Une trentaine d'adultes référents – enseignants, parents, partenaires sportifs et autres bénévoles – réunis dans le « comité olympique » de l'association sportive¹ spécialement créée pour l'occasion, les accompagnent pour rendre possible cette aventure et récolter les fonds nécessaires.

Un choc réel

Plus qu'à la préparation d'un voyage, c'est à une initiation à la différence, à son appréhension et à son acceptation, que tous sont conviés et confrontés. Intitulé « Plus haut, plus vite, plus fort... avec ou sans handicap, on est cap », le

projet vise notamment à rencontrer des athlètes handicapés, à participer à certains entraînements dans les mêmes conditions qu'eux, à correspondre avec eux avant et pendant les jeux, afin de toucher du doigt leur réalité. Chaque classe a choisi une discipline sportive dont les élèves étudient l'histoire, la technique, les performances, le matériel...

Ce lundi de février, Patrick Moyses, champion de handbike originaire de Mulhouse, est venu en voisin rendre visite aux élèves de 6^e, avant de s'envoler pour son stage de préparation aux Canaries. L'occasion de découvrir sa machine de compétition, de s'y aventurer même et, très vite, professeurs compris, de glisser de questions sur les performances techniques – « *Quoi ? Vous pouvez faire des pointes à 90 km/h, là-dessus ?* » – à d'autres sur la vie quotidienne lorsque l'on est handicapé.

Pour les jeunes compétiteurs de la section natation, le choc a été réel. Après quelques séances vécues le bonnet sur les yeux, leur regard s'est décalé avec la découverte lors de leurs compétitions d'une jeune nageuse unijambiste et le témoignage en classe d'un tennisman en fauteuil. « *On ne les voit plus pareil. Pour moi, franchement, avant c'étaient des personnes qui ne pouvaient rien faire et ne servaient pas à grand-chose* », ose Lorie, en 4^e, avant de poursuivre : « *Aujourd'hui le point de vue n'est plus du*

tout le même, on les a découverts dans des situations différentes, on a vu leur courage d'exposer un corps différent et de déployer tellement d'efforts pour réussir: » Un peu sceptique au début, Gabriel, en 3^e, se dit aujourd'hui « emballé » : « En fait, ce sont de vrais athlètes, avec un truc en plus. Il n'y a peut-être pas de stars, on ne les voit pas à la télé, mais quand on sera à Londres, au bout de quelques jours, cela nous paraîtra complètement normal, des sportifs parmi d'autres. »

Chez les enseignants, ce projet supplémentaire a d'abord été perçu comme « dévoreur de temps ». S'y investir n'était pas évident, d'autant que la moitié des 18 professeurs titulaires exercent dans deux établissements différents. Ce n'est qu'à la faveur d'un travail collectif de relecture du socle que l'équipe s'en est saisie comme l'occasion d'un « faire autrement » porteur de sens dans les parcours proposés aux élèves et vecteur de reconnaissance et de validation des compétences 6 et 7 (autonomie et initiative) développées en dehors des murs de l'école.

La cagnotte et le budget

À partir de là, des liens ont été établis avec l'enseignement des matières : en histoire avec l'olympisme, en anglais avec la traduction du serment des athlètes, en mathématiques avec la réalisation des

drapeaux des délégations, en musique avec la découverte des hymnes nationaux... Et d'autres liens, vers l'extérieur cette fois, ont pu être noués avec les acteurs régionaux du handisport, des établissements spécialisés, des élus, des parents et des bénévoles, « obligeant l'établissement à sortir de lui-même, une



Les élèves du cursus natation ont changé de regard sur le handicap.

chance assez unique », observe Didier Grain, professeur d'EPS très impliqué. C'est aussi toute une communauté éducative qui s'est soudée, rythmant ces

« En fait, ce sont de vrais athlètes, avec un truc en plus. »

deux années, à coup d'événements pour « maintenir le souffle » – marche populaire, emballage des cadeaux de Noël, vente de tout-clean (pour téléphones portables) et, tout récemment encore, jeux Paralympiques du collège – et décrocher

le sésame pour Londres. Si aujourd'hui rien n'est encore gagné – la cagnotte s'élève pour l'heure à 18 000 euros alors que le budget voyage et séjour exige 200 000 euros –, le collège, pour bien des élèves, a d'ores et déjà pris une dimension nouvelle.

« Jamais je n'aurais pensé qu'un si petit établissement puisse faire un projet aussi grand et ambitieux, avec autant de gens impliqués pour nous », s'étonne encore Caroline, en 3^e. « Londres, ce sera le summum, l'aboutissement si l'on y arrive. Mais ce qui compte, c'est tout ce dont l'école nous aura fait prendre conscience avant, et cela va au-delà du handicap, explique Aubin, en 4^e, vibrant ambassadeur du projet. Par définition, son rôle n'est pas seulement de nous apprendre les maths et à retenir des leçons, c'est quelque chose d'humain, de social qui nous aide à nous lancer dans la vie avec nos différences et à trouver notre place.

On sait aujourd'hui qu'on est tous handicapés à notre manière, avec nos limites, nos peurs, et qu'on est tous capables de les dépasser. » Cette action, « vraiment importante » à ses yeux, n'aura tout de même pas convaincu Clémentine de se lancer sur la piste des athlètes : « C'est vrai qu'aujourd'hui, je pourrais demander que l'on fasse en cours une discipline paralympique, mais être dispensée de sport, c'est pas mal aussi ! » glisse-t-elle avec malice.

1. L'AGSP est reconnue organisme d'intérêt général et peut recevoir vos dons à l'adresse suivante : Association sportive du collège de la Providence, 6 rue de l'Église, 90340 Chèvremont. Tél. : 03 84 21 03 61. Email : agsp.providence@orange.fr



Une délégation nationale aussi

Une délégation nationale mixte d'une quarantaine de jeunes lycéens, en situation de handicap ou non, rejoindra également l'aventure londonienne des jeux Paralympiques, à la fin d'août 2012,

« de la cérémonie d'ouverture à la cérémonie de fermeture ». Le projet, mis en œuvre par le département Éducation du Secrétariat général de l'enseignement catholique ainsi que par l'Ugsel et construit avec la Fédération française handisports (FFH), réunit les élèves de six établissements volontaires de Brignoles (83), Lyon, Le Chambon-Feugerolles (42), Reims, Paris et Toulon. « Notre souhait est de pouvoir faire vivre aux jeunes une expérience unique, nourrie par les valeurs universelles du sport et de l'olympisme, au-delà des gradins des stades, à travers de réelles rencontres en amont et sur place avec les athlètes », explique Françoise Maine, du Sgec, coordinatrice du projet. Tout un travail de rédaction et d'expression sera également proposé aux participants à travers la réalisation d'un blog commun. Cinq d'entre eux pourront s'initier au journalisme en tant que stagiaires pour le média national *Blog Handicap*, où ils assureront des chroniques vidéo quotidiennes. Pour financer ce projet, une tombola, organisée jusqu'en mai par la FFH et l'Ugsel, s'ajoute à la mobilisation et à l'effort des établissements et des familles. Les carnets de tickets sont à retirer auprès des unions départementales ou, à défaut, de l'Ugsel nationale. AS



Une révolution douce

Il vient de Nouvelle-France, ce petit air vivifiant qui souffle sur le sud de la France. Des formateurs québécois y invitent les éducateurs du réseau AGI à solliciter toutes les intelligences dans leurs classes. Zoom sur un CMI du Gard en pleine exploration pédagogique.

SYLVIE HORGUELIN

A Jeanne-d'Arc, dans le CM1 de Catherine Jouvion, le cours de français vient de débuter. Au programme de ce jeudi matin, un auteur, Molière, et un thème, la biographie. Rien que du très classique sauf que... Conçue pour rendre les élèves acteurs, la séquence imaginée par leur maîtresse va les amener à beaucoup s'impliquer. Mais avant de se répartir en groupes de niveau, une révision collective s'impose sur les formes d'intelligence sollicitées à l'école. Fastoche avec les personnages affichés sur le mur ! Il y a un petit bonhomme sentencieux, c'est Mot-à-Mot (l'intelligence linguistique) et à côté, l'athlétique Agilo (l'intelligence kinesthésique), puis la mélomane Clé-de-Sol (l'intelligence musicale)... sans oublier la mascotte des enfants, Boute-en-Train : une fillette souriante qui ouvre grands les bras (c'est l'intelligence interpersonnelle).

Nous sommes à Bellegarde, une commune rurale à 17 kilomètres de Nîmes, où cet établissement catholique – 8 classes de la maternelle au CM2 – fait partie des écoles aux effectifs fluctuants qui risquent, de ce fait, une fermeture de classe. Pas question pour autant de céder à la morosité, malgré l'inquiétude palpable. Laure Arnoux, la directrice, continue à miser sur la force de son projet et le dynamisme de son équipe. Jeanne-d'Arc a la chance de pouvoir s'appuyer sur le réseau congréganiste de la Présentation-de-Marie auquel l'école appartient.

Christine Jourdain, la déléguée de tutelle, d'un optimisme à tout crin, est d'ailleurs présente ce matin pour encourager ses troupes à faire la révolution. Une révolution douce qu'elle a observée au Canada et qui est en train de faire tache d'huile dans le sud de la France.

Un tabac

Tout commence en 2008, quand Christine Jourdain découvre la pédagogie mise en œuvre dans un collège québécois (Saint-Maurice à Saint-Hyacinthe), lors d'un colloque international organisé par sa congrégation. Ce qu'elle voit semble



Catherine Jouvion explique les consignes mais laisse les élèves agir.

répondre aux problèmes de gestion de la classe, d'hétérogénéité, de motivation et de stress des élèves, constate la déléguée de tutelle, également chargée de l'animation des établissements de la Présentation-de-Marie et membre du conseil intertutelle du réseau AGI¹. Ni une ni deux, en octobre 2009, elle organise, avec Christian Philibert et l'IFD, neuf jours de formation, dont quatre en France et cinq au Québec, pour une quarantaine de personnes (chefs d'établissement, membres des tutelles, enseignants, personnes-ressources des 1^{er} et 2^d degrés).

Cette formation, financée en partie par l'Opca et par Formiris dans le cadre d'un projet innovant, et la rencontre des Québécois seront décisives. Auparavant, un groupe de pilotage s'est constitué autour de Christian Philibert, de Marc

Keraudren de Formiris Méditerranée, de deux chefs d'établissement et de six enseignants. De retour, ce groupe est chargé d'accompagner les expérimentations qui démarrent. Puis pour essaimer, la décision est prise d'inviter en France le formateur canadien Gervais Sirois qui sensibilise toutes les équipes du réseau AGI, soit 2 000 personnes ! Le Centre Angèle-Merici servira de support à ces formations. La session sur « L'incidence des sciences cognitives sur notre enseignement et les intelligences multiples », illustrée par de nombreux exercices directement transférables en classe, emballa les enseignants et conduit certains d'entre eux à poursuivre par un stage d'approfondissement de quatre jours.

© S. Horguelin

Un autre formateur canadien, Jim Howden, qui intervient sur la pédagogie coopérative, vient en France à son tour et fait un tabac. « Son apport particulier est passionnant. Il insiste sur la nécessité d'expliquer aux élèves les valeurs qui sous-tendent l'apprentissage coopératif : l'entraide, l'engagement, le plaisir, l'écoute empathique... », reconnaît Marie-Chantal Daniel, prof de SVT au

collège Saint-Louis d'Orange et animatrice formatrice pour le réseau. À 55 ans, ces formateurs m'ont donné envie de changer ma manière d'enseigner. » Et une nouvelle étape a encore été franchie cette année avec la venue d'une Québécoise cette fois, Céline Dion-Desjardins, qui s'est rendue dans les classes pour accompagner les enseignants qui débutent. « Le réseau AGI est très étendu, confie Christine Jourdain, aussi nous faut-il nous appuyer sur les personnes-ressources déjà formées et créer une banque de séquences pédagogiques pour mutualiser les expériences. » D'autant que l'aventure, soutenue par Pierre Allart, directeur diocésain du Gard, est aussi partagée par des établissements qui relèvent de sa tutelle. Une recherche-action autour de la pédagogie coopérative est d'ailleurs en

projet pour 2012-2013, preuve de l'enthousiasme généré.

Mais revenons en CM1, où nos vingt-quatre loupiots se sont répartis dans trois ateliers. « *Belle marquise, vos yeux d'amour me font...* », déclame Bastien qui campe un Bourgeois gentilhomme à l'accent provençal. Ses camarades lui donnent la réplique, sous le regard bienveillant de Valérie Vincent, l'enseignante ASH qui les incite à mieux placer leur corps.



© S. Horguëlin

Les écoliers jouent une scène du Bourgeois gentilhomme.

« *Les intelligences linguistique et kinesthésique sont ici sollicitées, tandis que dans le deuxième atelier, c'est l'intelligence visio-spatiale, explique Catherine Jouvion. Les élèves y réalisent ensemble une affiche sur laquelle devront figurer des images et des phrases que j'ai préparées et qui évoquent l'écrivain. Il s'agit en fait de fabriquer une "carte d'organisation d'idées" ».*

« On n'a pas l'impression de travailler mais la maîtresse dit qu'on travaille ! »

Dans le troisième atelier, centré sur l'intelligence logico-mathématique, chacun doit reclasser dans l'ordre chronologique les étapes de la vie de Jean-Baptiste Poquelin. Catherine Jouvion, discrète et efficace, va d'un groupe à l'autre pour expliquer les consignes, en laissant les élèves agir. « *Madame, interroge Justine, Molière, c'était le Canteloup de la cour de Louis XIV ?* » Une question qui traduit bien que c'est le lettré impertinent que les élèves ont cerné et non le témoin d'un passé révolu.

Un souffle différent

Demandez aux enfants s'ils apprécient de se succéder dans ces ateliers, et une forêt de doigts se lève. « *J'adore*, expose Léa. *Quand c'est difficile, on doit s'entraîner; on doit être Boute-en-Train* ». « *On n'a pas l'impression de travailler mais la maîtresse dit qu'on travaille !* » complète Emily qui affiche un large sourire. Cette nouvelle façon de faire classe, Catherine Jouvion ne la pratique, il est

vrai, qu'une matinée par semaine, mais la formation qu'elle a suivie avec quatre de ses collègues l'inspire en permanence. « *Je n'ai pas eu à proprement parler de révélation, disons plutôt que j'ai pu mettre des mots sur des intuitions pédagogiques et, surtout, je suis repartie la valise pleine d'outils. Il ne s'agit pas de tout changer dans notre manière d'enseigner mais de laisser plus de place à l'ensemble des intelligences des élèves* », expose-t-elle.

Dans les sessions organisées par Gervais Sirvois, on retrouve bien sûr les découvertes d'Howard Gardner, les intuitions de Maria Montessori, de Célestin Freinet ou d'Antoine de la Garanderie, mais non instituées en un système rigide. « *J'ai compris qu'il fallait être humble et que nous progresserions petit pas par petit pas*, explique la maîtresse. *J'en suis juste à ma deuxième année d'expérimentation et j'ai conscience que ce n'est qu'un début. Pour autant, cette approche a apporté à la classe un souffle différent. J'ai toujours mes leçons de français, d'histoire et de géographie "classiques" mais je les réfléchis autrement. Pour les élèves en difficulté, la possibilité de découvrir une notion par d'autres portes d'entrée – la musique, le corps, la manipulation – est un plus capital.* » D'enseignante, Catherine est devenue enseignant-chercheur. Une posture qui lui ouvre le champ des possibles.

1. Action Grand Sud Intertutelles qui regroupe six congrégations féminines implantées pour la plupart dans le Sud de la France. Ce réseau scolarise 25 000 élèves. Cf. ECA n° 330, avril/mai 2009, p. 34. Contact : Présentation de Marie, BP 16 - 07700 Bourg-Saint-Andéol. E-mail : christine.jourdain4@orange.fr

Toques étoilées chez Apprentis d'Auteuil

Le 3 février dernier, huit jeunes des différents établissements d'Apprentis d'Auteuil ont participé à la 3^e édition du concours « Espoirs » de la fondation Paul-Bocuse. Les deux lauréats bénéficieront du prestigieux parrainage de la fondation qui a déjà permis à leurs prédécesseurs d'intégrer l'atelier de Joël Robuchon ou le restaurant parisien Lasserre. Les partenariats professionnels sont, en effet, l'un des leviers de prédilection d'Apprentis d'Auteuil pour favoriser l'intégration professionnelle des 13 000 jeunes en difficulté accueillis dans son réseau. Ainsi, son dîner de gala parisien annuel de quelque 200 couverts a été préparé et servi, en octobre dernier, par une soixantaine de lycéens encadrés par des professionnels de l'Atelier des Chefs, une entreprise qui propose des cours de cuisine haut de gamme. *VL*

Solidarité intergénérationnelle

Courant mars, les concurrents de la Bouvet-Guyane arrivent à Cayenne, au terme d'une transatlantique à l'aviron partie de Dakar le 29 janvier. Un périple suivi par des lycéens de Notre-Dame de Boulogne-Billancourt et des pensionnaires de la maison de retraite du Rouvray, à qui la seule rameuse en lice, Olivia La Hondé, a fait partager son aventure. En guise de parcours pastoral de préparation aux sacrements, douze jeunes ont visité, tous les quinze jours, les personnes âgées pour leur faire la lecture du blog de la navigatrice*. Une initiative bienvenue, 2012 ayant été déclaré « Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité entre les générations ». N'hésitez pas à promouvoir les actions au service du vivre-ensemble à travers les âges sur le site dédié à cette cause**. *VL*

* www.commeunpoisson-asso.fr et www.bouvet-guyane.com
** www.age-platform.eu/fr

Un label qualité en Bretagne

Le lycée Jeanne-d'Arc de Rennes a répondu positivement à une invitation de la région Bretagne à entrer dans une démarche de certification qualité. Les lycées professionnels et techniques se sont vu offrir huit jours de consultance pour dresser un diagnostic et lancer des stratégies d'amélioration avec audit blanc et peut-être une labellisation à la clef. Responsabiliser les jeunes et les personnels par rapport au gaspillage, mieux accompagner les élèves qui quittent l'établissement en cours d'année... la série d'objectifs de progression concrets que s'est assignés l'équipe s'articule en trois axes : communiquer et accueillir, gérer et organiser, animer et responsabiliser. Pilotée par trois commissions mêlant personnels Ogec et enseignants, la réflexion sur les modes de fonctionnement interne va bon train. *VL*

Philippe Bancon L'équilibre éducatif



© Jean-Pierre Pouteau - Scouts et Guides de France

Enseignant et responsable de mouvement, consensuel et audacieux, Parisien et amoureux du Sud-Ouest... C'est dans l'alternance que Philippe Bancon, l'actuel délégué général des Scouts et Guides de France, trouve son équilibre, l'éducation toujours au cœur.

C'est l'histoire d'un gars presque normal, à l'assurance tranquille et aux manières simples. Jeans, chemise blanche impeccable et lunettes fines à la ville, Philippe Bancon, 44 ans, « accompagne » la vie des Scouts et Guides de France en tant que délégué général depuis maintenant quatre ans. Deux mètres solides, mais rien d'un héros. Rien non plus du VRP d'un club d'initiés. Seulement un militant tombé très tôt dans la marmite scout, ayant trouvé là une réponse au sens de sa vie, et même plus, aux enjeux qui traversent la société d'aujourd'hui, et dont l'engagement intense dans cette lourde responsabilité nationale serait comme un aboutissement de son itinéraire. « Chez lui rien de programmé, il fonctionne à l'appel », assure son ami Matthieu Pommiers, actuel directeur de l'Isfec de Bordeaux, à la trajectoire

AURÉLIE SOBOCINSKI

étonnamment parallèle depuis l'adolescence. Ce parcours ne s'est pourtant pas révélé avec évidence. Sa cohérence, Philippe Bancon l'a trouvée dans l'alternance entre le système scolaire et le scoutisme, « deux mondes à la fois très différents et profondément complémentaires » où il se sent chez lui.

Unité fondatrice

Fils aîné d'un chef d'entreprise dans le bâtiment et d'une institutrice de l'enseignement public installés à Biarritz, une famille « pas nécessairement d'une grande pratique religieuse mais à la vie chrétienne assez naturelle », il a grandi « entre une paroisse très ouverte et vivante, le scoutisme et un peu d'aumônerie ». Suivant « les aptitudes pater-

nelles », il emprunte le même sillon, des études de technologie mécanique, « une orientation un peu par défaut, sans trop se poser de questions », même s'il aime le dessin industriel, les maths et « tout ce qui touche à la conception ».

Le tambour léger de ses doigts contre le fauteuil et l'accent aux pointes discrètes du Sud-Ouest, Philippe Bancon parle de ses études comme d'un temps « schizophrène » « entre la vie un peu sèche et vide du métal et de la conception d'un côté, et, de l'autre, une expérience très forte en tant qu'éducateur dans le scoutisme ». Et de préciser : « C'est là que j'ai pris conscience que ce qui vibrait en moi, mon bonheur, c'était les questions éducatives, de tout mettre en œuvre pour aider à la construction et à la croissance de chaque jeune, et de grandir avec eux, tel un jardinier. »

Ce sera donc l'enseignement technique où il allie ces deux dimensions. Après un court remplacement dans l'enseignement catholique, puis un service « ville » dans un lycée professionnel de ZEP en tant qu'animateur du foyer socio-éducatif et d'ateliers de remédiation auprès des 4^{es} et 3^{es} techno, il décroche un premier poste de formateur dans un CFA de l'industrie, à Toulouse, en charge notamment des CAP carrossiers. De ces six premières années au contact d'adolescents en grande difficulté scolaire, souvent « bien amochés par un système qui marche sur la tête », l'ancien prof garde une hypersensibilité à l'échec et le sentiment d'une injustice profonde face à laquelle il ne peut se résigner. Impossible de continuer « à compter les points » en fin de parcours, agir s'impose comme une nécessité.

Avant qu'il n'aille « à la source de cette difficulté » et n'entre à sa manière en résistance, les Scouts de France l'appellent une première fois à Paris pour devenir responsable national des adolescents. De ces quatre années de mandat, Philippe Bancon retient « la force vivifiante d'un métier unifiant », une unité fondatrice qui devient le fil rouge de son parcours. À 33 ans, l'enfant du public choisit l'enseignement catholique, « espace de liberté scolaire qui joue aussi le collectif de la nation », pour terrain d'action. Et plus précisément le segment de l'école et du collège, « période à la fois fragile et cruciale où se vivent bien des premières fois ». On lui confie la direction du petit établissement très mélangé de Lesparre au cœur du Médoc, terre de mission s'il en est pour les Girondins, tandis que son épouse, Élise, assure pendant un an celle par intérim de l'école publique, « situation cocasse » s'il en est pour l'inspecteur.

Dans cette école familiale où la hauteur des écarts scolaires est quasi symétrique à celle des écarts sociaux, le jeune chef d'établissement découvre la solidité d'une communauté éducative portant collectivement le souci de chaque enfant et le projet des Assises. Au-delà de l'école, il met en place un groupe scout sur la commune. L'expérience affine ses convictions : « J'y ai reçu la confirmation qu'un établissement devait être à la hauteur de l'éducation nationale et pas seulement de l'instruction publique, c'est-à-dire un lieu de croissance et d'ouverture qui prenne en considération toutes les dimensions des jeunes,

bien plus que leur seule tête : leurs émotions, leurs relations aux autres, leur méconnaissance d'eux-mêmes, leurs questions existentielles... C'est au prix de cette intégration, de cette mise en cohérence entre son fonctionnement et sa finalité que l'école de demain pourra s'inventer. » Mais Philippe Bancon ne s'arrête pas aux beaux discours, l'épreuve du terrain a ancré en lui l'obsession des solutions concrètes et accessibles, seuls ferments d'une possible révolution éducative.

« Je ne sais pas m'investir à moitié. »

S'il alterne à nouveau en 2008, appelé cette fois en tant que délégué général à la tête des Scouts et Guides de France « pour mettre en place le déploiement des nouvelles propositions pédagogiques du jeune mouvement », est-ce « pure coïncidence », comme il l'assure ? ou l'occasion de relier et de formaliser un peu plus avant ses intuitions éducatives, signe d'un appel à vivre pour de nombreuses années encore au cœur de ce dialogue ? « Si les mondes de l'enseignement catholique et du scoutisme ont des portes d'entrée très différentes, leur quête – celle d'une éducation globale de la personne –, tout comme leur vivier d'ailleurs, se confondent. Quand je suis dans l'un, je pense à l'autre, et inversement. Plus j'avance et plus je découvre à quel point leurs champs d'expériences se nourrissent. »

Feuille de route

À partir des options éducatives scoutées, de leurs ressorts anthropologiques universels et de leur capacité à durer et à s'adapter aux enjeux de leur temps, Philippe Bancon, qui ne fait pas mystère de son désir de retrouver, à l'issue de son mandat, la fonction de chef d'établissement, entrevoit plusieurs leviers à même d'interpeller à frais nouveaux les pratiques du système. En premier lieu, « la question du rapport au réel, du contact avec la vie et l'expérience vraie, qui dépasse la pédagogie de projet, qui change profondément les relations et le positionnement par rapport au sens de ce que l'on apprend, et oblige l'école à sortir de ses murs ». Vient ensuite l'autonomie de l'enfant : « Uniquement centrée sur l'enfant dans un établissement scolaire, sur sa capacité

à se débrouiller par lui et pour lui, chez les Scouts elle se vit fondamentalement au sein d'un collectif, et c'est dans cette inscription large que beaucoup trouvent la motivation. Il y a certainement à inventer des espaces de collaboration à mi-chemin entre le groupe-classe et l'individu. »

Ce travail permanent de relecture, le mouvement n'y échappe pas. Depuis son arrivée, le délégué général, « branché démocratie participative » selon ses collaborateurs, a mis l'accent avec son équipe sur trois chantiers prioritaires. Le développement durable d'abord, une occasion de réinterroger les pratiques en matière d'empreinte carbone, jusqu'aux inusables rassemblements sous chapiteaux, et de réinvestir fortement la nature comme école, au-delà du terrain d'exploration.

Le chantier du pluralisme ensuite, et notamment son feu vert pour intégrer dans le mouvement la proposition des Scouts et Guides d'Europe en 2009, aura peut-être été « à l'origine du débat le plus nourri », reconnaît-il. Trop consensuel et mettant en péril l'identité profonde des Scouts et Guides de France pour certains, Philippe Bancon voit au contraire « un germe d'avenir salvateur pour le christianisme du XXI^e siècle » dans la reconnaissance de courants « qui aspirent à un réel dialogue et à une construction commune ». Pour ce croyant « à la foi plus incarnée qu'intellectuelle », selon son adjointe Catherine Faucher, mieux assumer la responsabilité chrétienne du mouvement, en pleine croissance d'effectifs, tout en accueillant chacun là où il en est dans son rapport à Dieu, et y promouvoir toujours davantage l'engagement des jeunes adultes, constitue la dernière grande priorité.

« Happé » à 200 % par cette feuille de route très dense, Philippe Bancon, compositeur à ses heures, laisse sa guitare en sommeil dans un coin, et goûte rarement aux week-ends en famille ou avec les amis du Sud-Ouest, notamment à l'abbaye de Belloc. « Une vie réussie pour moi est celle où l'on a le sentiment d'avoir donné le meilleur de soi-même. Je ne sais pas m'investir à moitié. En même temps, je suis convaincu que pour être efficace dans des métiers aussi enthousiasmants, il faut avoir une exigence très forte sur son équilibre personnel. » La promesse est faite à Élise : ils retourneront dans le Sud-Ouest.

L'enseignement agricole privé a réuni en novembre dernier, à Antony, 14 de ses 17 délégués lycéens régionaux. À l'occasion de cette formation de deux jours, ils se sont interrogés sur la mission de représentation de leurs camarades.

VIRGINIE LERAY

Les quelque 3 700 délégués lycéens de l'enseignement agricole privé prennent goût à la démocratie participative, comme l'atteste l'augmentation du nombre de projets qu'ils portent. Grâce à une organisation pyramidale, calquée sur celle du Conseil national de l'enseignement agricole privé (Cneap) dont les structures régionales (Creap) maillent le territoire, ces jeunes, élus par leurs pairs, peuvent, en effet, mettre leurs idées et leurs forces en commun. Ainsi, 380 délégués représentent leur lycée au plan régional, siègent aux réunions du Creap et engagent des projets interétablissements d'envergure, notamment dans le domaine de l'humanitaire. Les délégués lycéens de la région Rhône-Alpes réalisent, par exemple, des collectes de fonds pour soutenir des initiatives d'aide au développement à Madagascar. Depuis deux ans, ils organisent également, de A à Z, un festival des talents qui prend la forme d'une journée de spectacles mettant en scène les aptitudes diverses et variées de tous les élèves du réseau régional¹. En Normandie et en région Centre, prolongeant leur participation aux commis-

« UNE RESPONSABILITÉ »

sions restauration des établissements, les délégués militent pour l'approvisionnement local des cantines. En Bourgogne, ils sont la cheville ouvrière de la diffusion du tri sélectif et de la chasse au gaspillage, échangeant conseils et bonnes pratiques...

Cette mise en responsabilité des élèves constitue un des principes phares du projet éducatif du Cneap qui entend que « *le jeune prenne toute sa place dans la vie des établissements et du réseau* ». Les retombées en termes d'autonomie, de



Océane (Languedoc) : Notre rôle est de représenter notre établissement, et au-delà, l'enseignement agricole privé de notre région. J'ai eu envie de m'engager pour faire passer le message que mes camarades m'avaient confié : celui du problème des critères d'attribution des bourses. Trop restrictifs, ils excluent les élèves majeurs qui sont de plus en plus nombreux. C'est une information à diffuser auprès de nos camarades, mais qui doit aussi être entendue plus haut.

Nicolas (Nord - Pas-de-Calais) : Souvent on râle, on se plaint que l'on ne nous écoute pas. J'ai voulu voir s'il était possible de faire remonter nos remarques... Même si, bien sûr, au niveau régional, et encore plus au plan national, on doit s'intéresser à autre chose qu'au coin fumeur de notre établissement.

Maxime (Haute-Normandie) : Certes... Reste que cette question suscite beaucoup de débats localement ! C'est souvent un des premiers sujets auxquels on est confronté comme délégué du lycée. Chez nous, à la suite d'après négociations, nous avons obtenu l'ouverture, à la rentrée, d'un espace fumeur géré avec le responsable d'internat...

Alexis (Franche-Comté) : Dans mon établissement, mon objectif prioritaire est d'améliorer la communication entre profs et élèves. Pour le délégué, cela suppose d'être à l'écoute des autres et de concilier franc-parler et diplomatie.

Florie-Lou (Bourgogne) : Une session comme celle-ci nous permet de mieux connaître l'organisation de l'enseignement agricole, ses rouages, et les interlocuteurs auxquels on peut s'adresser.

Julien (Rhône-Alpes) : On a aussi pris conscience de la diversité de nos établissements entre les filières agricoles, équestres, forestières et services à la personne... des évolutions différentes, liées aux territoires, aux particularismes régionaux. Une richesse qui m'a donné envie d'approfondir ma connaissance du réseau.

© V. Leray

Clara (Provence-Alpes-Côte d'Azur) : J'ai beaucoup apprécié les jeux de rôle où il fallait se mettre à la place du chef d'établissement, par exemple. On voit les choses différemment après cela. On comprend mieux quels arguments peuvent porter et ce qui n'est pas faisable.

Céline (Pays de la Loire) : Élu déléguée de mon établissement il y a quelques semaines, puis déléguée régionale il y a à peine deux jours, me voici à Paris pour cette formation... C'est une aventure formidable. Au-delà de la mission de représentation, il y a une grande dimension de développement personnel : c'est une prise de responsabilité qui fait grandir.



Les délégués lycéens régionaux ont



Ils sont repartis d'Antony outillés pour représenter leurs camarades de l'enseignement agricole privé.

É QU'IL FAIT GRANDIR »

motivation et d'épanouissement sont palpables chez ces élèves qui, pris au sérieux, le deviennent plus volontiers. Pour approfondir et accompagner la prise d'initiatives de ces jeunes élus, le Cneap a organisé cette année une session de formation

pour 14 des 17 délégués lycéens représentant leurs régions respectives sur le plan national. Les 18 et 19 novembre dernier, au groupe scolaire Sainte-Marie d'Antony (Hauts-de-Seine), ils ont ainsi suivi deux journées de réflexion autour



© V. Leray

Maxime : Ç'a aussi été un entraînement intensif à l'oral !

Océane : La dimension humaine de la formation est impressionnante. On dirait qu'on se connaît depuis des mois...

Nicolas : ... alors qu'on s'est rencontrés pour la première fois hier matin... Mais les discussions et la soirée passée ensemble ont créé des liens très forts.

Océane : Entre autres projets, nous voulons d'ailleurs entretenir ces liens en créant une page dédiée aux délégués lycéens sur le site du Cneap, ou au moins et pour commencer, une page Facebook. On y poursuivra le débat, cela nous aidera à mieux connaître nos établissements et à mieux les faire connaître à

élu leur représentant national et son suppléant.

l'extérieur.

Alexis : Nous voudrions aussi organiser un concours de clips vidéo que nous pourrions mettre en ligne et où les élèves présenteraient leurs régions respectives. On apprendrait à mieux se connaître tout en participant à la valorisation de nos filières.

Julien : Ces vidéos devront aussi montrer tous les atouts de nos bacs pro, qui souffrent d'un véritable déficit d'image.

Océane : Très injustement, car les filières de l'agricole, de par leur spécialisation, impliquent un choix personnel des élèves qui sont donc souvent plus motivés dans leurs études. Plus épanouis aussi, notamment parce qu'on favorise leur prise d'initiatives, notamment comme délégués !

Jean (Midi-Pyrénées) : Dans notre région, les délégués collaborent pour organiser une récolte de fonds dédiée à la scolarisation des élèves handicapés. Une de nos premières tâches sera donc de rendre compte de ces deux jours dans nos établissements mais aussi aux autres délégués régionaux.

Nicolas : Ici, on a défini nos grandes orientations : valoriser nos établissements et nos filières, encourager la communication au plan régional et réclamer une réforme des critères d'attribution des bourses...

Océane : Sur ce dossier, on a compris la nécessité d'être au fait des lois et des réformes pour remplir au mieux notre mission qui consiste à répercuter l'information et à défendre notre point de vue avec crédibilité.

Maxime : Ce qui me paraît primordial, c'est d'associer les jeunes aux décisions qui les concernent, à savoir les lois sur l'éducation. Ici, on a vraiment l'impression de pouvoir le faire, et les formateurs ont d'ailleurs adapté les mises en situation qu'ils nous ont proposées aux thématiques qui nous tenaient à cœur.

Nicolas : Quand on a la passion de l'agricole, c'est une grande fierté de représenter le Cneap. À nous tous, nous représentons 51 000 élèves... Une grande responsabilité que ces deux jours vont nous aider à mieux remplir... Au travail !

Propos recueillis par Virginie Leray



des notions de responsabilité et de délégation, agrémentées d'apports sur les techniques de prise de parole, de repères sur l'organisation de l'enseignement agricole et sur leurs interlocuteurs potentiels. Le tout animé par deux formateurs de l'Ifeap², Dominique Joulain et Anne-Marie Hamayon, heureux de « redoubler la reconnaissance des pairs par celle de l'Institution » et soucieux de « préserver l'authenticité de la parole de ces jeunes, tout en la canalisant ». À noter également, l'intervention d'Ève Lê-Quang et d'Emmanuel Hemery, du bureau de la vie lycéenne de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche du ministère de l'Agriculture, qui ont salué la dynamique engagée par le Cneap. Une dynamique entretenue sur le terrain par l'implication de personnels de vie scolaire. Deux d'entre eux ont d'ailleurs accompagné leurs jeunes élus durant la session de formation.

Ce programme ambitieux, et donc valorisant, visait à outiller les lycéens afin qu'ils exercent leur efficacité fonction, selon le vœu d'Olivier Maurin, délégué régional de l'enseignement agricole privé Centre, Basse- et Haute-Normandie et initiateur de cette session : « La parole des élèves gagne à être écoutée car elle est porteuse de progrès, de changements et apporte une dynamique supplémentaire à notre réseau. Mais pour adopter une posture constructive, il faut apprendre aux jeunes leur rôle réglementaire et ses implications, le discernement nécessaire au dépassement des récriminations locales, l'art et la manière d'argumenter et de défendre leurs opinions, de restituer l'information. » Au terme de la session de formation, les délégués lycéens ont élu leur représentant national et son suppléant : Olivier Michel, de l'institut de Genech (Nord), et Flavien Grimaud, du lycée Claude-Mercier du Mayet-de-Montagne (Allier). Au-delà de cette campagne électorale, tous déclarent avoir beaucoup appris, du contenu de la formation ainsi que de leurs rencontres et échanges. Leur délégation, mêlant tous les niveaux d'études, de la 3^e au BTS, ainsi que des filières variées, leur a permis d'appréhender la richesse de la diversité de l'enseignement agricole qu'ils entendent s'employer à faire connaître et à valoriser, notamment à travers une page Facebook et un concours national de vidéos sur leurs établissements.

1. Cf. ECA 343, pp. 34-35.

2. Institut de formation de l'enseignement agricole privé.



D.R.

ALLEMAGNE

En fac à huit ans !

Depuis une décennie, les universités allemandes organisent des cours pour les enfants sous la houlette de professeurs davantage habitués à se retrouver face à des étudiants. Objectif : faire découvrir aux élèves les multiples ressources de ces temples du savoir.

LAURENCE ESTIVAL

Le froid glacial de cette fin de journée n'a en rien découragé les candidats : plusieurs centaines d'enfants âgés de 8 à 12 ans s'engouffrent dans le hall d'entrée de la faculté de sciences de l'université de Bonn pour assister à l'avant-dernière leçon du semestre d'hiver de la *KinderUni* (université pour les enfants) qui en est à sa 9^e édition. Martin, 8 ans, un des nombreux habitués, fréquente depuis un an ces séances et il ne manquerait pour rien au monde ce rendez-vous hebdomadaire. « *C'est génial ! J'apprends énormément de choses* », assure le gamin dont les yeux s'illuminent sous le regard de son grand-père, content de l'avoir arraché à son ordinateur et à ses jeux vidéo pour rejoindre ce temple du savoir...

Depuis le début de janvier, Martin a, en effet, successivement écouté des professeurs et doctorants sur des sujets tels que la montagne et ses dangers, la vie des enfants au Moyen Âge, la musique mongole ou encore l'univers des insectes.

« *Nous essayons de répondre aux questions des enfants* », explique Andrea Grugel. À la fin de chacune des deux sessions annuelles – une en hiver, l'autre au printemps –, la responsable de cette initiative demande aux apprentis étudiants de dresser la liste des thèmes qu'ils aimeraient voir aborder. Avec cet inventaire à la Prévert – des sciences naturelles à la physique, en passant par les sciences humaines, toutes les disciplines enseignées sont représentées –, elle se met en quête d'enseignants qui accepteront de relever le défi. Bonne pioche pour cette soirée neigeuse : Maik Dobiey de l'insti-

tut de zoologie, a répondu à son appel sur « *le monde des serpents* ».

Les cours sont gratuits et il est inutile de s'inscrire avant : « *Il faut que les enfants viennent par plaisir et qu'ils ne se sentent pas obligés d'assister à toutes les séances* », indique Andrea



© Volker Lämmer/Uni Bonn

Le monde des enfants à l'assaut de celui des serpents.

Grugel. Mais avant d'écouter l'orateur, les enfants doivent s'acquitter d'une obligation : faire tamponner leur « carte d'étudiant », un papier bleu que Martin tient à la main. « *La semaine prochaine, quand chaque case aura été cochée, je pourrai obtenir mon diplôme* », lance-t-il, non sans fierté. Ces parchemins seront remis à la fin de février aux plus studieux, lors d'une cérémonie, en présence du recteur de l'université, qui n'a rien à envier aux manifestations organisées par les plus célèbres établissements d'enseignement supérieur ! En attendant le jour J, Martin, accompagné de son ami Kaspar, joue des coudes pour obtenir une bonne place dans l'amphi de 520 places plein à craquer quand l'horloge affiche 17 heures. Les sièges sont réservés en priorité aux jeunes, et

les parents en surnombre doivent, en cas d'affluence, rester derrière la porte à attendre leur progéniture. Ce soir-là, une centaine d'entre eux n'auront pas le plaisir de bénéficier de ce cours magistral... Dans d'autres *KinderUni*, comme à Sarrebruck, les adultes ne sont pas admis, de peur que leur présence ne décourage les enfants de poser des questions ou, au contraire, incite certains à se mettre trop en avant.

Le brouhaha cesse soudain quand l'enseignant allume son rétroprojecteur. Les choses sérieuses commencent et Marie, 9 ans, sort studieusement son cahier rose dans lequel elle collectionne les bribes de savoir glanées au fils des exposés. « *Regarde !* » montre-t-elle. Des pages et des pages d'une écriture d'enfant, serrée, ponctuée de dessins et de croquis pris à la volée. Un étudiant n'aurait guère fait mieux...

Un exposé interactif

« *Que savez-vous des serpents ?* » demande le professeur en préambule. Une forêt de doigts se lève : « *Ils sont méchants. Et ils peuvent même manger des sangliers* », affirme un enfant, assis dans les premiers rangs. Rires dans l'assistance avant que l'enseignant ne remette les pendules à l'heure : « *Il y a dans le monde près de 4 000 espèces différentes et seulement 300 d'entre elles sont venimeuses* », précise-t-il. Pas de quoi toutefois rassurer complètement le public... « *Et pourquoi ont-ils une langue fourchue ? Est-ce pour faire du mal ?* »,

interroge une fillette. « *Parce que leur langue remplace les mains* », reprend Maik Doble qui projette une nouvelle diapositive où l'on voit comment le reptile utilise son organe pour prendre un œuf dans un nid d'oiseaux avant de le faire disparaître dans sa bouche et d'en recracher la coquille quelques minutes plus tard... Marie comme Martin, qui a cessé son bavardage avec Kaspar, retiennent leur souffle quand un boa entoure une antilope qu'il s'apprête à dévorer ou quand des serpents volants guettent leurs proies du haut des arbres. Chaque image défilant sur l'écran est commentée par l'enseignant.

Si l'université de Bonn mobilise ses meilleurs chercheurs, ce n'est pas sans arrière-pensées.

Pendant une heure, les échanges vont bon train entre un public conquis et le professeur qui mobilise des trésors d'imagination pour rendre son exposé le plus compréhensible possible. Les orifices des reptiles, situés au-dessus des narines et qui les alertent des moindres dangers, sont ainsi comparés à des infrarouges utilisés par les policiers pour déclencher une alarme quand une personne non autorisée franchit la porte d'un immeuble surveillé. À 18 heures, l'heure est venue de lever la séance. Mais veillant à ce que personne ne reparte avec des questions restées sans réponse, l'enseignant se tient à la disposition des écoliers. Les plus curieux seront d'ailleurs récompensés : regroupés autour du conférencier, ils ont ainsi pu voir, et même caresser, un beau reptile tout droit sorti du laboratoire de zoologie. Les « *Oh !* » et les « *Ah !* » résonnent dans la salle. Les enfants les plus réservés finissent par s'approcher, après avoir observé le comportement des plus audacieux, repartis entiers et sans bobos de leur rencontre avec « la bête » tenue d'une main ferme par le professeur.

Susciter des vocations

À 18 h 30, la salle se vide complètement. Fin de partie et soulagement pour Maik Doble, prêt à recommencer l'expérience. « *C'est très éprouvant. Il faut à la fois adapter son discours*

Les KinderUni font école

Tout a commencé le 4 juin 2002 : la première KinderUni a ouvert ses portes à Tübingen, à l'initiative du professeur Gregor Markl. De 400, le nombre de participants est passé à 900 pour la deuxième conférence, organisée un mois plus tard. Depuis, quasiment toutes les universités d'outre-Rhin proposent des cours aux enfants âgés de 8 à 12 ans. Le modèle a même dépassé les frontières : en Autriche et en Suisse, des initiatives similaires ont été mises en place et quelques établissements italiens ont eux aussi expérimenté la formule. L'université de Bonn est aussi un des membres fondateurs de l'association *European Children's Universities Network** où des pédagogues de tout le continent échangent sur leurs expériences. « *Nous nous sommes aperçus qu'il n'y avait pas une organisation supérieure aux autres. Chacun a développé son propre concept* », remarque Andrea Grugel, responsable à Bonn. Les séances peuvent être regroupées pendant une semaine durant des vacances scolaires ou réparties pendant l'année universitaire. Certaines accueillent des classes entières, emmenées par leurs enseignants, d'autres préfèrent laisser le libre choix aux enfants. En quelques années, le phénomène est devenu un objet d'étude pour des chercheurs en pédagogie. Il a aussi donné lieu, notamment à Tübingen, à la publication de livres pour enfants reprenant les interventions de certains enseignants. Et si plusieurs universités envisagent aujourd'hui de retransmettre les cours en ligne, ce projet est loin de faire l'unanimité. « *Car tout autant que les leçons elles-mêmes, c'est la possibilité donnée aux enfants de se retrouver dans la peau d'étudiants, qui explique le succès de ces KinderUni* », observe Andrea Grugel. **LE**

* <http://sites.google.com/site/eucunetevents/home>

pour employer des mots simples compréhensibles par tous ou utiliser des images, trouver des astuces pour maintenir l'assistance en éveil... Cela fait plus d'une semaine que j'ai commencé à préparer ce cours », raconte-t-il, remettant son serpent dans sa cage de verre. « *Nos professeurs sont très exigeants avec eux-mêmes* », poursuit Andrea Grugel, citant l'exemple d'un enseignant qui avant d'entrer dans l'arène avait répété sa prestation devant ses enfants et choisi, fort de leurs commentaires, de reprendre entièrement sa copie...

Si l'université de Bonn mobilise ses meilleurs chercheurs pour ces véritables séances de casse-pipe, ce n'est pas tout à fait sans arrière-pensées : « *C'est pour nous un moyen de faire découvrir aux enfants ce qu'est et comment fonctionne une université. Certains suivent ses cours pendant quatre ou cinq ans. Ils en gardent un très bon souvenir, au point*



Le professeur Bernd Englezer ouvre la 10^e KinderUni de Tübingen.

© F. Albrecht/Universität Tübingen



Maik Doble a su trouver les mots pour captiver son public de très jeunes étudiants.

de frapper à notre porte au moment où ils ont l'âge de s'inscrire à la fac », précise la responsable de cette KinderUni. Le choix de la tranche d'âge n'est pas non plus laissé au hasard : c'est le meilleur moment pour éveiller la curiosité. À moins de 8 ans, les enfants ne sont pas suffisamment attentifs. Et au-delà de 12 ans, ils ont d'autres centres d'intérêt. Mais que les plus grands se rassurent.

Entre 13 et 16 ans, ils ont la possibilité d'assister une fois par an à un rallye scientifique où ils devront, lors de la visite de laboratoires de recherche, découvrir par équipes des indices afin de répondre aux questions posées. Et les plus âgés ont l'opportunité de déposer un dossier décrivant un travail, qui sera étudié par un jury de scientifiques, dans une de ces cinq matières : biologie, géographie, mathématiques, chimie, physique. À la clé, un premier prix de 600 euros. De quoi susciter des vocations !

© Volker Lannert/Uni Bonn

« L'éducation est la finalité première de la politique »

Jacques Delors, président de la Commission européenne de 1985 à 1995, souhaitait que l'on donne « une âme à l'Europe ». Aujourd'hui plus que jamais, il s'agit, selon lui, de redonner un sens à l'action collective pour dépasser la crise. Et les éducateurs ont un rôle important à jouer...

Propos recueillis par Sylvie Horguelin et Gilles du Retail

Ce 12 janvier 2012, Jacques Delors reçoit *Enseignement catholique actualités* au siège de Notre Europe¹, un laboratoire de pensée dédié à l'unité européenne, qu'il a créé en 1996. Et c'est avec une exquise gentillesse que ce monsieur de 86 ans répond à nos questions, alors qu'une petite flamme s'allume dans ses yeux dès que l'on parle d'éducation.

Le 24 novembre dernier, l'Institut catholique de Paris vous a remis le titre de docteur honoris causa. À cette occasion, vous avez abordé un thème qui vous tient à cœur, « L'Europe, une aventure spirituelle² ». Vous semble-t-il important d'interpeller le monde éducatif sur ce sujet ?

Oui, car le combat que j'ai mené pendant dix ans comme président de la Commission européenne est loin d'être gagné encore aujourd'hui. Or l'avenir de l'Europe est désormais entre les mains des jeunes générations. Il est essentiel de les sensibiliser avant de leur passer le relais. Il nous faut leur dire avec force que tout projet européen digne de ce nom nécessite d'aller au-delà du patriotisme et du nationalisme. Il demande de poser un regard sur l'humanité dans son ensemble. C'est cela qui m'a amené à déclarer autrefois que l'Europe avait besoin d'une âme. Je sentais venir la montée de cette idéologie financière et de cet individualisme exacerbé qui sont



© Britta Radtke

contraires à tous les courants spirituels. Car nous nous définissons par nous-mêmes, mais aussi par les autres...

Les religions ont, selon vous, un rôle à jouer dans la construction de l'Europe...

Certainement, et je suis d'ailleurs le seul président de la Commission à les avoir consultées dès mon arrivée. J'ai commencé en 1985 et je ne suis parvenu à réunir tous leurs représentants autour d'une table qu'en 1994 ! Il m'a fallu près de dix ans. J'étais secondé dans cette tâche par Jérôme Vignon qui est maintenant président des Semaines sociales de France.

J'ai instauré de bonnes relations avec les orthodoxes, les protestants, les juifs, les musulmans, sans oublier la Fédération internationale des non-croyants. Et paradoxalement, moi qui suis un catholique pratiquant, c'est avec le Vatican que j'ai rencontré des difficultés. On n'y appréciait guère que je m'adresse à la Commission des évêchés de la Communauté européenne [COMECE] et non prioritairement à l'ambassadeur du Saint-Siège. J'ai reçu toutefois l'appui enthousiaste de quelques cardinaux, notamment M^{gr} Martini qui avait bien compris mon intention. Je n'avais pas lancé cela par

démagogie. J'avais perçu cette humanité diverse qui aspire à autre chose qu'au seul bien-être matériel.

Comment pourriez-vous définir cet élan spirituel ?

Pour l'expliquer, il faut repartir de l'appel de Robert Schuman. Après la Deuxième Guerre mondiale, les uns ne pensaient qu'aux drames qu'ils avaient vécus, dont l'horreur sans équivalent de la Shoah, les autres à la punition de l'ennemi d'hier. Un homme est venu, Robert Schuman. Et il a proposé que, plutôt que de demeurer dans la haine, on unisse nos forces autour d'un sujet matériel : le fer et le charbon. Ce geste m'a ému. J'étais très jeune à l'époque mais mon père, qui était mutilé de la guerre de 14 à quatre-vingt-dix pour cent, a applaudi. Plus tard, j'ai lu *Condition de l'homme moderne* d'Hannah Arendt. Cette philosophe était allée au procès d'un tortionnaire nazi, Adolf Eichmann, et elle avait compris que le pardon était la seule voie. Cela m'a conduit à penser que ce geste avait une portée non pas catholique, mais spirituelle. Venant de Robert Schuman, ce n'est pas étonnant. C'est un geste qui a défrayé la chronique à l'époque. Au sein du gouvernement français, les débats ont été tendus. Mais

il y a eu l'affirmation de cette idée qu'on peut vivre autrement. C'était, pour reprendre la formule d'Hannah Arendt, le pardon (qui n'est pas l'oubli) et la promesse de se retrouver tous dans une communauté humaine.

Quel avenir voyez-vous pour l'Europe ?

C'est difficile à dire. Le projet européen sombrera peut-être, sous sa forme ambitieuse d'union dans la diversité, dans les vingt ans qui viennent... mais tant que ce projet existe, il faut continuer à se battre pour lui donner une âme, à un moment où le matérialisme et le quant-à-soi dominant. Cette idée touche beaucoup de gens. Il s'agit de se dire : nous qui nous sommes déchirés, nous allons apporter quelque chose de nouveau qui sera spirituel, au sens profond du terme. Parce que vous savez, il y a un vrai besoin d'humanité.

L'éducation a toujours été au cœur de vos préoccupations, pourquoi ?

Cela s'enracine dans une expérience personnelle que je vais vous raconter. Enfant, j'habitais dans un quartier populaire de Paris, rue Saint-Maur, et j'allais à l'école communale. L'instituteur avait déclaré à mes parents que j'échouerais à mon certificat d'études. Il est vrai que j'étais assez distrait. J'organisais des concours sur le Tour de France qui me passionnait... Mais j'ai finalement eu mon certificat avec mention très bien ! Mes parents ont décidé de m'envoyer au lycée mais tous mes copains, eux, sont partis travailler. Cela a été un choc. Ce n'était pas juste, et là, je me suis dit : « *Tu changeras la société.* » Je suis d'ailleurs resté avec eux à la Jeunesse ouvrière chrétienne [JOC], alors que j'aurais dû aller à la Jeunesse étudiante chrétienne [JEC]. L'inégalité des chances, c'est inacceptable. Je n'étais pas meilleur que mes copains qui se sont retrouvés au travail, dans des conditions que je n'oserais vous décrire.

C'est pour cela que j'ai tant œuvré pour l'éducation. Le rapport que j'ai remis à l'Unesco en 1996 en témoigne², tout comme la loi sur la formation permanente, que j'ai conçue en 1971, après un travail préalable avec les partenaires sociaux. Je considère qu'il faut donner à chacun la possibilité de maîtriser son existence.

Comment définir le rôle de l'École ?

En premier lieu, l'éducation est là pour transmettre ce que l'humanité a déjà appris sur elle-même. La mémoire est un élément essentiel de notre réflexion, de notre personnalité et de notre projection sur l'avenir. Et puis, il faut aussi apprendre à faire. Enfin, il nous faut apprendre à vivre ensemble. Ces éléments éducatifs doivent permettre à chaque jeune de grandir. C'est pour cela que j'ai appelé mon rapport pour l'Unesco « L'Éducation : un trésor est

« La mémoire est un élément essentiel de notre réflexion, de notre personnalité et de notre projection sur l'avenir. »

caché dedans ». Quand j'ai évoqué pour la première fois l'égalité des chances, j'ai rencontré beaucoup de difficultés. J'ai été contesté par certains auditeurs. Maintenant tout le monde en parle. Pour moi, cela signifie que quand je sors de l'école, je me comprends mieux moi-même, je comprends mieux les autres, je connais mes limites. Et à partir de là, je peux aller sur le marché du travail, avec une certaine confiance en moi-même et en mes aptitudes.

Les parents ont aussi un rôle à jouer...

... et ils le jouent de moins en moins. Quand j'étais maire, à Clichy, je voyais des mères qui étaient dans la rue jusqu'à ce que leurs parents rentrent du travail. J'ai essayé de faire bouger les choses en créant des structures d'accueil et d'apprentissage. La responsabilité doit être partagée entre l'école et les parents. J'ai toujours insisté sur celle des parents, quitte à paraître réactionnaire. Tout se joue dans cette co-éducation de l'enfant. L'enseignement catholique l'a bien compris. Parce que sa conception du monde est différente, ses établissements associent davantage les familles.

Ce qui est formidable, parents ou enseignants, c'est de prendre un enfant, sans violer sa liberté, et de lui permettre de devenir une personne. L'humanité doit comprendre qu'à partir du moment où on met des êtres humains au monde, on a le devoir de les rendre autonomes. Pas indépendants mais autonomes. L'éducation est la finalité première de la politique au sens élevé du terme.

Vous avez l'impression qu'autrefois les parents étaient plus attentifs ?

Ah oui ! Je pense à mon père, qui était receveur à la Banque de France, et à ma mère. Mes parents n'avaient pas fait de grandes études mais ils regardaient mes notes. Ils me demandaient ce que j'avais fait à l'école et si j'avais un geste déplacé, ils me corrigeaient. Ils n'étaient pas très cultivés mais ils savaient m'élever. C'est ce qu'on ne comprend plus aujourd'hui : des gens peuvent être pauvres mais capables, si on les encourage, d'exercer leur responsabilité. Il faut redonner à cette société le sens de son devoir. Mais aussi, bien entendu, améliorer les conditions de vie, de logement et de travail des catégories les moins favorisées afin

de créer un climat propice au développement de l'enfant. Je vous renvoie au remarquable ouvrage que Michel Dollé vient de consacrer à l'enfant : *Peut mieux faire ! – pour un renouveau des politiques de l'éducation*⁴.

Si vous aviez un appel à lancer à l'ensemble des éducateurs, quel serait-il ?

Je leur dirais : « *Faites en sorte que vos élèves aient confiance en eux-mêmes.* » Je pense à ces dix millions de pauvres en France, qui n'ont plus confiance en eux. Certains sont en colère mais la plupart ont lâché. Cent vingt mille jeunes sortent de l'école sans diplôme chaque année. Où sont-ils ? J'en ai rencontré et ce que je sais, c'est qu'ils ont perdu pied. Ce ne sont pas des indignés, comme on dit aujourd'hui. Ils pensent simplement qu'ils n'ont pas de place dans la société. Ils ne dominent pas leur environnement. L'éducation doit y remédier. Dans ma vie, j'ai eu beaucoup de passages difficiles. Je me disais, et cela m'arrive encore : « *Tu n'es pas à la hauteur.* » Dans ces moments-là, on est perdu. On doit se dire : « *Tu as tes faiblesses mais tu vas y arriver.* » Cette confiance en soi, acquise grâce à ses parents et à ses professeurs, c'est cela l'éducation. Il n'y a rien de plus beau dans la vie qu'apprendre à être.

1. Sur internet : www.notre-europe.eu

2. Discours à l'adresse : www.icp.fr/Nous-connaître/Actualités/Jacques-Delors-Docteur-Honoris-Causa

3. « L'Éducation : un trésor est caché dedans », rapport à l'Unesco de la Commission internationale sur l'éducation pour le vingt et unième siècle, présidée par Jacques Delors, 1996. Extraits sur le site : www.unesco.org/delors/delors_f.pdf

4. Éditions Saint-Simon, 2012. Jacques Delors signe la préface.

Un lent cheminement



© Nicole Orsi Battaglini

« Lavez-vous, soyez purs, ôtez le mal de vos pensées. » (Is 1,16)
 « Il mit l'eau dans un bassin, et il commença à laver les pieds de ses disciples et à les essuyer avec un linge. » (Jn 13,5)

Des noces de Cana¹ au discours sur le pain de vie², saint Jean offre bien des développements sur l'Eucharistie. Pourtant, contrairement aux autres évangélistes, il ne fait pas le récit de l'institution de l'Eucharistie au soir du jeudi saint. En revanche, il rapporte le lavement des pieds, qui a lieu le même soir, « au cours d'un repas ».

L'Évangile de Jean est le plus tardif. Sa communauté vit déjà régulièrement de l'Eucharistie et est familière des gestes et des paroles accomplis en mémorial. Jean choisit, semble-t-il, de ne pas rapporter à

CLAUDE BERRUER

Par sa composition dynamique, *Le Lavement des pieds* de Fra Angelico invite les disciples et, au-delà, chacun d'entre nous, à se mettre en marche pour annoncer la Parole et partir au service du frère.

nouveau la Cène, mais d'aider à en percevoir le sens, en décrivant un geste qui dit l'engagement ultime de Celui qui se livre : « [...] Jésus, sachant que son heure était venue, l'heure de passer de ce monde au

Père, lui, qui avait aimé les siens qui sont dans le monde, les aima jusqu'à l'extrême³. » De même que l'institution de l'Eucharistie se termine par le commandement de Jésus : « *Faites ceci en mémoire de moi*⁴ », le récit du lavement des pieds se termine par cet appel : « [...] vous devez vous aussi vous laver les pieds les uns aux autres ; car c'est un exemple que je vous ai donné⁵. »

Ainsi, comme en écho, les Évangiles associent-ils le sacrement de l'Eucharistie et le service du frère, véritable sacrement du pauvre. Dans les panneaux de Fra Angelico, il nous faut alors être attentif à trois représentations qui se répondent, la Cène, le

lavement des pieds et la communion des apôtres : autour du Christ, les Douze, assis sur les mêmes tabourets. Dans chacune des scènes, Judas est habillé de la robe noire, signe de la mort apportée par le péché qu'il porte déjà en lui : « [...] déjà le diable avait jeté au cœur de Judas Iscariote, fils de Simon, la pensée de le livrer⁶. »

Le cadre de la Cène et de la communion des apôtres s'inscrit, semblablement, dans le chœur d'une église dont le mur est recouvert d'une tapisserie aux mille fleurs. Nous sommes dans un sanctuaire clos et assistons à une liturgie. Le lavement des pieds se passe dans un cloître ou sous les galeries d'un atrium à l'antique. Les personnages occupent cette fois le premier plan, quand l'arrière-plan s'ouvre sur les deux carrés qui se répondent : le carré vert de la pelouse et le carré bleu du ciel... La figure du quadrilatère marque d'ailleurs l'ensemble de la composition : un cloître à quatre côtés, dont chaque galerie est composée de cinq colonnes délimitant quatre rectangles. Quatre cyprès se dressent aussi dans le jardin. Or, dans la symbolique, le « quatre » représente le monde terrestre, habité, structuré par les quatre éléments fondamentaux, les quatre points cardinaux. Si le sacrement de l'Eucharistie invite le croyant à la rencontre du Seigneur, c'est aussi pour envoyer le chrétien vers le monde. « *Devenez ce que vous recevez* »...

Parcours de croyants

Des trois scènes que nous rapprochons, celle du lavement des pieds apparaît comme la plus désordonnée, peut-être la plus dynamique. Certes, les apôtres dessinent bien un ovale autour du Christ, image de l'Église rassemblée par son Seigneur. Mais une vraie diversité y règne, le panneau réunissant, pour ainsi dire, plusieurs miniatures : un apôtre courbé en train de lacer sa sandale, un autre tournant le dos à Jésus en train de retirer ses chausses, un apôtre debout tenant l'aiguïère... Les apôtres sont aussi divers par la couleur de leur robe, de leur manteau, leur aspect physique, leur âge, leur chevelure : longs cheveux

blonds, cheveux blancs, cheveux châtons, calvitie naissante... Certains portent la barbe, d'autres sont glabres... Déjà l'Église rassemble toute l'humanité.

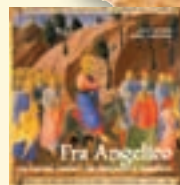
Et le regard est attiré par le vis-à-vis de Pierre et du Christ. Un Christ qui a quitté son manteau : « *Jésus se lève de table, dépose son manteau et prend un linge dont il se ceint⁷.* » Fra Angelico esquisse le linge sur une robe rouge, à la couleur, déjà, de la Passion. Jésus est agenouillé devant ses disciples, abaissé dans la position du serviteur : « [...] *il s'est dépouillé, prenant la condition de serviteur, devenant semblable aux hommes, et, par son aspect, il était reconnu comme un homme ; il s'est abaissé devenant obéissant jusqu'à la mort, à la mort sur une croix⁸.* » Le mystère de l'Incarnation conduit au mystère de la Passion.

Les apôtres sont aussi divers par la couleur de leur robe, de leur manteau, leur aspect physique, leur âge, leur chevelure [...]. Déjà l'Église rassemble toute l'humanité.

La scène représente – c'est de tradition – le dialogue de Pierre et de Jésus : « *“Me laver les pieds à moi ! Jamais !” Jésus lui répondit : “Si je ne te lave pas, tu ne pourras avoir part avec moi⁹.”* » Il reste encore bien du chemin à parcourir pour Pierre avant de comprendre le sens du mystère du Christ. Pierre ouvre ainsi notre parcours de croyants, appelés à un lent cheminement.

Le lavement des pieds met, bien légitimement, en valeur les pieds des disciples, qui vont se mettre en marche pour annoncer la Parole et partir au service du frère : « *Comment croiraient-ils en lui, sans l'avoir entendu ? Et comment l'entendraient-ils, si personne ne le proclame ? Et comment le proclamer sans être envoyé ? Ainsi est-il écrit : Qu'ils sont beaux les pieds de ceux qui annoncent de bonnes nouvelles¹⁰.* » Quand l'Église nous invite au service de la fraternité, à la diaconie¹¹, rappelons-nous que c'est avec nos pieds que nous sommes appelés à nous faire disciples du Christ.

Une exposition itinérante



Désireux de développer l'art à l'école, le Secrétariat général de l'enseignement

catholique est partenaire de l'exposition itinérante 2011-2014 d'Ars Latina*, « Fra Angelico - Le pas du Christ, de toujours à toujours ». Celle-ci présente les panneaux du cycle de la vie du Christ, peints au xv^e siècle sur l'armoire des ex-voto d'argent de l'église de la Santissima Annunziata, à Florence.

Après l'ensemble scolaire Edmond-Michelet - Bossuet à Brive-la-Gaillarde, qui l'a accueillie du 17 au 26 février, elle sera présentée :

- Du 13 au 27 mars, au collège-lycée Notre-Dame-de-Bury, à Margency (Val-d'Oise).
 - Du 28 mars au 12 avril, à l'Externat Sainte-Anne, à Montesson (Yvelines).
 - Du 23 avril au 7 mai, au collège Saint-Joseph, à Bain-de-Bretagne (Ille-et-Vilaine).
 - Du 8 au 22 mai, à la cathédrale de Strasbourg.
 - Du 23 mai au 6 juin, à la maison diocésaine de Lyon.
 - Du 22 juin au 6 juillet, au collège Don-Bosco, à Saint-Cyr-sur-Mer (Var).
- Notre hors-série, « L'art à l'école » (36 pages, nombreuses illustrations), consacré en grande partie à cette exposition, est toujours en vente (*bon de commande p. 64*).

* Renseignements : info@ars-latina.com.

1. Jean 2,1-12.
2. Jean 6,47 et sq.
3. Jean 13,1.
4. Luc 22,19.
5. Jean 13,14-15.
6. Jean 13,2.
7. Jean 13,4.
8. Épître aux Philippiens 2,7-8.
9. Jean 13,8.
10. Épître aux Romains 10,14-15.
11. L'Église de France propose aujourd'hui la dynamique Diaconia : cf. www.diaconia.fr



Zoom sur la qualité et la sécurité des séjours !

L'ouverture à l'international demande aujourd'hui d'acquérir les connaissances en langues étrangères et l'ouverture d'esprit liée aux voyages. Face à ce vaste marché, de nombreux organismes proposent des formules à des consommateurs toujours plus perplexes devant l'offre pléthorique et le manque de garanties de qualité. Pour répondre à toutes les questions que se posent les chefs d'établissement, les enseignants, les parents et les jeunes, l'Office national de garantie des séjours et stages linguistiques organise son premier Salon.

Il donnera l'occasion à chacun de :

- découvrir les différentes formules de séjours linguistiques et de voyages scolaires en rencontrant des professionnels du secteur ;
- comprendre les mécanismes des voyages linguistiques et scolaires grâce aux conférences thématiques ;
- comparer les avantages des différentes formules grâce à l'offre large présentée lors du Salon ;
- choisir la formule qui répond le mieux à vos attentes ;
- préparer vos projets avec l'aide de professionnels agréés et contrôlés par l'Office.

Pour en savoir plus : www.salon-office.com

Xavier Villette, un point d'appui en relations humaines



Après avoir assumé les fonctions d'enseignant, de chef d'établissement et de directeur diocésain, Xavier Villette, diacre, a ouvert en 2011 un cabinet de formation en relations humaines. Cela dans une perspective soit de développement personnel, soit d'intégration efficace dans toute activité d'équipe au sens large : équipe professionnelle, association, équipe de bénévoles, couple, famille. À ses compétences acquises dans le milieu pédagogique et éducatif, il ajoute une compétence spécifique avec l'utilisation d'un outil de connaissance de soi : l'ennéagramme.

Internet : www.xaviervillette.net

E-mail : contact@xaviervillette.net - Tél. : 06 30 61 52 08.

UN JOURNAL DANS CHAQUE LYCÉE !



« Inciter les lycéens à se lancer dans l'aventure de la création d'un journal est un acte éducatif dont la pertinence n'est plus à démontrer. Il participe aux activités éducatives qui valorisent l'engagement, la citoyenneté, la concertation, l'exercice du jugement critique dans le respect de l'opinion de chacun, la rigueur de l'expression, le travail d'équipe... ».

Gilles du Retail, rédacteur en chef d'Enseignement catholique actualités.

L'association « Jet d'encre » continue à encourager les lycéens à monter un projet de journal et donne tous les outils nécessaires à cette création.

Son site propose des ressources conçues à l'intention des lycéens et à celle de la communauté éducative.

Saisissez-vous dès maintenant des fiches pratiques, conseils et contacts qu'elle propose.

www.creerunjournallyceen.fr

Des affiches sont à la disposition des chefs d'établissement en écrivant à eca@enseignement-catholique.fr

35 tonnes de carottes locales en conversion bio dans les menus



Dans le cadre du Grenelle de l'Environnement, l'État a décidé d'introduire 20 % de produits bio dans la restauration collective. Cependant, aujourd'hui, seuls 22 594 exploitants agricoles français sont engagés dans l'agriculture biologique et la demande de la restauration collective ne cesse d'augmenter.

Aussi, Elior Restauration Enseignement a signé un partenariat inédit avec Vivrao et Xavier Dupuis, agriculteur en Ile-de-France, pour soutenir la conversion des terres biologiques et produire 35 tonnes de carottes bio et locales. Afin de fédérer les équipes et les enfants autour de ce projet d'envergure, Elior met en place des animations de sensibilisation dans plus de 700 restaurants scolaires d'Ile-de-France et propose des recettes originales à base de ces carottes dans les menus.

Vivre, c'est essayer

Nous avons souvent été frappés du fait que ce qui apparaît comme hors normes, comme problématique et préoccupant à la majorité des adultes, enseignants ou parents, constitue, a contrario, une norme implicite du rapport au monde de beaucoup de jeunes.

YVES MARIANI

Au terme de l'un des plus beaux romans de Douglas Kennedy, l'une de ses héroïnes est prise de vertige devant la complexité des

parcours des êtres qu'elle a aimés et qui l'ont précédée. Elle est seule face à son petit garçon qui lui réclame de l'aider à monter la maquette de robot trop complexe qu'elle vient de lui offrir. Ils parlent :

« S'il te plaît, m'man ! Fais-le marcher.

– Je ne sais pas comment ça marche, Ethan. Je ne sais pas comment marche quoi que ce soit.

– Tu peux essayer. [...]

– D'accord. Je vais essayer¹. »

Ce dialogue ordinaire nous revenait en mémoire après un entretien avec l'un des jeunes écouté dans le cadre du travail que mène le réseau des observatoires.

Ce garçon évoquait avec une grande sérénité ce qui serait apparu comme un parcours fait de plaies et de bosses, d'allers et retours, d'échecs répétés, d'expériences avortées dans une sorte de mouvement quasi brownien de tâtonnements multiples... « Sans cohérence ni logique », lui avait affirmé l'accompagnateur censé l'aider à sortir de ce que l'on appelle pudiquement son « décrochage scolaire ».

Si son parcours pouvait être extrême par rapport à nombre de ses camarades, il apparaissait très clairement comme un écho de ce que nous avons entendu de la bouche de très nombreux autres jeunes plus respectueux des canons ordinaires et académiques de l'orientation scolaire et professionnelle. Avec une grande finesse et une conviction dans laquelle il engageait tout le poids de ce qu'il avait vécu, ce garçon disait avoir réalisé qu'il ne pouvait apprendre ou comprendre que s'il essayait, que si on lui donnait le temps, le droit et l'espace de l'essai. Il disait avec force le mélange de curiosité pour l'inconnu et l'incertain qu'il ressentait en permanence et le besoin de rester dans des conditions de sécurité affective lui permettant ces tâtonnements.

Dernièrement, encore, mettant nos pas dans ceux d'un jeune garçon de CAP Chaudronnerie, bien parti pour obtenir une distinction exceptionnelle lui ouvrant toutes grandes les portes des meilleures entreprises, celui-ci, interrogé sur son avenir a partagé son projet déjà très pensé et organisé... de ne surtout pas entrer immédiatement dans la vie active,



une fois son diplôme obtenu, mais de prendre « une année pour vivre ». Et l'on entendait là d'abord une soif d'expériences, de découvertes et non la fuite d'une réalité professionnelle à la fois prometteuse et désirée.

Il nous semble qu'il est urgent d'entendre ce qui se dit dans ces anecdotes auxquelles on pourra opposer situations et comportements témoignant d'une réelle frilosité, bien dans le ton de l'époque et du discours des adultes.

L'enfermement dans le moment présent et l'instant, le primat de l'émotion, l'habitude prise, dès le plus jeune âge, d'une forme de dispersion cognitive et psychique renforcent ce trait, c'est vrai, mais il nous faut aussi prendre conscience que la surprotection et la « surprojection » affectives des adultes conduisent aussi bien le monde scolaire que la sphère familiale, pour des raisons différentes, à, sans cesse, craindre et restreindre le champ expérientiel de ces jeunes. En dehors du fait qu'on les renvoie ainsi, entre eux, affronter et explorer les enjeux clés de la construction d'une identité, avons-nous suffisamment conscience que dans cette obsession du risque, dans l'absence de patience et de temps qui marque de plus en plus la construction des parcours scolaires et le mode d'organisation des établissements, nous proposons à ces jeunes une injonction parfaitement paradoxale ? Apprends, deviens autonome, construis ton parcours... mais surtout sans risques, sans erreurs, sans trop de tâtonnements car le temps, totalement fantasmatique, que nous vivons de ce point de vue, est compté.

Avons-nous conscience que nous proposons aux jeunes une injonction paradoxale ?

Il est indubitable que tous ces jeunes portent sur nous le regard à la fois fait

d'attente, de confiance et de léger amusement que pose le petit garçon de Douglas Kennedy sur sa mère. C'est avec la force de l'évidence qu'il lui dit qu'elle « peut essayer ». Entendons cette demande qui nous est faite : osons nous-mêmes essayer, prendre le risque du tâtonnement, de la recherche, de la découverte dans les modes d'apprentissage, d'organisation que nous proposons aux jeunes pour pouvoir, en retour, leur ouvrir ce formidable espace de confiance, sans cesse évoqué au cœur de la démarche des Assises et leur dire alors, en cohérence : « Toi aussi, tu peux essayer. » Le verbe pouvoir prenant alors une dimension singulière si prisée des grammairiens... et de tout authentique éducateur ; non le pouvoir de la puissance mais celui du potentiel, de la radicale affirmation d'une espérance non négociable : aimer l'à-venir de ces jeunes.

1. Douglas Kennedy, *La poursuite du bonheur*, Belfond.

Un nouveau regard sur la Grande Guerre

Inauguré le 11 novembre 2011, le Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux vise à remettre le premier conflit mondial dans une perspective historique et sociale. Une visite qui complète celle des autres lieux de mémoire.

LAURENCE ESTIVAL

Il aura fallu six ans pour que le bâtiment sorte de terre. Avec ses 3 000 m² d'expositions, ses plus de 50 000 objets et documents, et ses 200 uniformes collectionnés pendant 40 ans par Jean-Pierre Verney, photographe et spécialiste reconnu de la Première Guerre mondiale, ce nouveau venu dans le paysage des musées de mémoire affiche immédiatement la couleur : la guerre est vue ici à hauteur d'homme. Loin de Verdun et de son monument dédié aux anciens combattants et centré sur la confrontation franco-allemande ou de l'Historial de Péronne dont le caractère volontairement froid et abstrait incite à réfléchir sur les conséquences du conflit, et au-delà, sur la violence, l'accent est mis sur les coulisses des champs de bataille replacés dans une perspective historique.

La visite commence en 1870, avec des affiches qui montrent l'esprit de revanche déjà à l'œuvre, et se termine en 1939 quand le bruit des canons dissipe les illusions de la victoire de 1918. Entre les deux, un parcours où sont explorées les différentes étapes de cette longue marche infernale, ponctuée en amont et en aval par les deux batailles de la Marne, de la guerre de position à la guerre de tranchées. Symboles de celle qui devait être « *la der des der* », deux tranchées ont même été reconstituées. Un avion de combat grandeur nature est suspendu au plafond au-dessus d'un char d'assaut présent sur les champs de bataille en 1918...

Cette vision chronologique agrémentée de sons, d'ambiances olfactives, de bornes interactives et de vidéos, est complétée par des espaces situés en retrait où les visiteurs ont la possibilité de s'informer sur la vie des soldats ou le travail des femmes à l'arrière. Cartes postales envoyées par des épouses, douilles transformées en lampes, masques de protection, casques, matériel



Le musée se situe au pied du monument américain (à gauche) qui commémore la bataille de la Marne de 1914.

médical, prothèses, billet d'embarquement d'un soldat américain s'envolant pour l'Europe, jouets guerriers rappelant que la propagande s'adressait aussi aux enfants... Cette foison d'objets, exposée dans les vitrines, a traversé le temps depuis ces années de cauchemar qui se sont soldées par 22 millions de morts.

Position pédagogique

« *Le point fort de ce musée est de donner une compréhension globale de la Première Guerre mondiale à travers les batailles de*

d'accueillir un grand nombre de visiteurs... Pour François Cochet, ce lieu correspond en outre à une évolution de la demande sociale. « *Il y a encore quelques années, il y avait une passion pour les champs de bataille et le matériel militaire. Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui souhaitent comprendre comment leur grand-père ou leur arrière-grand-père ont vécu le conflit et comment ils sont morts. Ils veulent voir des objets de la vie quotidienne et ont envie de partager les souffrances de ceux qui étaient sur le front* », poursuit-il. « *Personne n'a été oublié* », précise d'ailleurs Jean-Pierre Verney.

Le musée de Meaux a bien compris l'intérêt de sa position pédagogique. La large palette d'activités proposée aux élèves et à leurs enseignants en témoigne. Pour plonger dans les réalités de la guerre, les plus jeunes seront guidés par les poupées de laine envoyées par des enfants aux soldats sur le front.

Les plus grands se verront proposer d'explorer la dimension internationale de ce conflit en s'informant devant des mannequins portant les uniformes de soldats des empires coloniaux, eux aussi engagés dans la bataille, ou devant l'espace consacré aux soldats américains. Des itinéraires complétés par l'organisation de conférences thématiques et d'expositions temporaires. Un centre de documentation de 8 000 ouvrages vient également d'ouvrir ses portes. De quoi répondre à la soif de savoir des plus curieux...



Un char Renault FT17 survolé par un Spad XIII.

la Marne. Les gens ont besoin d'un discours généraliste sur la guerre. Ce musée joue ce rôle et il peut d'ailleurs servir de point d'entrée pour aller plus loin, en visitant les autres lieux de mémoire de la Grande Guerre et approfondir les différents thèmes abordés à Meaux », explique François Cochet, professeur d'histoire à l'université de Metz et spécialiste de ces questions.

La guerre des musées consacrés à la Première Guerre mondiale n'aura donc pas lieu même si de par sa proximité avec Paris, celui de Meaux a de fortes chances

Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux, rue Lazare-Ponticelli, 77100 Meaux. Tél. : 01 60 32 14 18. Internet : www.museedelagrandeguerre.eu

Au fil de la toile... d'araignée

Huit pattes velues et parfois jusqu'à autant d'yeux... Perchées entre les branches des arbres ou nichées dans la végétation, blotties contre des écorces, en apnée dans les mares ou tapies dans les recoins des maisons... les araignées peuplent la Terre jusqu'à l'orée des toundras. Discrètes et agiles, ces infatigables tisseuses sèment la terreur dans nos imaginaires collectifs. À tort puisqu'elles ne causent qu'une à cinq morts par an – contre une moyenne de 75 000 à l'actif des serpents. Jusqu'au 2 juillet, le Muséum national d'histoire naturelle, à Paris, nous invite à dépasser nos répulsions pour découvrir que le groupe des aranéides, fabuleux échantillon de biodiversité aux 41 000 espèces connues, recèle de fascinantes stratégies en matière d'habitat, de chasse, de reproduction ou de camouflage. Une foule de dispositifs sensoriels, des spécimens reconstitués, à observer ou à manipuler, et des tables tactiles ludiques démontent un à un nos effrayants clichés. Sur un mode très récréatif, le visiteur touche ainsi du doigt les mystères et les atouts de l'araignée : alicament, figure mythique, objet de recherche scientifique pour les qualités exceptionnelles de sa soie, ou meilleure alliée du jardinier auquel elle offre une alternative aux pesticides... Autant de raisons de ne pas écraser ces prédatrices d'insectes qui contribuent activement à l'équilibre de nos écosystèmes. **VL**

➔ <http://araignees.mnhn.fr>

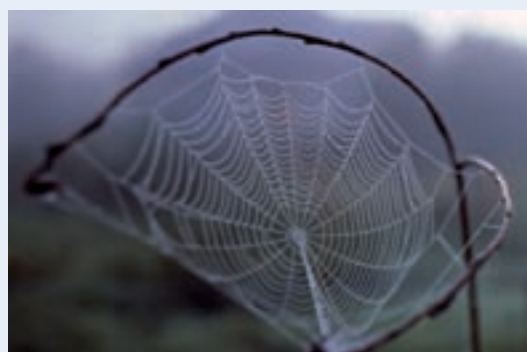
Bob Dylan : les années fondatrices

C'est une légende bien vivante, et toujours sur la route à 70 ans, que la Cité de la musique, à Paris, met à l'honneur jusqu'au 15 juillet. « Bob Dylan, l'explosion rock » offre l'occasion d'interroger l'histoire récente des musiques actuelles au prisme d'un artiste qui s'impose à la fois comme point de convergence et source d'influence des courants folk, de la musique électrique, de la chanson contestataire ou encore d'une poésie intimiste et hallucinée à la Allen Ginsberg. En une soixantaine de clichés en noir et blanc et un florilège de concerts et d'entretiens filmés réunis par l'INA, l'exposition se concentre sur les années 1961 à 1966, période de création prolifique où, en sept albums cultes,

Bob Dylan révolutionna la scène musicale depuis les clubs enfumés de Greenwich Village, produisant autant d'hymnes engagés pour l'égalité des droits ou contre la guerre que de ballades introspectives, empreintes de mysticisme. Cinq années de compagnonnage avec Joan Baez, qui incluent deux parenthèses parisiennes (en 1964, où il sera hébergé par Hugues Aufray, et en 1966 où il rencontrera Françoise Hardy et Johnny Hallyday) et se referment sur un accident de moto

après lequel le rock de Dylan se mâtime d'accents country, romantiques, voire religieux... Des conférences, visites commentées et échanges avec des musiciens prolongent l'exploration des multiples facettes de ce personnage, mémorialiste, peintre et animateur de radio à ses heures. **VL**

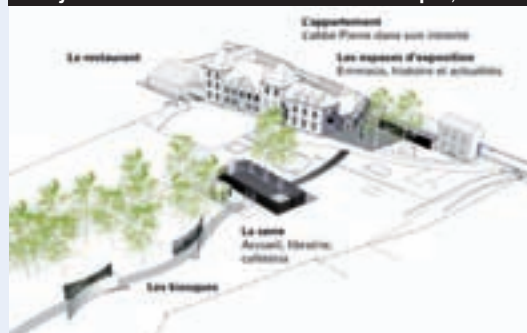
➔ Cité de la musique : 221 avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris (Métro : Porte de Pantin). 14 mars : visites guidées gratuites pour les enseignants de collège et de lycée – Renseignements : 01 44 84 44 84/94 ou www.citedelamusique.fr/enseignants



Toile géométrique d'épeire diadème.



Bob Dylan montrant la voie dans les rues de Philadelphie, en 1964.



Le Centre abbé Pierre Emmaüs Esteville : à 30 minutes de Rouen.

Emmaüs : un centre culturel solidaire

L'abbé Pierre aurait eu 100 ans cette année. À Esteville (Seine-Maritime), où il s'est éteint voilà cinq ans, s'ouvre, en guise d'hommage, un lieu de mémoire et de vie aussi propice au pèlerinage qu'au témoignage des activités « d'un mouvement toujours en mouvement ». Une exposition retrace l'histoire d'Emmaüs, l'émergence de la question du mal-logement dans l'après-guerre, et propose un parcours biographique dans l'intimité de son fondateur, à travers le parc, la chapelle, la bibliothèque

qu'il arpenta. Sa chambre, conservée à l'identique dans toute sa simplicité et sa profusion livresque, reste habitée par sa présence. Ce projet culturel se double bien sûr d'une dimension solidaire puisque la communauté hébergée sur le site participe à son animation et que l'aménagement des lieux a fait l'objet d'un chantier d'insertion. Pour prolonger l'action autant que la militance intellectuelle, un espace pédagogique et documentaire, riche de 3 000 documents numérisés, dont certains issus des archives personnelles de l'abbé Pierre, accueille, à la demande, scolaires, étudiants, chercheurs ou simples curieux. Enfin, le Centre abbé Pierre Emmaüs Esteville entend orchestrer des événements de portée internationale comme les prochaines Rencontres de l'habitat modeste ou des expositions de photographies. Ou quand la commémoration se met au service de la solidarité. **VL**

➔ www.centre-abbe-pierre-emmaus.org



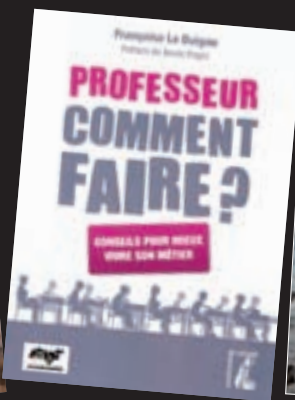
1



2



3



4



5

CINÉMA ET RELIGION

1 « Le rapport du cinéma et de la religion reste délicat », comme le souligne l'introduction. Car si un film donne à voir, il n'est pas le reflet de la réalité et n'a pas à être source de foi. En revanche, il transmet le message d'un réalisateur et son langage reste à décoder. Les cinq chapitres de cet ouvrage ouvrent la réflexion et apportent des outils aux formateurs, en abordant notamment « le film, un outil privilégié pour nourrir l'imaginaire des enfants et les ouvrir au monde et à ses valeurs » et « la pédagogie de l'animation spirituelle à partir du cinéma ». Ils sont suivis de 18 fiches pratiques pour la pastorale ou les cours de religion, à partir de films aussi divers que *Ratatouille*, *Star Wars* ou *Crash*. Pour chacun, est souligné l'intérêt religieux, tandis qu'un objectif et un déroulement d'animation sont proposés.

Danielle Lacroix

Arnaud Join-Lambert et alii
Les Révélation du cinéma – avoir recours au cinéma en pastorale et en cours de religion

Lumen Vitae

Coll. « Se former pour le dire », 153 p., 29 €.

LA CATÉCHÈSE DU XXI^e SIÈCLE

2 Pour l'Institut supérieur de pastorale catéchétique (ISPC) de Paris, il devient urgent d'aborder le rapport entre l'initiation à une foi vivante et la transmission de son contenu. D'où le colloque international organisé sur ce thème en février 2011, dont voici les actes. Alors qu'au XIX^e siècle, le but de la catéchèse était d'apprendre son catéchisme, l'expérience personnelle a pro-

gressivement prévalu au cours du XX^e siècle. Au seuil du troisième millénaire, ces deux exigences doivent être conjuguées. Ce livre fait le point sur la recherche et les pratiques qui visent à trouver un nouvel équilibre. **Sylvie Horguelin**

François Moog, Joël Molinaro (dir.)

La catéchèse et le contenu de la foi

Desclée de Brouwer

208 p., 24 €.

LE LYCÉE EN CLAIR

3 Ces pages abordent l'organisation des études au lycée, son fonctionnement et le travail qui s'y effectue. Quatre journalistes ont interrogé différents acteurs du système – parents, lycéens, enseignants, proviseurs. Le va-et-vient entre les propos recueillis et les analyses proposées est l'une des richesses de cet ouvrage. Les lycéens et leurs parents pourront ainsi mieux comprendre comment fonctionne le lycée et y voir plus clair sur des questions aussi concrètes que les notes, l'accompagnement personnalisé, le rôle de délégué. **Nicole Priou**

Françoise Clerc et Claude Rebaud (dir.)

Le nouveau lycée, mode d'emploi

Chronique sociale

144 p., 12,90 €.

PROFS DÉBUTANTS : POUR MIEUX FAIRE

4 Né de questions de jeunes collègues, cet ouvrage d'une enseignante expérimentée – elle a exercé près de vingt ans en ZEP – propose de nombreux outils pratiques. Ils permettent d'entrer dans le métier avec une « manière d'être et de faire » qui engage le meilleur contact possible avec les élèves. De l'utilisation du tableau à la gestion de l'oral en pas-

sant par la préparation des cours et le travail d'équipe, les débutants y trouveront de nombreux conseils pour mieux vivre leur métier en s'appuyant sur des repères visiblement construits au fil de l'expérience avec un réel souci des élèves. **NP**

Françoise Le Duigou

Professeur, comment faire ? – conseils pour mieux vivre son métier

L'Atelier/ADAPT

130 p., 12 €.

ON A MARCHÉ SUR LA LUNE

5 Dans la nuit du 20 au 21 juillet 1969, des centaines de millions de télespectateurs ont regardé Neil Armstrong marcher sur la lune. Ce livre est une reconstitution de cette nuit historique, telle qu'elle a été vécue par les astronautes, les contrôleurs de vol mais aussi les hommes et les femmes assis devant leur écran noir et blanc. « *Neil Armstrong avance son second pied* » et après un temps de silence s'exclame : « *Un petit pas pour un homme, un bond de géant pour l'humanité.* » Un récit minutieux, enrichi d'illustrations, qui aurait enchanté Jules Verne... **SH**

Serge Bordères

Ici la base de la Tranquillité

Cépaduès éditions

253 p., 18 €.

DANS LES PAS DE ROUSSEAU

6 Le tricentenaire de la naissance de l'auteur de *l'Émile* sera fêté tout au long de l'année 2012 en France, en Suisse et partout dans le monde. Sites



6

7

8

9

10

et livres fleurissent sur le sujet. Parmi eux, cet album magnifiquement illustré, écrit par une équipe de spécialistes de Rousseau. Il invite les lecteurs à suivre l'écrivain dans ses nombreux voyages, mais aussi à approfondir son œuvre riche et multiforme. À parcourir seul ou avec ses élèves avant, pourquoi pas, de relire *Du Contrat social*, ce texte majeur qui a inspiré la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* adoptée le 26 août 1789. **SH**

Yves Miordatos (dir.)

Jean-Jacques Rousseau – le sentiment et la pensée

Glénat

Coll. « Beaux livres Patrimoine », 157 p., 39,50 €.

SOMMETS SPIRITUELS

7 Pour ce livre, joliment illustré, Jean-Louis Roux a sélectionné 77 sites, parmi les plus significatifs du patrimoine religieux des Alpes françaises. Plus qu'un album de photos, c'est une véritable réflexion qui est proposée sur le sens du sacré. Au sein du sanctuaire naturel qu'est la montagne, le patrimoine témoigne d'une quête de transcendance. Un ouvrage qui fait écho à l'initiative de l'enseignement catholique de Savoie, « Beauté, spiritualité : un chemin possible vers la foi ». Ce parcours pour les professeurs des premier et second degrés a pour but d'approfondir les trois religions monothéistes et de mieux connaître le patrimoine artistique, culturel et religieux de Savoie. **Stève Lepleux**

Jean-Louis Roux

Le sacré dans les Alpes - temples, chapelles, monastères, nécropoles, mégalithes, cryptes et autres sanctuaires

Glénat

192 p., 22 €.

LES IDÉES EN PLACE

8 Les gens au Moyen Âge croyaient-ils vraiment que la Terre était plate ? Christophe Colomb a-t-il ou non découvert l'Amérique ? Magellan a-t-il fait le tour du monde ? En quatre grandes parties et 21 brefs chapitres, ce petit livre fait le point sur ce qu'au XXI^e siècle historiens et chercheurs savent vraiment. Voilà de quoi actualiser nos propres connaissances... Les deux auteurs ont le mérite de mettre en avant comment « les mythes ont souvent empiété sur les faits » et comment ils ont été étayés. Ils rappellent aussi que « les idées reçues [peuvent être] aujourd'hui amplifiées par internet et relayées par la télévision ». À noter qu'il existe de nombreux titres dans la même collection, qui permettent, à chaque fois, de nous remettre les idées en place ! **DL**

Michel Chandeigne,

Jean-Paul Duviols

Sur la route de Colomb et Magellan

Le Cavalier Bleu

Coll. « Idées reçues », 188 p., 14 €.

UN MAÎTRE MODESTE

9 Voilà un somptueux ouvrage des œuvres de l'artiste chinois autodidacte, Qi Baishi (1864-1957). Celui qui signait ses peintures « *Ermite de la Pierre-Blanche* », « *Vieillard Lentille d'eau* » ou « *Serviteur sans attaches, habitant temporaire des mirages* » est aujourd'hui le plus coté au monde ! Ses peintures ont séduit par leur simplicité et leur force, révélant son sens de l'observation, sa spontanéité et une grande maîtrise des traits et des teintes. Les touches expressives, pleines et fortes lorsqu'il représente des fleurs ou des oiseaux, deviennent minutieuses et délicates quand il s'agit d'insectes... Les 150 illustrations sont suivies d'une biographie par Jim Songcen, un lettré chinois, à qui Qi Baishi avait confié le soin de rédiger

ses mémoires à partir de ce qu'il lui relaterait de vive voix. Ce projet ne sera jamais finalisé, mais les propos repris ici font découvrir un homme modeste qui, contrairement aux prédictions de sa grand-mère, finit par s'épanouir et « faire bouillir la marmite avec des pincesaux » ! **DL**

Qi Baishi

Le peintre habitant temporaire des mirages

Philippe Picquier

224 p. (150 reproductions pleine page), 39,50 €.

COLONIE LITTÉRAIRE

10 « Avant notre occupation, Bahar Dar était un misérable fouillis de cabanes de boue sur la rive du lac Tana. Aujourd'hui, c'est un centre de plusieurs milliers d'habitants, un port et un nœud routier de grande importance. » S'il se limitait à ces phrases de plate propagande, ce *Voyage en Éthiopie* n'aurait guère d'intérêt que pour les historiens de l'Italie fasciste. Seulement, même lorsqu'il se fait le chantre de la colonisation pour retrouver les bonnes grâces du régime mussolinien, Curzio Malaparte ne peut retenir longtemps son lyrisme : « *Et là, Renzulli, s'approchant de moi au galop sur son grand mulet qui ressemble au cheval de Troie, me crie : On y va ! on y va ! Et je suis de nouveau en selle, la tête couronnée de mouches [...].* » Le lecteur, embarqué dans cette traversée littéraire, va de la splendeur d'« un golfe immense, où les derniers rayons du soleil percent lassement les nuages verts [...] » à la misère d'enfants-soldats qui, « *quand ils auront quinze ans [...]* se battront pour nous, "pour le gouvernement italien puissant et glorieux" ». Captivant. **René Troin**

Curzio Malaparte

(traduit par Laura Brignon)

Voyage en Éthiopie

Arléa

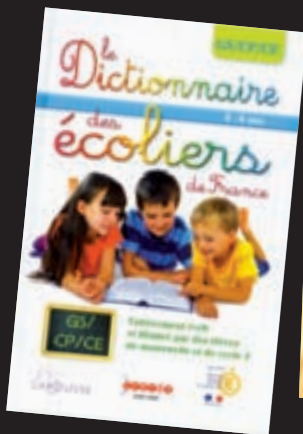
260 p., 20 €.



1



2



3



4



5

LE LONG CHANT D'ESCLARMONDE

1 Étonnant Goncourt des lycéens 2012 qui consacre un véritable conte médiéval et mystique. Celui-ci narre la réclusion d'Esclarmonde, pucelle de 15 ans, qui, ayant refusé d'épouser Lothaire de Montfaucon, se laisse emmurer pour se consacrer à Dieu. Dans sa cellule qui ne possède qu'une mince ouverture sur le monde, elle accouchera d'un fils, conçu lors d'un viol la veille de son emprisonnement. Prophétesse aux yeux de la population, les pèlerins accourent auprès d'elle. De son réduit, Esclarmonde garde le lourd secret de cette naissance, laissant croire au miracle... Malgré l'unité de lieu, l'intrigue regorge de rebondissements et l'on reste suspendu au monologue de l'héroïne, qui s'élève en un long chant douloureux, sensuel, parfois incantatoire. On pense à la Violaine de Paul Claudel. L'auteur, en tout cas, confirme ici son talent à créer un univers imaginaire fascinant. **Danielle Lacroix**

Carole Martinez
Du domaine des murmures
Gallimard
204 p., 16,90 €.

SOUFFRANCES ET RENAISSANCE

2 À 13 ans, Sonia vient de perdre sa mère. Malgré l'amour de son père, elle sombre dans la dépression. Désintérêt, pleurs, fatigue, solitude, cauchemars... son quotidien est devenu une succession de souffrances et de chagrins. Elle est ballotée entre les séances avec une psy – qu'elle appelle « Déteste-Déteste » –, les conflits avec sa grand-mère et de longues promenades le long de la rivière. L'arrivée de Berthe, une jeune Ivoirienne dont les parents sont restés au pays, va lui permettre de reprendre pied.

Peu à peu, en s'ouvrant à l'autre, Sonia renaîtra, acceptera l'accompagnement de sa psy et retrouvera un sens à sa vie. Ce livre décrit avec sensibilité l'évolution des sentiments et des émotions de cette adolescente qui peine à faire son deuil d'une mère morte trop tôt. À partir de 12 ans. **DL**

Rolande Causse
La voix du vent
Gallimard Jeunesse
Coll. « Giboulées », 112 p., 14,50 €.

DÉFINITIONS D'ENFANTS

3 « Maman : c'est une grande personne, c'est une femme qui a déjà eu un bébé. » Voilà une jolie définition rédigée par des enfants de cycle 1 ! Celle-ci est tirée d'un des deux *Dictionnaires des écoliers* récemment parus, entièrement écrits et illustrés par des élèves de la maternelle au cycle 2. C'est l'aboutissement d'un projet pédagogique inscrit dans le cadre du plan de prévention de l'illettrisme. Ces ouvrages ont été réalisés grâce au travail collaboratif de 3 170 classes volontaires. Résultat : des milliers de mots expliqués dans un langage simple, avec des exemples originaux, parfois poétiques, des dessins attachants, des petits jeux... De quoi séduire petits et grands à l'école ou à la maison. Cette opération continue en 2011-2012, ce qui devrait enrichir encore ces deux volumes, également accessibles sur le Web*. **DL**

Collectif
Le dictionnaire des écoliers de France
GSI/CPICE et CE/CM
Larousse, Scérén CNDP-CRDP / MEN
Vol. 1, 720 p., 13,90 €. Vol. 2, 1 040 p., 15,90 €.
* www.cndp.fr/dictionnaire-des-ecoliers

UNE FOLLE AVENTURE

4 Yuri est une petite Coréenne qui déteste et craint les escargots. Elle aime aussi son chat Néo, par-dessus tout... Aussi,

lorsque celui-ci s'enfuit dans le métro, courant après un homme à chapeau-escargot, part-elle à sa poursuite avec un petit garçon nommé Suhyeon. Commence alors pour les deux enfants une folle aventure où ils seront accompagnés d'une vieille dame bizarre qui a perdu un pot de miel. Après un voyage dans des rames de métro improbables, ils pénétreront au Pays des Objets Perdus. Au cours de ce voyage fantastique, Yuri et Suhyeon feront d'étranges rencontres, et devront faire preuve de courage et de ruse pour échapper à Sankara qui « a l'apparence d'un oiseau géant pourvu de neuf têtes »... Ce premier volume de « La guerre des ombres » débute une saga qui devrait passionner les lecteurs de 9 à 12 ans... **DL**

Kim Jin-Kyeong
À la poursuite du chat Néo – « La Guerre des ombres » (t. 1)
Picquier Jeunesse
168 p., 9 €.

ASTRAPI VOIT VERT

5 Protégeons notre planète ! Avec l'arrivée du printemps, le magazine *Astrapi* se met au vert dans son numéro du 15 avril ! Il sensibilise les jeunes de 7 à 10 ans à la protection de l'environnement et aux merveilles de la nature. Avec l'écolo dico rigolo, ils pourront apprendre 26 petits gestes qui protègent la Terre. Ils découvriront aussi comment prendre soin de leur jardin et observeront un géant de la nature : le baobab ! Un quiz sur les plantes et les animaux leur permettra de tester leurs connaissances, et en cadeau les mémos écolos rappelleront à toute la famille comment participer au développement durable. **Hélène Morlet**

Astrapi, bimensuel, 5,20 €.
Toutes les offres d'abonnement sur www.bayard-jeunesse.com



6

7

8

9

10

CD L'ENVOL DE GAINSBOURG

6 Cette « intégrale » inclut *Du chant à la une !...* et *N° 2*, soit les deux premiers 25 cm de Serge Gainsbourg, plusieurs fois réédités depuis leur parution. La rareté est ailleurs dans ces trois CD. D'abord, ils font remonter à nos oreilles des tout débuts scéniques enregistrés pour la radio au Milord l'Arsouille (le cabaret qui l'employait comme pianiste) ou à l'Alliance française, le 13 mai 1958, où le créateur de *La recette de l'amour fou* est accompagné au piano par son père, Joseph Ginsburg. Ils nous ramènent aussi à une époque où les auteurs de chansons (et leurs éditeurs !) s'appliquaient à placer leurs œuvres auprès d'un maximum d'interprètes pour générer des droits en conséquence. Ainsi, on peut entendre *Le poinçonneur des Lilas* chanté par Hugues Aufray, les Frères Jacques et Jean-Claude Pascal, et joué, côté jazz, par Alain Goraguer et son orchestre. Le livret (illustré) retrace la biographie musicale du Gainsbourg des années d'envol.

René Troin

Olivier Julien (dir. artistique),
Frédéric Régent (texte)
*Intégrale Serge Gainsbourg
et ses interprètes - 1957-1960*
Frémeaux et Associés
3 CD (66 titres + 1 livret 24 p.), 29,99 €.

ANIMATION MUSICALE

7 Après *Carnet de bal* (2010), les chanteurs et musiciens de l'association Mandarine ont replongé dans leur répertoire pour y cueillir « 34 jeux de doigts, comptines, chansons à gestes et historiettes à partager avec les 0-6 ans », ajouter des illustrations, les partitions et des conseils d'animation. Le tout compose un *Carnet d'animation petite enfance* qui abrite un *Bonhomme semaine* (pour apprendre le nom des jours), des *Petits*

bruits (à reproduire), un *Hérisson* (pour reconnaître sa droite et sa gauche, et jongler avec... une balle, parce qu'il faut un début à tout), des *Petits chemins* (à suivre dans le creux de ses mains)... Bref, de quoi favoriser les premiers apprentissages des tout-petits. Sans oublier leur éveil musical grâce au CD où 12 vocalistes et 15 instrumentistes traversent la gamme des sonorités (quatuor à cordes, accordéons, tablas, piano, senza...) et des genres (classique, jazz, musiques traditionnelles, blues...). RT

Mandarine
Carnet d'animation petite enfance
Mandarine/L'Autre Distribution
1 carnet à spirale (64 p.) + 1 CD (34 titres), 19 €.

WEB SITE CINÉ

8 À l'école, au collège, au lycée, l'éducation à l'image, au cinéma et à l'audiovisuel contribue à l'acquisition du socle commun de connaissances et de compétences que chaque élève doit maîtriser à l'issue de la scolarité obligatoire, nous disent les programmes officiels. Bonne nouvelle puisque la première pratique culturelle des jeunes est celle des images et que celles-ci, notamment sous leur forme cinématographique, peuvent être des outils pédagogiques. Oui, mais comment ? Comment trouver un film (et son dossier pédagogique) pour mon cours d'espagnol, de SES ou de philosophie ? La réponse est sur *Zéro de conduite*, un site sur le cinéma réalisé par des enseignants pour des enseignants. Cette « boîte à outils » se veut aussi « un lieu de débat et de réflexion » et propose un club aux enseignants. Dernières entrées sur le site : *Cheval de guerre* de Steven Spielberg, *Félins* de Keith Scholey, et *Hugo Cabret* de Martin Scorsese.

José Guillemain

www.zerodeconduite.net

TV FORUM ET ROME

9 Émission créée en 1997 par le quotidien *La Croix* en partenariat avec le réseau Radios Chrétiennes de France (RCF) et Radio Notre-Dame, *Face aux chrétiens*, présentée par Dominique Chivot (*notre photo*), est le forum politique des médias chrétiens. Chaque jeudi, à 20 h 40 sur KTO, une personnalité de la vie politique, économique, sociale, intellectuelle ou religieuse est interrogée pendant une heure par des journalistes des rédactions partenaires. Toujours le jeudi, l'émission est diffusée à 17 h sur RCF et à 19 h sur Radio Notre-Dame. Et des extraits sont publiés dans *La Croix* le vendredi. Autre temps fort sur KTO, du 10 avril au 8 mai, avec *Roma Caput Fidei*. Cette série documentaire, en cinq épisodes diffusés au fil des semaines, invite à découvrir Rome, ville sainte, à travers des lieux et des figures qui ont marqué l'histoire de l'Église. Agathe le Bescond
www.ktotv.com

LIEUX ET FIGURES DE LA PASSION

10 Du 26 février au 8 avril, *Le Jour du Seigneur propose*, « Passionnément Carême », sept matinées pour revisiter et célébrer la Passion du Christ. *Jérusalem, les lieux de la Passion*, documentaire en quatre parties de Sacha Hizar, entraînera les téléspectateurs à la suite du frère Olivier-Thomas Venard. Ce prêtre dominicain, professeur de Nouveau Testament à l'École biblique et archéologique de Jérusalem, sera leur guide dans les rues de la ville sainte et sur les lieux de la Passion. Avec *Passionnément*, autre série documentaire, Marie Viloin transpose des figures de la Passion dans le monde contemporain. Dans le troisième chapitre (la série en compte six), « La peine du juge », la réalisatrice suit Martine Lebrun, une magistrate qui, « tout comme Pilate, est face à ses décisions dans l'aménagement des peines ». Élodie Dufour
www.lejourduseigneur.com



Cap sur la Finlande

Une série de fiches « Découverte » et « Réflexion » accompagnées de séquences vidéographiques pour mieux appréhender le système éducatif finlandais et effectuer en regard une relecture ou une mise en perspective du projet éducatif de l'enseignement catholique français.

Un document conçu par l'Association nationale des chargés de mission de l'enseignement catholique (ANCM), l'École des cadres missionnés (ECM) et le Secrétariat général de l'enseignement catholique (Sgec).

L'ÉDUCATION, LE TRÉSOR DES FINLANDAIS

L'exemplaire : 15 € (port compris)

Nom / Établissement :

Adresse :

Code postal : Ville :

Souhaite recevoir : exemplaires. Ci-joint la somme de : € à l'ordre de :

Sgec Service publications, 277 rue Saint-Jacques - 75240 Paris Cedex 05. Tél. : 01 53 73 73 71.

Aux tableaux !

Enseignement catholique actualités



Un hors-série pour donner le goût de l'art

BON DE COMMANDE

« L'ART À L'ÉCOLE » : 8 € l'exemplaire

Nom / Établissement :

Adresse :

Code postal : Ville :

Souhaite recevoir : ex. de « L'ART À L'ÉCOLE » : 8 €. 6 € l'ex. à partir de 10 ex. (frais de port compris).

5 € l'ex. à partir de 100 ex. (frais de port non compris). Ci-joint la somme de : €, par chèque bancaire à l'ordre de SGEC, Service publications, 277 rue Saint-Jacques - 75240 Paris Cedex 05. Tél. : 01 53 73 73 71 - Fax : 01 46 34 72 79.

CONFÉRENCES DE CARÊME Jusqu'au 1^{er} avril 2012

D.R.



NEF DE LA CATHÉDRALE
NOTRE-DAME DE PARIS
(75004)

Le cycle 2012, intitulé « La solidarité : une exigence et une espérance », invite à s'interroger sur la manière d'« ouvrir des chemins d'espérance sur fond de crise anxiogène et dé-

mobilisatrice ».

– 11 mars : « La finance est-elle un piège ? », par Jean-Pierre Jouyet, président de l'Autorité des marchés financiers, et le père Gaël Giraud, s.j., théologien.

– 18 mars : « J'étais un étranger, et vous m'avez accueilli », par Jérôme Vignon, président de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, et M^{gr} Michel Dubost, évêque d'Évry.

– 25 mars : « Logement : quelles réponses durables à la crise ? », par Philippe Pelletier, président du comité stratégique du plan Bâtiment Grenelle, et le père Jacques Trublet, s.j., théologien.

– 1^{er} avril : « Solidarité : réalisme et esprit », par Andrea Riccardi, fondateur de la communauté Sant'Egidio.

Entrée libre. Horaire : 16 h 30-17 h 15. Les conférences sont suivies d'un débat, de l'office des vêpres à 18 h. À 18 h 30 : messe présidée par le cardinal André Vingt-Trois, archevêque de Paris. Diffusion en direct sur KTO.

CONCOURS PHOTO DES 7 FAMILLES

Jusqu'au 30 avril 2012

PARTOUT EN FRANCE

La fédération nationale de l'Action catholique des enfants (ACE) invite tous les enfants et jeunes de 6 à 15 ans à composer

une famille de leur choix en prenant six personnes en photo. Les participants proposeront-ils des images reflétant celles qui illustraient le jeu des

7 familles créé à la moitié du XIX^e siècle, ou bien leurs envois seront-ils empreints des réalités de leur vécu ? Réponse le 20 juin prochain où le jury désignera les 7 familles gagnantes. Leurs photos respectives composeront un jeu de cartes que l'ACE éditera.

Règlement sur : www.concoursphoto.ace.asso.fr

SALON STUDYRAMA SUP'ALTERNANCE

16 et 17 mars 2012

ESPACE CHAMPERRET, PARIS (75017)

Au fil des stands, ce sont plus de 200 formations post-bac en alternance qui seront présentées durant ces deux journées. Sans oublier

les plus de ce salon : entreprises proposant des offres en alternance ; un *Officiel Studyrama* spécial remis à chaque visiteur...

Invitation gratuite : www.studyrama.com

COLLOQUE NATIONAL DE L'AFAE

Du 16 au 18 mars 2012

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION,
STRASBOURG (67)

Le 34^e colloque national de l'Association française des administrateurs de l'Éducation nationale aura pour thème « Enjeux internationaux pour les professionnels de l'éducation : mieux connaître pour mieux agir ». Intervenants et participants aborderont les grandes questions liées à la construction européenne ou à l'impact des enquêtes PISA, par exemple : quel est le positionnement de notre système éducatif en Europe et dans le monde ? Faut-il s'interroger sur l'héritage d'une exception française en éducation ?...

Programme détaillé et inscriptions : www.afaefr.org

RETRAITES RÉVISIONS Avril-mai 2012

ABBAYE DE LÉRINS, ÎLE SAINT-HONORAT (06)



Fondacio propose aux lycéens et étudiants de bac à bac + 5 trois sessions de révisions sur le thème « Confiance en moi et en mon avenir ». Les dates : du 16 au 20 avril, du 23 au 30 avril et du 30 avril au 4 mai. Les plus : rencontre quotidienne avec un moine, possibilité d'assister aux offices, atelier d'expression théâtrale.

Renseignements : Armand Jacquet – Mobile : 06 83 42 92 18. E-mail : a.jacquet@fondacio.org
Inscriptions en ligne : <http://inscriptions.fondacio.fr>

SESSION PETITE ENFANCE Les 23 et 24 mai 2012

CONGRÉGATION DE LA MISSION,
95 RUE DE SÈVRES (75006)

« Autour de la petite enfance, quelle place des ASEM, quel partenariat au sein des classes maternelles de l'enseignement catholique ? » ASEM, enseignants et chefs d'établissement exploreront cette question au cours de la session nationale proposée par l'IFD Grenoble et l'Afarec Ile-de-France en lien avec le Sgéc et l'Apel nationale. Contact : s.vasquez@ifd-formation.org ou francoise.mas@afarecidf.com

JEUNES ACCUEIL LÉRINS De juillet à septembre 2012

ABBAYE DE LÉRINS, ÎLE SAINT-HONORAT (06)

Entre le 1^{er} juillet et le 13 septembre, cinq équipes de jeunes chrétiennes et chrétiens

de 18 à 26 ans vivront chacune, dix-huit jours durant, dans la proximité des moines de Lérins. Leur mission : assurer bénévolement un service d'aide à l'accueil des visiteurs.

Renseignements et inscriptions : Frère Antoine, Abbaye Notre-Dame de Lérins, CS 10040 – 06414 Cannes Cedex. Tél. : 04 92 99 54 05. Internet : www.abbayedelerins.com

SÉJOURS

CLASS OPEN ET LES JEUNES DIFFÉRENTS

En juillet et août 2012, Class Open organise douze séjours (multiactivités, équitation, sports-loisirs, voile) pour les 6-15 ans. Chacun de ces séjours accueille, en partenariat avec l'association A.C.C.E.S, quelques jeunes différents, accompagnés d'un ou de plusieurs éducateurs spécialisés, chargés de les aider dans la gestion de leur vie quotidienne et leur intégration au sein du groupe.

Pour l'accueil « Jeunes différents », contacter Françoise Ulrich, présidente de l'association A.C.C.E.S au 06 18 91 90 20. Calendrier et tarifs des séjours : www.classopen.org

ACCUEIL AU VERT

Le collège Notre-Dame-des-Oliviers, à Neussargues (Cantal), reçoit des groupes en pension complète toute l'année ou en gestion libre pendant les vacances scolaires de la zone A. Ce centre d'accueil agréé se trouve au cœur du Pays vert, à la limite du parc naturel régional d'Auvergne, au pied des monts du Cantal, à 15 minutes de la station d'été et d'hiver de Super-Lioran et à 1 heure 15 de Vulcania.

Adresse : Collège Notre-Dame-des-Oliviers, 6 route de Murat, 15170 Neussargues. Tél. : 04 71 20 51 80. E-mail : college-ndo@orange.fr

MOTS ET IMAGES

JEUNE PUBLIC AUX BERNARDINS

« Contes de l'hiver » et « Contes de Pâques » pour les 6-10 ans, « Goûters-philos » pour les 8-12 ans, « Cinés-philos » pour les 12-15 ans... Le Collège des Bernardins,

à Paris, invite tout au long de l'année les enfants et leurs parents à venir « confronter leur parole à celle de leurs pairs ». Autour de questions pour les uns (« Est-ce que je suis libre quand j'obéis ? ») et de films pour les autres (12 hommes en colère, Les rêves dansants...).

Sans oublier le temps fort de cette saison : Jonas, une comédie musicale autour d'un personnage biblique « qui a beaucoup à enseigner sur notre condition humaine » (pour les 8-15 ans et leurs parents).

Programme détaillé : www.collegedesbernardins.fr



Un enseignant a croisé leur route et leur vie en a été transformée.
Ils nous racontent cette rencontre décisive, inscrite dans le quotidien d'un établissement scolaire.

Françoise Gaussen

« Ses mots invitaient au voyage »

Françoise Gaussen, directrice diocésaine de Marseille, a fait ses études dans un pensionnat religieux strict. En classe de 1^{re}, une jeune enseignante de géographie a brusquement ouvert son horizon, rien qu'avec des mots.

En classe de première, nous avons vu arriver, dans l'institution religieuse où j'étais élève depuis six ans, une jeune femme brune, aux longs cheveux, qui tranchait sur les autres membres du corps enseignant. Elle était en début de carrière. Elle devait avoir 23 ans. Elle était vêtue de noir, vraisemblablement pour se fondre avec la couleur locale des religieuses trinitaires en bleu marine. Tout cela se passait en 1968 à l'institution Champfleury à Avignon. Autant vous dire que mai 1968, on ne l'avait pas vu passer dans cet univers très uniforme – uniforme que nous portions d'ailleurs de la tête aux pieds !

J'aimais pourtant cet établissement : les religieuses y étaient rigoureuses mais proches, et les contraintes imposées présentaient surtout l'intérêt de les enfreindre parfois. Nous étions alors punies : ces retenues étaient pour moi des privations de liberté intolérables,



Françoise Gaussen, un goût pour l'éducation qui s'est forgé dès le lycée.

ment, son objectif étant de nous ouvrir et non de nous endoctriner. Elle nous enseignait la géographie et la géologie avec un enthousiasme contagieux, et comme elle poursuivait parallèlement ses études, elle ne cessait de partager avec nous ses connaissances nouvelles. Elle nous révélait que le savoir n'était pas clos, qu'il y avait

encore plein de choses à découvrir et que nous avions notre place dans cette recherche. C'était lumineux ! Il faut dire que les autres enseignantes, plutôt « installées », nous demandaient essentiellement de restituer leurs cours. Alors que là, nous nous sentions impliquées dans une démarche qui nous concernait.

C'est ainsi que s'est révélé mon goût pour l'enseignement, l'éducation et la formation, avec ce professeur qui nous faisait rêver, collectivement, à partir d'une matière scientifique !

La géographie me captivait parce qu'elle ouvrait les horizons d'une autre réalité. Ses mots étaient des invitations au voyage. C'était un appel d'air dans un univers scolaire ressenti comme clos. Ils nous apportaient toute la diversité de la Terre.

Un passage entre deux mondes

Cette jeune femme ne cherchait pourtant pas à séduire. Elle était un passage, presque malgré elle, entre deux mondes, scolaire et universitaire, qui se succédaient. Sa seule présence suffisait à nous apporter tous les parfums de la vie. Sa méthode ? Tout simplement nous mettre en projet en suscitant notre curiosité. À la récréation, le moindre caillou était observé et devenait sujet d'analyse. Tout nous semblait digne d'intérêt. Le monde qui nous entourait n'était plus un simple décor immuable mais un prolongement de son cours qui nous manifestait la vie en mouvement.

Après mes études, j'ai opté pour l'enseignement des lettres. Quand je croise aujourd'hui, au hasard de la vie, d'anciens élèves, ils me disent que j'ai gardé la flamme que j'avais pendant mes cours. Cela me fait plaisir, bien sûr, car on ne sait jamais quelles traces on a laissées derrière soi, mais cela me rappelle surtout cette enseignante... J'espère, moi aussi, avoir ouvert leur horizon.

Propos recueillis par Sylvie Horguelin

Mini-bio

- ▶ Née le 26 novembre 1952 à Avignon.
- ▶ Du CM2 à la 1^{re} chez les religieuses trinitaires à Avignon.
- ▶ Terminale à Tarascon dans un lycée public. Maîtrise de lettres (1974) puis en sciences de l'éducation (1988).
- ▶ 1974-1989 : professeur de lettres dans le 2^d degré.
- ▶ 1980-1989 : animatrice-formatrice à la direction diocésaine d'Avignon.
- ▶ 1989-2010 : directrice diocésaine à Montpellier.
- ▶ 2008 : doctorat de théologie catholique à Strasbourg.
- ▶ Depuis 2010 : directrice diocésaine à Marseille.



Apprentis d'Auteuil est une fondation catholique qui éduque et forme plus de 13 000 jeunes en difficulté pour leur permettre de s'insérer dans la société en hommes et femmes libres et responsables, tout en accompagnant les familles dans leur responsabilité parentale. Près de 5 500 professionnels sont engagés auprès d'eux dans 200 établissements en France métropolitaine et DOM.

APPRENTIS D'AUTEUIL RECRUTE des directeurs d'établissements scolaires

- Vous êtes un professionnel de l'enseignement catholique.
- Vous souhaitez vous engager pleinement auprès d'enfants et d'adolescents en difficulté.
- Vous aimez l'innovation pédagogique dans une approche globale éducation/Formation.
- Vous aimez animer une équipe.
- Vous souhaitez vous engager dans un projet qui a du sens pour les jeunes que nous accueillons et pour vous.
- Vous avez acquis une bonne expérience de la réglementation scolaire et de l'environnement Éducation nationale ou Ministère de l'Agriculture.
- Vous possédez le sens de l'organisation et de l'anticipation.

Merci de nous adresser votre candidature sur notre site Internet

www.apprentis-auteuil.org

Rubrique « Recrutement »

INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS

Bacheliers 2012

- ✓ Une formation de haut niveau universitaire pour acquérir une culture générale ouverte sur le monde contemporain
- ✓ Une Licence d'État, filière sélective

NOUVEAU
septembre 2012
en cours d'habilitation

LICENCE HUMANITÉS et anthropologies contemporaines

■ Une formation pluridisciplinaire

assurée par les six facultés de l'Institut Catholique de Paris :

- > Philosophie
- > Éducation
- > Théologie et sciences religieuses (*Theologicum*)
- > Lettres
- > Sciences sociales et économiques
- > Droit canonique

■ Deux mentions

- > Théologie et Philosophie
- > Diversité en éducation

■ Une licence d'État, de nombreux débouchés :

- > Au sein de l'ICP : Masters Éducation, Développement durable, Ressources humaines, Tourisme
- > Enseignement
- > Écoles de commerce, de journalisme et de communication
- > Concours administratifs

→ Pour en savoir plus : licence.humanites@icp.fr

Institut Catholique de Paris 21, rue d'Assas 75006 Paris. Établissement privé d'enseignement supérieur - Association reconnue d'utilité publique

Le journal de référence de l'enseignement catholique



Abonnez-vous!

Les hors-série sont inclus dans l'abonnement

**MONTANTS
DES ABONNEMENTS :**

L'abonnement : 45 €
6 numéros par an
+ les hors-série

— De 3 à 9 abonnements : **38 €** par abonnement
— De 10 à 24 abonnements : **33 €** par abonnement
— À partir de 25 abonnements : **28 €** par abonnement

Je souhaite m'abonner à *Enseignement catholique actualités*

x 45 € = x 38 € = x 33 € = x 28 € =

Nom : Adresse :

..... Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de € en chèque bancaire à l'ordre de : SGEC.

Bon à renvoyer accompagné de votre règlement, à SGEC, Service publications, 277 rue Saint-Jacques - 75240 Paris Cedex 05. Tél. : 01 53 73 73 71.